

A portrait of Cécile Duflot, a French politician and journalist, against a dark background. She is wearing a dark, textured jacket over a dark top. Her hair is dark and shoulder-length. The text is overlaid on the lower half of the image.

**CÉCILE
DUFLOT**

De l'intérieur
Voyage au pays de la désillusion

fayard

A portrait of Cécile Duflot, a woman with dark hair, wearing a dark jacket, looking directly at the camera. The background is dark and out of focus.

**CÉCILE
DUFLOT**

De l'intérieur
Voyage au pays de la désillusion

fayard

Cécile Duflot
avec Cécile Amar

De l'intérieur

Voyage au pays de la désillusion

Fayard

Couverture : conception graphique © Antoine du Payrat

Photographie : © Frédéric Stucin/Pasco

© Librairie Arthème Fayard, 2014.

ISBN : 978-2-213-68534-2

Du même auteur

Apartés, avec Guy Sitbon, Paris, Les Petits Matins, 2010.

À mon père, qui continue de me demander comment

et pourquoi je m'impose quelque chose de si difficile.

À ma mère, qui en apprenant à sa petite fille à aimer les fleurs et à toujours chercher ce qu'il y a de bien en quelqu'un ne pouvait imaginer qu'elle deviendrait ministre.

À celui qui fut près de moi, vaille que vaille.

À mes enfants, dont je souhaite que le poids de cette histoire ne pèse jamais sur leurs épaules.

À mes amis, que j'ai délaissés, eux qui ne l'ont jamais fait.

*À la vingtaine de mousquetaires
qui m'accompagnèrent 72, rue de Varenne.*

À Yop.

Table des matières

[Couverture](#)

[Page de titre](#)

[Page de Copyright](#)

[Du même auteur](#)

[Pourquoi j'ai quitté le gouvernement](#)

[Pourquoi j'avais accepté d'y entrer](#)

[La bataille du logement](#)

[La rupture morale du quinquennat](#)

[L'impasse européenne](#)

[L'austérité n'est pas une fatalité](#)

[Le rendez-vous manqué de l'écologie](#)

[Quelle « firme » ?](#)

[Maudits 14-Juillet](#)

[La rupture avec Manuel Valls](#)

[L'absente...](#)

[J'ai cru en François Hollande](#)

[Et maintenant ?](#)

[Remerciements](#)

« Ma conscience me fait un devoir de résigner mes fonctions de membre du gouvernement avec lequel je ne suis plus en communion d'idées ni d'espérance. »

Léon Gambetta, 6 février 1871

Pourquoi j'ai quitté

le gouvernement

La maison était pleine de fleurs, les bouquets s'étaient partout comme au lendemain d'un mariage... Mais c'était plutôt un divorce. Ou au moins une séparation. La fin d'une histoire.

Ce mardi 1^{er} avril 2014, j'étais un peu perdue. Je venais de fêter mes trente-neuf ans, et je n'allais plus être ministre le lendemain. Parce que je l'avais choisi, décidé, assumé. Parce que je n'y croyais plus. Parce que j'étais en désaccord politique avec François Hollande.

J'ai fait le même chemin que des millions de Français. J'ai voté Hollande, cru en lui et été déçue. Mais je suis allée plus loin que tous ses électeurs découragés. J'ai essayé de l'aider à tenir ses promesses, de l'inciter à changer la vie des gens, de le pousser à mener une vraie politique de gauche. Et j'ai échoué. Alors je suis partie.

C'est cette histoire que je vais tenter de vous raconter. Le plus honnêtement possible. Telle que je l'ai vécue. Sans régler des comptes, sans balancer, mais sans dissimuler. En assumant. J'ai aimé passionnément être ministre du Logement. J'ai cru que je pouvais convertir François Hollande à l'écologie. J'ai cru qu'il sortirait de l'austérité.

Et quand j'ai compris que je m'étais trompée, que le quinquennat continuerait sur le mauvais chemin, je suis partie.

*

Ce mardi 1er avril, je passe la journée à préparer mon départ. C'est un moment difficile. Je vide des armoires, remplis des cartons, compile des archives.

Manuel Valls a été nommé Premier ministre la veille, François Hollande a réaffirmé son cap d'austérité. Nous avons annoncé, Pascal Canfin et moi, que nous quittions le gouvernement, que nous ne serions pas de la nouvelle équipe.

Je range mes affaires et je reçois des bouquets de fleurs pour mon anniversaire, dont celui, annuel, de Martine Aubry. Mon bureau est vide, ou plutôt il n'est rempli que de fleurs de toutes les couleurs, comme si un heureux événement venait de se produire.

Le soir, Xavier, mon compagnon, vient me chercher et m'emmène dans un quartier que je ne connais pas. Je sais juste que mes proches ont organisé un anniversaire. Je me retrouve dans l'appartement de mon directeur de cabinet. Ce sera une des fêtes les plus gaies et les plus poignantes que j'aie vécues depuis très longtemps. Parce qu'ils étaient tous là. Parce que c'était la fin.

J'étais fière des deux années que nous avons passées ensemble. On avait fait du bon travail, et on était devenu une bande.

La veille au matin, je les avais tous réunis : « Voilà, je vous annonce que si Manuel Valls est nommé à Matignon, je partirai. » Je leur expliquai les raisons politiques de mon choix, le mauvais signe envoyé aux électeurs qui venaient de sanctionner la gauche aux municipales, le cap politique qu'il incarnait, lui, l'homme de la remise en cause des trente-cinq heures, de la levée des tabous. J'expliquai que ma décision était politique : ce que j'avais voulu faire en tant que ministre ne serait plus possible – si difficile cela soit-il, je devais agir en conséquence, pour être en phase avec mes engagements.

Les membres de mon cabinet m'avaient côtoyée pendant deux ans. Ils savaient que je n'étais ni une passionaria ni une impulsive, que nous avions négocié compromis sur compromis, mais que,

là, les conditions politiques de ce remaniement rendaient ce chemin impossible. Et puis ils me connaissaient, ils avaient vécu avec moi pendant deux ans. Ils étaient à mes côtés dans les moments de profond désaccord avec le ministre de l'Intérieur. Ils n'étaient pas surpris. Je leur ai dit que je partirais, mais qu'ils étaient libres de travailler avec d'autres ministres s'ils le voulaient, libres de faire les choix de carrière qu'ils souhaitaient, eux qui avaient été, à mes yeux, les meilleurs pendant deux ans.

Je ne peux m'empêcher de penser que c'est un énorme gâchis. Comment en sommes-nous arrivés là ? Au second tour de l'élection présidentielle, des millions d'hommes et de femmes se sont tournés vers François Hollande pour faire advenir le changement.

Depuis, le malentendu entre le président de la République et le peuple n'a fait que s'approfondir. Les résultats des élections sont catastrophiques pour la majorité.

Je repasse dans ma tête la liste des villes perdues par la gauche. Les socialistes sont rejetés. La lourde défaite essuyée par la gauche aux élections municipales semble marquer la fin d'une époque. La sanction de la politique gouvernementale est terrible. Nul ne peut le nier.

Les écologistes, eux, résistent plutôt bien et même parfois progressent notablement, comme à Grenoble où Éric Piolle vient de conduire à la victoire la liste citoyenne et écologiste. Mais le danger est là. Le président de la République ne le comprend toujours pas. C'est pourtant un animal politique redoutable. Il connaît la France. Et pas seulement la carte électorale.

Je ne m'explique pas l'impasse dans laquelle il a engagé sa famille politique, ses alliés, et le pays tout entier. Surtout, pourquoi continuer d'avancer dans cette direction funeste ?

L'annonce du changement de Premier ministre n'était pas officielle, mais elle était pour moi une certitude. Et ce que je disais à mes collaborateurs, je l'avais dit le samedi 29 mars au matin au président de la République, à l'Élysée.

J'étais arrivée par la grille du Coq pour ne pas être vue, vers 11 heures et demie. Nous étions dans une pièce que je ne connaissais pas, mais dont j'avais compris d'emblée qu'elle était celle

choisie pour cette journée de rencontres discrètes. Un moment assez cocasse, d'ailleurs, que celui des consultations secrètes. Les politiques arrivent avec leur voiture par le parc, et sortent par un autre chemin. Et puis le lendemain, en discutant, on découvre qui était en rendez-vous avec le président avant soi ou après soi. Un décorum d'un ancien temps.

Assis l'un en face de l'autre, nous parlons trois quarts d'heure. La discussion n'est pas très sympathique, mais elle n'est pas vraiment désagréable non plus. J'applique ma méthode, je dis les choses avec franchise : les conditions politiques qui permettaient la présence des écologistes au gouvernement ne sont plus réunies depuis un moment. Ce n'est pas la première fois que nous en parlons.

Mais je lui rapporte surtout que ce que j'ai entendu le soir du premier tour des municipales et dans les jours qui ont suivi de la part des membres du gouvernement, le discours selon lequel nous allons dans la bonne direction – il faut simplement aller plus vite et plus loin, nos électeurs n'ayant « pas compris » – est une fable. Quand on perd plus des trois quarts de ses électeurs en deux ans, il y a quelque chose qui ne va pas du tout. J'exprime mon désaccord avec son analyse : « Les gens, ce n'est pas qu'ils n'ont pas compris la politique menée, ce n'est pas qu'elle est mal expliquée : ils la désapprouvent. »

Je m'étais déjà prononcée sur ces sujets, *mezza voce*, bien entendu, mais désormais je sais que mon avis est partagé. Et puis le piétinement sur les questions écologiques devient de plus en plus pénible. Nous venons de vivre un épisode de pollution sévère, et ce fut épique. Quant à la loi de transition énergétique, elle stagne depuis des mois. Il dit que c'est compliqué. François Hollande dit toujours que « c'est compliqué ».

Je crois pour ma part que, pour cette loi comme pour beaucoup de questions, la solution qui ne mécontente personne, celle qui aurait donc son agrément immédiat, n'existe pas. Je comprends tout de suite qu'il ne va rien bouger, qu'il indexera sa décision sur le résultat du second tour des municipales, mais que tout est joué. J'avance quelques arguments. Sans succès. Son problème n'est

pas de ne pas savoir décider, c'est de toujours vouloir trouver la solution qui ne fait pas de vagues. Résultat, cela ne fait pas de vagues, mais cela crée un tourbillon qui aspire tout le monde vers le fond.

Je lui assène aussi de façon un peu franche que, au-delà de ce que font ou disent les uns et les autres, il y a ce qu'ils incarnent. Et je répète au président que, pour moi, la nomination de Manuel Valls à Matignon est une mauvaise réponse aux résultats des municipales. Ce serait une réponse contraire aux revendications exprimées dans les urnes par les électeurs de gauche et par ceux qui l'ont porté à la présidence de la République.

Il m'écoute et me répond : « Qu'est-ce qu'il y a comme autre option ? » Nous en parlons à bâtons rompus, je défends l'idée d'une nouvelle étape de la majorité, mais je comprends qu'il a déjà fait son choix ou qu'il s'y est résigné. Il essaie de voir comment je pourrais rester, ce qui m'intéresserait, sans trop insister. Comme tous, sans doute, il croit que je ne résisterai pas aux attrait du pouvoir, à l'intérêt d'un ministère. Je reconnais que je ne suis pas prête à faire des concessions. Je l'agace un peu, même s'il est très poli et courtois. J'insiste, je défends une position politique claire. Elle n'est pas négociable. À aucun prix.

François Hollande n'est pas surpris ; cette discussion, je l'ai déjà eue quelques jours plus tôt avec le principal intéressé. J'ai déjeuné le mardi d'avant place Beauvau avec Manuel Valls. Je lui ai confié que je ne serais pas dans son gouvernement s'il était nommé Premier ministre.

J'ai toujours adopté une ligne simple : ne jamais dire dans le dos des gens ce que je ne suis pas capable de leur dire en face. Cela m'a évité de devenir langue de vipère et cela me donne le courage de dire ce que je pense. Je lui explique que j'ai aimé faire ce que je faisais comme ministre. Je lui répète que les idées qu'il a défendues lors de la primaire socialiste, ses propos et ses actions de ministre de l'Intérieur, en particulier sur la question des Roms, rendent impossible la participation des écologistes à son éventuel gouvernement.

Nous avons une discussion politique intéressante, au cours de laquelle il lâche qu'il faudrait un

infléchissement économique, une réorientation européenne. Il essaie d'ouvrir l'hypothèse « toi, tu ne veux pas, mais d'autres écologistes ? ». Je lui dis que ma position est partagée par les adhérents de mon parti, mais je vois bien qu'il ne me croit pas. Je ne l'ai pas convaincu. Il ne m'a pas convaincue qu'il changerait de cap économique. Ce qu'il incarne, c'est ce qu'il a défendu pendant la primaire, une remise en cause d'acquis sociaux, un modernisme à la Blair.

Je ne fais pas de politique-fiction, je ne peux donc pas dire ce que j'aurais fait si Jean-Marc Ayrault était resté Premier ministre. Je ne ferai jamais partie de ceux qui affirment que, si le quinquennat a échoué dans ses premières années, c'est de sa faute.

J'avais discuté avec lui des conditions d'une alliance durable avec les écologistes : des garanties sur la transition énergétique, le réajustement du plan d'économies épargnant les plus démunis, des choix plus clairs en matière d'investissement. Mais je pense que le maintien de Jean-Marc Ayrault ou la nomination d'un troisième homme ou d'une première femme était une condition nécessaire mais pas suffisante. J'étais en désaccord avec la politique économique menée, je le disais en interne, et parfois publiquement.

Une opération cosmétique n'aurait pas suffi pour que je reste au gouvernement. J'avais déjà déclaré – car la discussion bruissait dans les coulisses – qu'un gel des prestations sociales était inacceptable pour moi. Faire financer des exonérations de charges sans contreparties par les plus modestes, ce n'est pas écolo, mais ce n'est surtout pas de gauche.

En politique, j'ai une boussole, elle se résume en trois injonctions : n'oublie jamais qui t'a élu, pourquoi et pour quoi faire. Or, pour moi, François Hollande a oublié ceux qui l'ont porté à l'Élysée, a peu à peu tourné le dos à l'aspiration à plus d'égalité et de justice sociale qui a entraîné son élection et n'a pas tenu ses engagements. Mon choix de ne pas entrer dans un nouveau gouvernement était éminemment politique.

Pourtant, peu y ont cru avant la publication, le lundi 31 mars au soir, du communiqué que je rédige avec Pascal Canfin, compagnon infiniment précieux des bons comme des mauvais jours de

cette aventure ministérielle.

Dans la journée, certains ambassadeurs de François Hollande essaient de me convaincre d'accepter un poste de numéro deux du gouvernement, en charge de l'écologie. Mais un tel ministère sans changement de cap serait un couteau sans lame. Je ne crois ni à la pensée magique ni aux conversions instantanées et je refuse. La question n'est ni le poste ni l'ordre protocolaire, mais nos désaccords politiques.

Et le lendemain, malgré toutes les discussions du désormais nouveau Premier ministre et les annonces alléchantes que les faits démentiront peu de temps après, mon parti confirme qu'il ne peut soutenir ce gouvernement.

*

Les cartons sont faits grâce à l'aide de Julien, mon chef de cabinet adjoint. Les lieux sont vidés, il est temps de partir. Je passe le relais à Sylvia Pinel, lui transmettant un exemplaire de la loi sur l'encadrement des loyers que nous venons de faire voter. Puis je quitte l'hôtel de Castries, sans pleurer. Quelques jours plus tard, je pars pour les Landes. J'ai eu le réflexe de demander à ma mère de m'accompagner. Je craignais d'avoir un passage à vide, comme un baby blues ; il fallait donc qu'elle soit là. Et elle m'a été précieuse.

J'ai aimé être ministre et j'ai eu le sentiment profond d'avoir été utile. En partant, je me dis que je ne le serai peut-être plus jamais. Je croyais que ce serait plus difficile, mais je suis en paix avec moi-même.

Pourtant, je suis déçue par François Hollande. J'ai voulu croire que sa volonté de trouver des équilibres permettrait d'ouvrir un espace à l'écologie dans les politiques publiques. J'ai vraiment cru que cela pourrait marcher, et je me suis trompée. C'est un voyage au pays de la désillusion que j'écris finalement.

Ce sont des moments où il faut avoir des nerfs, être « ballastée ». Comme le ballast qui permet aux bateaux de conserver leur équilibre en naviguant.

Je suis partie parce que je pensais qu'il fallait dire qu'il y avait un autre chemin possible et que cet autre chemin n'était pas le fracas et la rupture.

Pourquoi j'avais accepté

d'y entrer

Tout commence toujours par un coup de fil. Ce mercredi 15 mai 2012, je suis en haut du parc de Belleville avec Stéphane – surnommé Yop –, mon proche entre les proches, soutien décisif depuis tant d'années, celui sans lequel je ne serais pas celle que je suis. François Hollande m'appelle, ou plutôt le président de la République m'appelle. Car il est officiellement en fonction depuis la veille ; il a nommé un Premier ministre et compose son gouvernement. Je m'éloigne pour trouver un endroit au calme et la discussion s'engage.

Elle est de courte durée. Il me propose d'emblée deux postes pour les écologistes – je lui avais déjà dit que je n'entrerais pas seule au gouvernement. Je savais aussi que je ne m'occuperais pas d'écologie.

Il me propose « l'égalité des territoires et le logement ». Je lui demande :

– Avec le Grand Paris ?

– Oui.

– L'égalité des territoires, c'est aussi l'urbanisme ?

– Oui.

Je trouve que c'est une bonne proposition. Nous évoquons ensuite le deuxième ministre écologiste. Il propose des noms, moi aussi. Nous choisissons d'un commun accord Pascal Canfin.

Le président décide qu'il sera ministre délégué au Développement, un ministère international, qui change de nom, incarnant la promesse de la fin de la Françafrique, sujet cher aux écolos.

C'était une très bonne idée, et Pascal sera un très bon ministre.

Je m'apprête à entrer au gouvernement. Je sais qu'il faudra mettre en place l'encadrement des loyers et que je pourrai enclencher une démarche écologique dans ce secteur.

L'intuition de François Hollande selon laquelle l'égalité des territoires est une des solutions à la crise française me semble bonne. Il en avait parlé au meeting de Limoges, entre les deux tours de la présidentielle. J'étais présente avec Eva Joly, et j'avais été emballée par cette belle idée. Cela restera un regret. On a fait la loi sur la métropole, mais on ne s'est pas occupé des territoires ruraux, de tous ces endroits où les Français se sentent délaissés, abandonnés par l'État.

Ce mercredi printanier, je suis intellectuellement préparée à devenir ministre, mais, j'aurai le temps de m'en rendre compte par la suite, je ne suis pas consciente de ce que cela signifie réellement. Je n'ai jamais été membre d'un cabinet ministériel.

La dernière fois que la gauche a été au pouvoir, j'avais vingt-cinq ans, je venais d'adhérer au parti écologiste et j'étais très loin de la vie ministérielle. Bref, j'imagine ce que c'est sans me rendre vraiment compte.

À partir de ce coup de fil, je n'ai qu'une obsession : être à la hauteur. Et, très vite, je comprends que je ne maîtrise pas tous les codes de ma nouvelle fonction.

Le soir même, je dîne avec des proches à la Rotonde, place Stalingrad, pour fêter cette nomination. Je ne connais rien aux ministères ; je n'y ai pas beaucoup traîné quand j'étais secrétaire nationale, et je viens d'un autre monde. C'est le grand saut dans l'inconnu. On m'a expliqué que le lieu dans lequel travaille le ministre est un élément important.

Vers minuit, le secrétaire général du gouvernement – un personnage éminent que je ne connais pas et à propos duquel je commettrai une bourde un matin à la radio en parlant de lui alors qu'il doit rester dans l'ombre – m'appelle :

- Madame la ministre, je dois vous informer que vous allez vous installer à l'hôtel de Castries.
- Je vais réfléchir.
- Mais, madame la ministre, c'est une information, pas une proposition.

Je marque un blanc. En temps normal, je sais instaurer un rapport de force, négocier, mais là, je sèche. Je ne sais pas sur quoi négocier ! Le secrétaire général reprend gentiment :

– Je suis sûr que vous allez beaucoup apprécier. Il y a un parc, il y a des canards...

– Mais, vous savez, les écolos peuvent aussi vivre sans animaux.

Il rit, et moi aussi. Et nous voilà, autour de la table, à regarder sur mon iPhone à quoi ressemble le 72, rue de Varenne.

Cette anecdote, je ne la livre pas juste pour m’offrir comme proie à la raillerie, mais pour décrire mon état d’esprit en débarquant au gouvernement. Les décisions que je vais prendre, l’endroit où je vais être, mon rang gouvernemental, tout le protocole auquel je ne suis pas du tout sensible par nature et par éducation, vont être regardés comme des signes de la manière dont sont traités les écologistes dans cette équipe.

*

L’installation dans le magnifique hôtel de Castries fut un peu chaotique. Mon bureau était très beau, très grand, cela me changeait de celui de la Chocolaterie, le siège d’EELV. Mais, derrière le décor, nous nous apercevons qu’il manque l’essentiel : pas de téléphone, pas d’ordinateur, pas de connexion Internet. Les câbles avaient été coupés. Nous disposions de l’intégralité de l’ameublement xviii^e siècle, mais pas d’un seul outil du xxe !

Il fallait pourtant mettre en place la passation de pouvoir avec Benoist Apparu. Mon directeur de cabinet, Manuel Flam, et mon plus proche collaborateur, Stéphane Sitbon, sont arrivés. Manuel, énarque venant de Bercy, était estomaqué. Stéphane, habitué à la Chocolaterie, avait sorti son portable et réglait tous les détails.

J’ai choisi les membres de mon cabinet avec une règle simple, celle des trois tiers : un tiers de socialistes, un tiers de technos, un tiers d’écologistes plutôt activistes. Mathilde Casteran en sera une pièce centrale, réunissant bonne humeur et grande intelligence politique. Un cocktail génial qui nous a valu des discussions animées et très amusantes.

Quelques jours plus tard a lieu le premier Conseil des ministres. Et la première polémique... parce que je suis en jean. Tout ça pour une histoire d’ourlet ! J’avais un tailleur veste-pantalon.

Preuve que j'avais anticipé ! Mais le bas était trop long ; je l'avais donc déposé à la retouche pour qu'on me fasse un ourlet. L'annonce du gouvernement tombe tard, je n'ai pas le temps de passer le prendre et le jeudi est férié. J'hésite, cherche une tenue de remplacement. Mon jean est bleu foncé, je me dis que cela ira.

Ce jour-là, je porte mes vêtements les plus chers : un sac à main en cuir de marque et une veste en cuir, achetés en solde, et mes chaussures Repetto. Pour moi, j'étais au summum du chic ! Et je pensais que cela ne se verrait pas. Et que ce n'était vraiment pas grave. Je le pense toujours, d'ailleurs. Depuis, de nombreux ministres l'ont fait sans que personne ne le fasse remarquer. Dès le lendemain, des papiers sortent, commentant ma tenue. Quand on connaît mon manque d'intérêt total pour la mode, parler de moi pour mes fringues, c'est assez cocasse !

À la fin du Conseil des ministres, on sort faire la photo de famille. Je ne me sens pas très à l'aise et, d'ailleurs, je ne suis pas à la bonne place protocolairement. Je n'ose pas le faire remarquer, Nicole Bricq a déjà pris place et a l'air de se trouver très bien là où elle est. Et puis, une place sur une photo, ce n'est vraiment pas important.

Ensuite vient le moment de la prise de vue du président avec les femmes ministres. Cela m'énerve, mais je n'ose rien dire. Je ronchonne, mais je suis là. Pour la première fois, le gouvernement est paritaire et une photo gadget avec les seules femmes me paraît déplacée.

D'ailleurs, après les élections législatives, il n'y a pas de cliché féminin. J'avais dit en souriant à François Hollande : « Je veux bien que tu fasses une photo avec toutes les femmes si tu fais aussi une photo avec tous les hommes. »

Siéger en Conseil des ministres est impressionnant, et, en même temps, puisque j'étais là, je me disais que ce n'était finalement pas si extraordinaire. Je ne viens pas d'un milieu où on fréquente des ministres ; ceux-ci appartiennent à un monde qui ne nous est ni proche ni familier. J'ai beaucoup lutté contre le sentiment d'être là par effraction, de ne pas être légitime.

Dans certains cas, ne pas venir de ce monde constituait aussi un avantage. Au deuxième Conseil

des ministres, certaines mesures nous concernant sont annoncées, et notamment l'interdiction absolue du cumul des mandats électifs et des responsabilités exécutives.

Certains étaient contrariés, pensifs, comme s'ils faisaient le calcul des indemnités qu'ils allaient perdre. On nous énonce aussi des règles d'exemplarité : prendre le train, assumer une certaine sobriété... Je souris – on dirait des règles écolos !

Les premiers temps, je suis très concentrée. Je veux engager le logement dans une bonne direction. Je n'ai pas droit à l'erreur, je suis très surveillée. À part les rares qui me connaissent et sont informés de mon expérience professionnelle dans le secteur, tous se demandent qui est cet animal étrange qui vient d'arriver ! Les échanges sont rares avec le Premier ministre et le président de la République. Ce sera une des difficultés de ces deux années de gouvernement : nous n'avons des discussions que lorsqu'il y a des problèmes. Et puis Pascal et moi sommes un peu à part. Les autres viennent de faire une campagne ensemble, ils se connaissent, se sont beaucoup vus. Pendant longtemps, je serai persuadée qu'il y a des lieux de débat entre socialistes auxquels nous ne sommes pas conviés. À mon grand étonnement, je découvrirai que non. Comment imaginer qu'il n'y avait aucun débat collectif ?

Les semaines passant, je découvre la vie de ministre. Je n'avais pas eu de supérieur hiérarchique depuis des années, et j'ai toujours été très attachée à ma liberté. Or, un ministre doit être disponible tout le temps, il ne peut jamais éteindre son téléphone, même la nuit. Et un ministre ne peut jamais être seul, il est toujours accompagné d'au moins un officier de sécurité (OS).

Au début, je n'ai pas cessé de jouer au chat et à la souris avec eux, expliquant qu'à tel moment je n'avais pas besoin d'escorte, continuant à prendre le RER. Puis j'ai compris que, chaque fois que je montais dans le RER, il y avait dix policiers dans la rame, que cela créait plein de perturbations et que je posais des problèmes à des gens qui avaient d'autres choses à faire. J'ai pris conscience du danger créé par notre exposition pendant un meeting lors de la campagne législative de juin 2012 : une femme a essayé de me sauter dessus et c'est mon officier de sécurité

qui m'a évacuée.

Ma vie changeait, et je devais m'adapter, je n'avais pas le choix. Pendant deux ans, j'ai eu le sentiment d'être en liberté surveillée. Une voiture se garait devant chez moi chaque matin, je montais. Elle roulait jusqu'au ministère. Elle entrait dans la cour. Les portes de la voiture ne s'ouvraient que lorsque celles de la cour étaient fermées. Je descendais, entrais dans mon bureau. Si j'allais quelque part, j'étais trimballée. Mon moment de liberté consistait à parcourir à pied les soixante mètres qui me séparaient de Matignon.

Un jour, j'ai même cru avoir réussi à échapper à mon OS. Il n'était pas là, je n'avais que quelques mètres à faire dans une rue où les policiers sont postés à chaque croisement. Quand je suis arrivée à destination, j'ai réalisé qu'ils m'avaient suivie. Ils étaient absolument adorables et très professionnels. Mais, je l'avoue, quand ça a pris fin, ça a été un soulagement.

Le plus surprenant dans la vie de ministre est de ne plus avoir le temps de faire les choses soi-même. Sur le papier, ça paraît fantastique. Chaque fois que vous avez besoin d'une chose, quelqu'un s'en charge. Pendant deux ans, c'est comme si ma vie avait été suspendue. Je n'ai plus jamais eu le temps de traîner, de passer dans les boutiques gare Saint-Lazare avant de prendre un train. J'ai eu très peu de temps à consacrer à mes amis. J'ai seulement gardé du temps pour ma famille. Je n'ai jamais transigé sur le temps que je passais avec mes enfants, j'ai continué à partir en vacances avec eux et je l'assume. Ils sont la part non négociable de ma vie. Ne pas les voir plusieurs jours d'affilée est une souffrance. J'ai toujours trouvé ridicule l'idée qu'il ne fallait pas partir en vacances, renoncer à sa vie de famille, n'avoir que des hommes et des femmes politiques hors sol. Certains m'ont conseillé de m'exposer médiatiquement avec mes enfants. Mais j'ai toujours refusé. Jamais je ne paierai ce prix.

Pour le reste, je m'adaptais. Je n'ai jamais été dupe de ce qu'on appelle les ors du pouvoir.

J'acceptais les règles quand elles étaient justifiées et rien ne justifiait qu'on ouvre les portes à mon passage si je n'étais pas encombrée de dossiers.

Les palais de la République sont des lieux étranges. C'est aussi un patrimoine national qu'il faut conserver plutôt que de les vendre à la découpe pour remplir le patrimoine de milliardaires. Mais il ne faut pas s'y habituer. Nous n'y sommes que des invités. Je tenais à cette règle.

Pour tenir le coup, ne pas craquer, j'avais quelques rituels. Les journées étaient intenses, et il me fallait un sas de décompression entre le ministère et la maison. J'avais une playlist spéciale.

J'écoutais des morceaux de rap trash de Joey Starr quand il fallait que la tension se relâche. Et sinon, j'ai quelques chansons magiques : *Grand-Père* de Georges Moustaki, *Letizia* de Serge Reggiani, *Summer Wine* de Nancy Sinatra, *Le Repenti* de Renan Luce, des chansons qui racontent des histoires.

J'ai essayé de ne pas trop changer. Je n'ai jamais arrêté de tweeter, par exemple. Quand mes proches ont créé mon compte en 2010, pendant la campagne des élections régionales, j'étais contre. J'ai apprivoisé cet outil plus tard, en mesurant la portée du second degré, de l'humour, de la dérision. Je vais faire ancienne combattante, mais, pendant une période, le cercle des lecteurs de Twitter était très sensible au second degré, très attaché à l'originalité du message. C'était une espèce de bulle de liberté, d'humour. Puis c'est devenu le moyen d'envoyer des semi-communicués de presse. Et mon statut avait changé.

Je détonnais un peu, mais je détonnais déjà dans le paysage politique avant. Je me souviens que, à l'époque où j'étais élue en banlieue, un socialiste m'avait demandé où j'habitais : « À Villeneuve-Saint-Georges. – Je sais que tu es élue là-bas, mais où habites-tu à Paris ? » Il était convaincu que je ne pouvais vivre qu'à Paris.

J'ai essayé de garder cette proximité, cette « normalité », devrais-je écrire, si ce mot n'avait pas été galvaudé. J'ai aussi essayé de toujours avoir du recul sur moi-même, de ne pas manquer d'autodérision. Mon entourage m'y a aidée, mes amis politiques sont souvent très critiques à mon encontre, et c'est précieux. J'ai toujours pensé qu'on pouvait agir très sérieusement sans se prendre au sérieux.

J'ai toujours respecté ma fonction, m'exprimant avec mesure. J'ai été ministre, je n'ai jamais joué à être ministre. J'ai assumé mes responsabilités, mes décisions. Assumer et expliquer, décider, écouter puis trancher, c'est cela pour moi, exercer le pouvoir. Je l'ai appris peu à peu. Mes années de secrétaire nationale m'ont été utiles, car à mon sens prendre une décision n'est jamais un exercice solitaire, il faut y associer les autres, les écouter, leur expliquer.

Loin de l'animal solitaire, je fonctionne en bande. Je ne sais pas faire autrement et mes amis politiques sont les mêmes depuis des années. J'ai toujours tenu à l'équilibre des équipes avec lesquelles je travaille. Je délègue et je fais confiance.

Au fil des mois, j'ai vu arriver des profils très différents dans mon cabinet, certains se demandant comment serait l'aventure avec une ministre écologiste. Mais la différence était une richesse. Mon pari était de confronter les points de vue et de mettre tout le monde autour de la table. J'appliquais cette méthode dans mon cabinet et dans mon travail de ministre du Logement. Ainsi ai-je réuni autour de l'habitat participatif le sous-directeur chargé du dossier, un ancien militaire et les associations mobilisées, plutôt issues de la mouvance alternative ! Je crois au mélange et à la confrontation des cultures.

Quelques jours après mon entrée au gouvernement, j'ai organisé un dimanche un goûter au ministère avec tous les collaborateurs et leurs enfants. Mêler travail et plaisir est ma manière de faire. Et puis, il fallait une soupape. Je savais combien la vie de cabinet rendait les vies personnelles difficiles. Je voulais que chacun sache qu'il n'avait pas à laisser sa vie et ses aléas au vestiaire.

Je suis hélas arrivée en retard au goûter parce qu'il y avait eu un incendie dans le XXe arrondissement de Paris. Les habitants ont dû sortir par la fenêtre avec leurs bébés dans les bras. C'était très dur. C'était la première fois depuis ma prise de fonction que je me rendais sur les lieux d'un tel drame.

Je parle avec le commandant des pompiers, je discute avec les habitants, hagards, pieds nus,

serrant leurs enfants contre eux. Il n'y a pas de blessés graves ni de morts. L'incendie d'un immeuble insalubre à Saint-Denis, le 8 septembre 2012, fera, lui, trois morts.

Cette nuit-là, sur place, je me suis fait la promesse d'aller jusqu'au bout contre les marchands de sommeil. Je ne pouvais pas laisser faire, je ne pouvais pas échouer.

*

J'allais devoir montrer à tous ceux qui m'attendaient au tournant qu'une écolo de trente-sept ans, mère de quatre enfants, pouvait réussir.

Je n'ai pas découvert le sexisme en politique, mais je l'ai subi dans mon poste de ministre. J'y répondais toujours par la dérision : « C'est vrai, c'est quand même insupportable. Franchement, ça marchait mieux avant, quand il n'y avait que des mecs. Maintenant, les femmes sont ministres. Et elles s'occupent de budgets techniques comme le logement. Être obligé de parler du logement à une femme, sans blague, vous vous rendez compte ! Pourquoi pas la Défense pendant qu'on y est. » Un tel couplet désamorçait les tensions.

Le gouvernement était dans les faits paritaire, mais les réunions restreintes, les plus importantes politiquement, étaient la plupart du temps exclusivement masculines. Et puis, s'il y avait autant de ministres femmes que d'hommes (du moins en théorie, car, après la démission de Jérôme Cahuzac, l'égalité stricte n'a plus été respectée), les directeurs de cabinet étaient la plupart du temps des hommes et les cabinets étaient loin d'être paritaires.

En arrivant, j'avais averti mon directeur de cabinet : je ne signerais pas la nomination d'un cabinet non paritaire. La fermeté est obligatoire. Pour que les choses changent vraiment, des femmes devraient occuper les postes les plus importants d'un gouvernement. Il faudrait à nouveau une femme Premier ministre. Et il faudrait que les Français élisent une présidente de la République. Et puis, un jour, quand on ne se posera plus la question, on aura remporté cette bataille.

On a assigné les femmes qui font de la politique à deux rôles : la jolie potiche souriante ou celle

qui adopte les codes masculins, cheveux courts, tailleur gris et visage fermé ! Je suis une mère de famille nombreuse, pas mince et en plus écolo. Les femmes n'ont pas à choisir entre leur vie sentimentale, leurs enfants et leur carrière. Je ne choisis pas et je l'assume.

La bataille du logement

C'est à la fois mon meilleur et mon plus âcre souvenir de Conseil des ministres. Ce mercredi 26 juin 2013, je vais présenter la loi Alur (loi pour l'accès au logement et un urbanisme rénové) : l'encadrement des loyers, engagement numéro 22 du candidat François Hollande, va être mis en application. Quand j'arrive à l'Élysée, je savoure l'aboutissement de plusieurs mois de travail. Je lis ma communication au Conseil des ministres. Le moment est solennel, certains de mes collègues me félicitent discrètement. Puis le président de la République prend la parole. Une douche froide : « Les agences immobilières sont mécontentes, y a-t-il vraiment eu une concertation ?

L'encadrement des loyers, est-ce vraiment une bonne chose ? »

Je suis stupéfaite, mais je ne me laisse pas démonter. Je reprends la parole et déclare :

« Monsieur le Président, les agents immobiliers ont été consultés. Ne vous inquiétez pas, ils vont s'en remettre. Les loyers ont augmenté de 40 % en dix ans, il n'y a pas eu corrélation avec l'augmentation des salaires. Et, à ma connaissance, nous ne l'envisageons pas pour les Français. Si c'était le cas, cela réglerait effectivement le problème de l'encadrement des loyers. »

Je suis dépitée. Je pensais être félicitée pour avoir tenu un engagement de campagne. La loi avait été préparée avec sérieux et sans dogmatisme, contrairement à ce qui a été dit. D'ailleurs, beaucoup d'acteurs le reconnaissent.

Dans une période difficile, c'était une vraie loi efficace et de gauche, un texte de régulation qui ne privilégiait pas la rente de quelques-uns, mais le bien-être de tous, considérant le logement comme un bien de première nécessité. Bref, je ne m'attendais pas du tout à la réaction du président de la République. Je savais que cette loi serait compliquée à mettre en œuvre, car elle était lourde techniquement et les délais étaient courts. Mais j'avais la certitude qu'elle serait un sujet de

satisfaction pour la majorité. Je n'imaginai pas la sensibilité de certains au discours libéral. Je n'avais pas pris la mesure de l'ampleur des lobbies. Je connaissais ceux qui nous contrariaient à l'écologie ; je découvrais ceux de l'immobilier et des assurances.

Je réalisais sous les dorures du palais de l'Élysée que le président de la République lui-même n'était pas insensible aux sirènes de ces lobbies. J'ai relu Édouard Herriot, ses propos sur le « mur d'argent » ; j'ai trouvé beaucoup de similitudes entre ce qu'il a vécu et la période que nous traversons.

Pendant deux ans, j'ai observé une inhibition des dirigeants politiques, frileux quand il s'agit d'affronter ceux qui sont structurellement des adversaires. Ça n'a pas cessé de m'étonner. Il faut être naïf pour penser qu'ils vont nous apprécier parce qu'on est sympa avec eux, qu'on leur donne raison.

J'avais prévenu les professionnels de l'immobilier : « C'est un choix démocratique, politique, on va faire comme ça. Ensuite on dialogue avec vous et on agit intelligemment. Ce n'est pas une question d'ennemi, de guerre, c'est simplement assumer des choix politiques. » Mais faire les yeux doux et céder surtout à ceux qui ne sont pas les alliés de la gauche, cela m'agacera toujours.

Comme s'il fallait renier un certain nombre de principes de gauche pour avoir l'air moderne. Je viens du monde de l'entreprise, je suis diplômée de l'Essec, une école de commerce, j'en suis sortie l'année de la bulle Internet. Je ne suis ni grisée, ni impressionnée, ni complexée. Les entreprises veulent gagner de l'argent, et forcément, comme on menaçait de diminuer leur rentabilité, les lobbies n'étaient pas contents, c'était dans la logique des choses. Mais nous avons fait un choix politique, nous devons donc assumer nos désaccords. Entre les locataires qui n'arrivaient pas à se loger et les rentiers qui prospéraient sur les prix exorbitants, nous avons choisi notre camp et j'en suis fière.

Ma bataille, je vais la mener contre ce que j'appelle les lobbies de la rente. Tout le monde sait bien qu'il faut construire davantage. Ça fait trente-cinq ans qu'on a totalement libéralisé les

loyers ; or, on n'a pas construit. Le problème n'est pas là. On sait également à quel point un haut niveau de prix de l'immobilier et des loyers est un frein à l'activité économique – parce que ça stérilise de l'épargne, parce que ça empêche la mobilité professionnelle, parce que ça insécurise un certain nombre de personnes.

Le constat est assez partagé, quelles que soient les orientations politiques des uns et des autres. Simplement, la libéralisation des loyers a permis à un petit nombre de personnes de s'enrichir considérablement. Elles se sont donc beaucoup agitées contre l'encadrement des loyers, et avec succès, faisant preuve d'une mauvaise foi totale. Leur argument était le suivant : « Si on encadre les loyers, les gens vont retirer leur logement de la location. » Les logements ne peuvent pas être délocalisés. Et entre gagner un peu moins d'argent et ne rien gagner, le choix du propriétaire est vite fait. Ce raisonnement fallacieux et aberrant intellectuellement prospérait.

La bataille va durer des mois. Je ne la mène pas seule. Mon nouveau directeur de cabinet, Frédéric Lenica, m'appuie : sa fine analyse juridique et sa connaissance des rouages institutionnels sont précieuses. À l'Assemblée comme au Sénat, je peux compter sur deux duos de rapporteurs brillants et engagés. J'apprends énormément pendant ces dizaines d'heures au banc. Je bénéficie de l'expérience des présidents des commissions, assis juste à côté de moi. J'accorde énormément de prix à la transmission et je n'oublierai pas leurs conseils.

Je tisse aussi des liens avec les parlementaires de la majorité, et même avec quelques-uns de l'opposition. De nombreux députés ont siégé de longues heures, ne négociant pas leur soutien, et cette loi est bien sûr la leur. Car nos adversaires ne reculent devant rien. Si le sujet est moins sensible que le mariage pour tous et ne fait pas descendre dans les rues des centaines de milliers de manifestants, il n'en est pas moins brûlant dans les milieux d'affaires et chez les décideurs.

Sur une loi technique, par ailleurs, les coups bas peuvent venir de partout, même sans que l'on s'en rende compte. Je vois peu à peu surgir les argumentaires prémâchés des lobbies. Les amendements pré-rédigés par eux sans même qu'ils aient cherché à gommer leurs traces : certains

n'hésitent pas à parler de « notre profession » dans l'exposé des motifs...

Je me suis parfois posé des questions sur la presse et sur la facilité avec laquelle quelques agents d'influence parvenaient à répandre leur bonne parole chez tous les éditorialistes. J'ai aussi vu mes alliés d'un jour ou de circonstance désertir mon camp dès lors que « le marché se sent[ait] attaqué ».

Il ne fallait rien lâcher. On m'a souvent reproché de ne pas assez répondre aux critiques. J'ai toujours pensé d'abord que la loi s'imposerait. Mais surtout, au fur et à mesure des assauts contre ce texte, j'ai senti que le soutien dans l'opinion ne faiblissait pas. Sondage après sondage, qu'ils payaient grassement, aucun de mes opposants n'a pu faire la preuve que l'encadrement des loyers ou la garantie n'étaient pas approuvés par les Français. Cette loi n'était pas une affaire personnelle, elle était un besoin pour des millions de Français.

Dès mon entrée en fonction, j'ai décidé de tenir les engagements pris par François Hollande sur la construction, la relance du logement social, l'encadrement des loyers et la régulation. Et plutôt que de faire plusieurs petites lois qui permettent de faire de la com' sur tous les sujets, j'opte pour un chantier administratif très lourd : remodeler le logement à travers une seule loi.

Le monde du logement était pour moi une passion de longue date, pas une découverte. J'ai travaillé dix ans dans ce secteur, de 1999 à 2009, car, même quand j'ai commencé la politique, j'ai choisi de garder mon emploi. L'offre du cabinet de conseil aux collectivités locales s'occupant de concertation était une des rares propositions différentes. J'étais étudiante à l'Essec, mais je ne voulais pas travailler pour la finance ni la banque. Je suis donc entrée dans le groupe qui abritait cette petite structure pour deux années en apprentissage. Mon patron de l'époque m'a proposé de rester et de développer une des structures et d'en créer une autre. J'y ai finalement passé dix ans. J'étais la dirigeante d'une structure de l'économie sociale et solidaire qui faisait du logement pour jeunes salariés. Une autre structure, dont j'étais secrétaire générale, faisait de la construction de logement social – mais du logement social conventionné privé, pas des HLM. Et

une troisième faisait du conseil sur les questions de concertation de rénovation urbaine. J'étais une entrepreneuse : la structure dont j'ai déposé les statuts emploie aujourd'hui vingt salariés et fait des millions d'euros de chiffre d'affaires.

Je ne suis pas seule dans cette aventure. Dès les premières heures, une complice me soutient.

Emmanuelle Cosse n'est pas encore secrétaire nationale d'EELV, mais vice-présidente chargée du logement de la région Île-de-France. Elle organise un groupe d'appui composé de visiteurs du soir qui viendront régulièrement nous donner l'éclairage des écologistes. Son soutien politique et personnel a beaucoup compté.

Lorsque j'ai commencé à travailler dans le logement social, le ministre de l'époque m'a impressionnée. Louis Besson ne reculait devant aucune bataille essentielle. Il s'était livré sans hésiter au combat de la loi SRU pour une véritable mixité sociale. Et même après avoir quitté le ministère, il a continué le combat, notamment pour les droits des gens du voyage. Je n'ai jamais cessé d'écouter ses recommandations. Il fut comme un parrain. Il m'a donné de nombreux conseils et m'a avertie qu'un ministre du Logement ne voit jamais les résultats de la politique qu'il mène, que le temps est long, mais que tout ce qu'on entreprend en la matière demeure d'une manière ou d'une autre. Cela m'a servi de boussole.

Avant de me lancer dans la loi Alur, j'avais fait voter à mon arrivée au ministère une loi qui permettait de céder le foncier plus rapidement et qui remontait de 20 à 25 % le seuil de logements sociaux par commune en renforçant la loi SRU. Au moment de la présentation de la loi, je décide de rendre publique la liste des terrains possiblement cessibles fournie par l'administration. Dès la mise en ligne de cette liste, de nombreux élus m'appellent : tel terrain est déjà vendu, tel autre est pollué et inapte à l'usage. Je réunis mon équipe et tous sont consternés. Chacun cherche l'erreur qu'il a pu commettre. Personne ne peut concevoir que la liste produite par « France Domaine », le cœur de l'administration de Bercy, ne soit pas à jour. Personne ne pouvait vérifier les informations qu'on nous avait transmises, ladite liste étant la seule qui existait. Je comprends alors le piège.

Administration chargée de vendre les terrains au meilleur prix, « France Domaine » n'a aucun intérêt à ce que la loi que je présente passe. Elle réduit le prix de ces terrains, voire les cède gratuitement si des logements sociaux sont construits. Cette liste donne lieu immédiatement à des sarcasmes terribles. Il faut s'imaginer ce que c'est qu'être ministre, avoir une liste transmise par l'administration et devoir douter de sa fiabilité.

Je ne saurai jamais le fin mot de l'histoire, mais je sais en toute certitude que certains ont voulu effectivement placer une chausse-trape. À ce moment-là, tout le monde m'a dit (y compris mes prédécesseurs de droite) que la cession des terrains de l'État était le sujet le plus compliqué parce qu'il y avait des réticences internes très fortes. J'étais folle de rage. Parce que je n'avais pas imaginé que c'était possible, je m'en voulais de ne pas avoir douté une seule seconde.

J'ai apprécié le soutien du président et du Premier ministre. Je leur ai expliqué tout de suite ce qui s'était passé. Et François Hollande est intervenu en Conseil des ministres sur cet épisode. Quand il a commencé ainsi : « Ce qui s'est passé avec cette liste », je suis devenue blême, j'ai pensé : « Si jamais il me met en cause là-dessus, je vais exploser. » Mais le président a fini sa phrase en déclarant que ce n'était pas admissible que l'administration ne joue pas le jeu. Il m'a ensuite beaucoup soutenue.

Sur ce dossier du foncier public, il était très engagé, très déterminé, et cela a beaucoup joué. Avec cette affaire, j'ai connu mon premier « déniaisage ».

Le danger, après avoir essuyé une telle déconvenue, est de devenir paranoïaque et de vouloir tout contrôler soi-même. Il faut apprendre à faire confiance aux fonctionnaires, les laisser travailler, assumer le fait que le ministre est là pour faire les choix politiques, pour décider. J'ai tout de même acquis une certaine prudence après cet épisode. On peut laisser couler les choses et signer les parapheurs qui passent sous son nez. Ou on peut réunir les gens et leur dire : « Notre direction, c'est celle-ci. » Ce fut mon choix.

Je refusais cette espèce de partage des pouvoirs si répandu dans les ministères techniques. Le

milieu économique dicte les intérêts du moment et le pouvoir politique obtempère. Je crois au primat du politique, garant de l'intérêt général. Il est parfois difficile de convaincre lorsque vous changez les méthodes d'un secteur, mais la plupart de mes interlocuteurs ont compris ma façon de fonctionner. Bien sûr, par la suite, on a critiqué mes choix. On a voulu m'imputer la chute de la construction, faisant mine d'ignorer qu'elle était la conséquence directe de la crise de 2008.

Partout en Europe, elle s'est traduite par un affaiblissement du secteur du bâtiment. Certains ont essayé de mettre les mauvais chiffres sur le compte de l'encadrement des loyers, avant même qu'il n'ait été appliqué. Mais cela n'a pas terni le bonheur que j'ai eu à m'occuper de ces questions.

Des moments satisfaisants comme ministre, j'en ai connu beaucoup. Je conserve un très bon souvenir du jour du vote de la loi de Christiane Taubira sur le mariage pour tous. C'était un vote solennel, après les questions au gouvernement. Nous sommes restés. Il y avait énormément d'émotion. La loi était passée, les homosexuels allaient pouvoir se marier. Une grande victoire et un grand moment de joie partagée.

Et puis il y a eu des moments cocasses, comme lorsque j'ai imposé une visite ministérielle dans un squat. « Jeudi noir » et le DAL avaient investi un bâtiment de bureaux vide depuis deux ans. La question de les faire évacuer se posait. Je décide d'aller sur place, car il s'agit d'un exemple typique du problème de la spéculation immobilière parisienne, le bâtiment appartenant à des sociétés en cascade – des sociétés qui en abritent d'autres, technique classique pour cacher les vrais propriétaires. Mon cabinet est divisé, certains pensent qu'un ministre ne peut pas aller dans un squat. On découvre qu'il y a des précédents. J'annonce que j'y vais, mes officiers de sécurité sont aux abois. Le préfet m'accompagne. Je lui glisse à l'oreille en arrivant sur le site : « Vous allez découvrir un truc. »

Nous visitons les lieux et constatons que l'endroit est bien tenu. On fait une réunion avec le préfet, les occupants et les familles, tous debout – il n'y a pas de chaises. Je déclare alors : « Il n'y aura pas d'évacuation. Mais il faut que vous veilliez à ce qu'il n'y ait pas de problème de sécurité,

que vous soyez responsables. » J'ai toujours tenu à conserver intactes mes positions sur la question du logement. Et surtout, je m'étais fixé une ligne : ce n'est pas parce que ce n'est pas classique que c'est impossible.

Autre souvenir marquant : quand je me suis rendue à Mérignac, où des maisons vacantes de la DGAC avaient été réquisitionnées par le préfet. Nous sommes allés à la rencontre des familles et puis, hors caméra, nous avons continué à parler. Leur vie avait changé. Ces personnes étaient à la rue, parents et enfants avaient été séparés, et désormais s'ouvrait à eux la perspective de passer Noël tous ensemble, dans une maison qui était vide. J'étais émue et heureuse, j'avais vraiment l'impression que nous nous étions rendus utiles. J'ai toujours pensé que la politique, du moins quand on est de gauche, devait servir à changer la vie des gens. J'ai fait des compromis, mais jamais rien qui heurte ma conscience. Je n'aurais pas pu, tout simplement. J'ai acheté des tailleurs bleu marine, ça m'a évité des polémiques périphériques, mais cela n'a pas entamé ma conscience !

Le logement est un combat qui ne s'arrête jamais. J'ai reçu une éducation religieuse et ai toujours éprouvé beaucoup d'admiration pour l'œuvre de l'abbé Pierre. En préparant les hommages prévus pour l'anniversaire de son appel, je me suis replongée dans son histoire. J'ai compris que, dès qu'il s'était lancé dans son combat, c'était devenu pour lui l'engagement d'une vie, il n'était plus question de s'en détourner un jour. Je me suis aussi intéressée à l'histoire d'un ministre qui était en fonction au moment du fameux appel. Eugène Claudius-Petit n'a pas été retenu par les livres d'histoire. C'était un résistant. Un catho de gauche. Le premier à avoir dénoncé les bidonvilles et à avoir plaidé pour accueillir et héberger convenablement les travailleurs immigrés. Le bâtisseur du plan de reconstruction après la guerre. L'hébergeur qui avait défendu la cause des sans-abri. L'inventeur des premiers plans d'aménagement du territoire. Un adversaire résolu de la spéculation immobilière. Plusieurs fois évincé des gouvernements, mais toujours fidèle à ses convictions comme à sa tâche. Je n'ai jamais eu la prétention de croire que j'inscrirais seule une marque. Mais cela m'a toujours rassurée de savoir qu'il y avait eu de grands aînés dont nous

partagions et poursuivions les combats.

Chaque fois que les plus avides défenseurs de la spéculation accablaient ma personne ou mon bilan, je gardais la certitude que leur virulence était le signe que nous étions en passe de réussir à contrecarrer leur influence néfaste. J'ai eu un pincement au cœur en quittant le ministère. J'étais fière de ce que j'y avais accompli. J'étais parvenue à faire voter la loi Alur malgré la violence des attaques de ceux qui y étaient opposés. J'étais confiante, mes successeurs ne parviendraient pas à revenir en arrière. Même si je devais rapidement m'apercevoir que les lobbies ne reculeraient devant rien pour empêcher les décrets de paraître. Mais, au même moment, je savais que je ne me désintéresserais jamais de la cause du logement. Elle était devenue mienne.

La rupture morale du quinquennat

Je n'oublierai jamais mon premier rendez-vous avec le ministre délégué au Budget, Jérôme Cahuzac. En juillet 2012, je dois pour la première fois discuter du budget 2013 de mon ministère avec mon collègue.

Je ne connais pas Jérôme Cahuzac, nous venons d'univers complètement différents, mais nous faisons partie du même gouvernement. On dit de lui qu'il est brillant et bel homme, je le découvrirai méprisant et brutal.

Les réunions préparatoires entre nos deux équipes sont très tendues : Bercy remet en cause les aides à la pierre pour la construction de logements sociaux, ainsi que les APL et le 1 % logement qu'il aimerait grosso modo voir disparaître. Je balaie tout ça d'un revers de main : « Ce sont des trucs de technos. Quand je discuterai avec un politique, ce sera différent. » Je n'ai aucun doute sur le sujet, aucune inquiétude. Je me retrouve donc à Bercy. Jérôme Cahuzac est en bout de table, je suis assise en face de sa directrice de cabinet. Les murs sont décorés d'affiches de *Picsou*.

La discussion commence et, soudain, je comprends qu'il est totalement en phase avec ses équipes, que les idées qui me semblent absolument aberrantes sont les siennes. Il m'explique qu'on va diviser par deux les aides à la pierre. Je lui réponds : « Écoute, on a construit l'an dernier

100 000 logements sociaux. Tu crois vraiment qu'avec moins d'argent on va en construire 50 000 de plus ? Ce n'est pas possible. » Sa réponse fuse : « Et alors ? – Et alors ? Le Premier ministre l'a annoncé dans son discours de politique générale. » Il prend un air agacé, brandit sa main et lance : « Eh oui, c'est ça. Je n'arrête pas de voir des gens qui me déclarent : “Le Premier ministre a dit”, “Le président en campagne à Boulogne ou à Dijon a dit”. Mais qu'est-ce que j'en ai à faire de ce qu'ils ont dit à Boulogne ou à Dijon ? » Les bras m'en tombent. Je le regarde et je me demande : « Mais ça veut dire quoi, ça ? » Quand il commence son couplet sur les APL, je m'agace vraiment. Au fond, je me demande ce qu'il a de gauche. Vraiment, je ne comprends pas. Et, en plus, il est infiniment désagréable avec moi. Je suis habituée à ce qu'un certain nombre d'hommes politiques sérieux estiment qu'ils n'ont pas de temps à perdre avec un puceron comme moi. Ce n'est jamais plaisant. Mais lui est vraiment odieux. Le rendez-vous se passe très mal, nous ne sommes d'accord sur rien et mon budget est renvoyé à une discussion chez le Premier ministre. Je parle de « mon budget », car, lorsqu'on devient ministre, on comprend combien son action est liée au budget dont on dispose. C'est une évidence, mais on découvre en sus à quel point les arbitrages de Matignon ou de l'Élysée déterminent le pouvoir d'agir. L'argent est bel et bien le nerf de la guerre. Ministre, j'ai dépensé une belle énergie à préserver « mon budget » pour tenter de faire en sorte que nos engagements soient tenus. Avant de batailler contre ses opposants politiques, avant de s'opposer à la puissance injonctive des lobbies, on doit d'abord se battre contre le rabot de Bercy. Qu'on me comprenne bien : je ne récuse pas la nécessité du sérieux budgétaire et de la réduction des déficits publics. Ce dont je parle ici, c'est au fond de la tentation de déposséder le politique de ses prérogatives en lui confisquant le choix de sa politique budgétaire au motif d'un incroyable amoncellement d'arguments techniques ou financiers. Au final, j'ai sauvé mon budget. On avait promis de doubler les aides à la pierre, on ne pouvait pas les baisser. On ne les a augmentées que de 50 millions d'euros. Jérôme Cahuzac en a été visiblement plus qu'agacé. Depuis ce jour-là, nous n'avons jamais eu de rapports cordiaux.

Quand, le 4 décembre 2012, Mediapart publie son premier papier affirmant qu'il a détenu un compte en Suisse, je suis à Matignon. Je demande des explications et, tout de suite, on me répond : « Ce n'est pas possible. » Je suis partagée. Je ne connais pas la vie de Jérôme Cahuzac. Comme je l'ai dit, nous éprouvons l'un pour l'autre une certaine animosité et je n'ai jamais décelé au cours des derniers mois un idéal qui nous serait commun. Sur la politique de rigueur, sur la taxe à 75 %, à laquelle il n'a jamais cru, nous étions politiquement en désaccord. Donc, j'étais tentée de penser que le tableau serait complet s'il avait vraiment dissimulé un compte en Suisse. Et en même temps, je luttais contre cette pente : ce n'est pas parce que nous ne nous entendons pas qu'il est coupable, ce n'est pas parce qu'un journaliste accuse quelqu'un qu'il est coupable. Toutefois, Mediapart alimente le feuilleton et, peu à peu, l'affaire paraît plausible.

Pourtant, il nie. J'étais sur le banc des ministres quand, le 5 décembre, en réponse à Daniel Fasquelle, Jérôme Cahuzac « dément catégoriquement » et ajoute : « Je n'ai pas, monsieur le député, je n'ai jamais eu de compte à l'étranger. Ni maintenant ni avant. » Je le regarde fixement pendant qu'il parle. Je suis ébranlée, estomaquée par sa détermination. S'il ment, il est vraiment très fort. Et comme je ne peux imaginer qu'on mente dans cette assemblée, je suis d'avis qu'il dit la vérité. Et puis, s'il avait dissimulé un compte à l'étranger, il n'aurait pas accepté d'être ministre du Budget. Autour de moi, certains m'assurent qu'il ment. Ils le sentent. Je ne parviens pas à les croire.

L'affaire dure de longues semaines. Des ministres, des députés me confient qu'ils savaient depuis longtemps. Je n'en reviens pas. S'ils étaient au courant, pourquoi l'ont-ils laissé nommer ministre du Budget ? Je m'exprime finalement à propos de l'affaire sur Canal Plus. Et alors que les déclarations publiques des ministres ou des socialistes se résument à « c'est un ami, je n'ai aucune raison de douter de lui, je le connais bien, il en est incapable », je dis la vérité, c'est-à-dire : « Ce n'est pas un ami, je ne le connais pas depuis longtemps. » J'affirme aussi que je respecte la liberté de la presse, alors que beaucoup s'en prennent à Mediapart.

J'apprécie ce site d'information. Je déjeune une fois par an avec Edwy Plenel et je l'ai fait au moment de cette affaire, sans m'en cacher. Je le défends alors. La gauche saluait les enquêtes de Mediapart quand elles concernaient Nicolas Sarkozy, et là, parce qu'il s'agit d'un ministre socialiste, il faudrait douter de leur honnêteté ? Je refuse cette logique. Jérôme Cahuzac réagit très mal à cette émission. Il me signifie quelques jours plus tard par SMS que je suis « crasseuse » – le mot m'a marquée.

Le président et le Premier ministre, quand je leur demande ce qu'il en est, me répètent invariablement : « Il nie, il nous dit et redit que c'est faux. » Je ne m'exprime plus sur cette affaire, car je sais que notre inimitié peut jouer dans mon jugement. Les semaines passent, on attend la réponse à la lettre qui doit l'innocenter et qui ne vient pas. Et finalement, le 19 mars, après l'annonce de l'ouverture d'une information judiciaire, il démissionne.

À ce moment-là, je sais qu'ils savent et, pour moi, il n'y a vraiment plus de doute. Mais ils continuent à le défendre. Quand certains me disent : « Il peut se faire du mal à lui-même », je leur retourne : « En attendant, il nous en fait beaucoup. »

Enfin, le mardi 2 avril, Jérôme Cahuzac passe aux aveux. Je suis à l'Assemblée pour les questions au gouvernement. J'apprends la nouvelle par Twitter. Les ministres sont tous interloqués. La tension est énorme, nous n'attendons tous qu'une seule chose : pouvoir sortir, nous parler, comprendre. Quand je reviens au ministère, je réunis les membres de mon cabinet pour leur annoncer la nouvelle, que nombre d'entre eux soupçonnaient déjà.

Le lendemain, au Conseil des ministres, tout le monde tente de faire comme si de rien n'était. Je colle mes deux mains sous la table pour me donner du courage, fixe Pascal Canfin, puis regarde le président de la République et prends la parole : « On ne peut pas rester sans rien faire, ce sera un traumatisme, cela va faire des dégâts considérables. Les Français se sentent trahis [...] ; quand on a vécu le 21-Avril, on doit faire attention, être exemplaire. »

Je déclare qu'une plus grande transparence serait une bonne réponse. L'affaire Cahuzac a fait

davantage de dégâts que le pouvoir ne le pensait au moment où elle s'est dénouée. À l'époque, j'ai honte. Ce n'est pas juste l'histoire d'une dérive personnelle, d'un menteur patenté. Cette affaire montre aussi l'aveuglement et l'hypocrisie qui peuvent régner. Cela restera la marque de l'insincérité. Il était le plus farouche opposant à la taxe à 75 %, un des engagements phares de la campagne de François Hollande, et il était ministre du Budget. Cette taxe a été censurée par le Conseil constitutionnel et elle n'est jamais vraiment revenue sur la table. L'affaire a duré très longtemps et, ensuite, il y a eu une forme de déni sur sa gravité. Je n'oublie pas qu'il a quitté son ministère sous les applaudissements.

J'ai un rapport particulier à la vérité. J'ai été élevée dans l'idée que le mensonge, même le plus bénin, constituait déjà une trahison, de soi-même et des autres. Je sais qu'il a été banalisé en politique et que les communicants ont l'habitude de dire que la vérité ne compte pas, que seule compte l'apparence de la vérité. Je ne parviens pas à m'y résigner. Je crois à la sincérité des gens, d'autant plus lorsque leur vie personnelle, leurs proches sont touchés. Plusieurs années à œuvrer comme écrivain public à la prison de la Santé ont parfait mon éducation. J'ai découvert de vrais escrocs, des gens qui vivent dans et par le mensonge.

J'ai également pu constater combien la présomption d'innocence était un bien précieux et combien le fait de jeter le soupçon sur chacun était un danger pour notre société. Souvent, je me suis emportée contre la tentation du « tous pourris », qui fait que l'opinion voudrait parfois voir condamner celui qui est à peine inquiété. Surtout lorsqu'il s'agit d'un élu. Mais je mesure aussi combien le rappel des grands principes du droit est toujours plus fort lorsqu'il s'agit d'un puissant. Les politiques ont toujours mille et un ressorts et artifices pour ériger un cordon sanitaire entre eux et la culpabilité. Quand le droit sert d'excuse, c'est toujours inquiétant. À l'assemblée, j'ai observé comment certains peuvent avec la même grandiloquence excuser au nom de la présomption d'innocence un élu aux pratiques douteuses et réclamer la plus grande sévérité pour les petits trafiquants.

Je ne saurai jamais si autour de moi, au sein même du pouvoir, quelqu'un savait vraiment.

Quelque chose m'échappe et m'échappera toujours. Je ne suis pas socialiste. Des éléments me manquent. J'ignore tout par exemple des réseaux de financement de telle ou telle écurie. Le rapport à l'argent des écologistes et des socialistes est différent. Et pas seulement parce que nous n'avons jamais eu d'argent. Même à l'époque où les dons des entreprises aux partis politiques étaient légaux, les Verts avaient pour principe de les refuser.

Cette tradition ne nous a jamais quittés, elle a même servi de boussole à la campagne d'Eva Joly, qui érigeait en priorité l'établissement d'une République exemplaire.

Après l'affaire Cahuzac, au gouvernement, tout le monde a eu très envie de tourner la page.

François Hollande a cherché à répondre au scandale par plus de transparence. Et il a eu raison. Il aurait fallu le faire avant, mais c'était nécessaire. Pascal Canfin et moi-même avons rendu public notre patrimoine avant que le président n'oblige les ministres à le faire. Il fallait bien prouver, être capable de prouver, que nous étions différents.

Je ne serai jamais pour la transparence absolue. Dans la première déclaration de patrimoine que Matignon a mise en ligne, il y avait l'adresse de ma maison : des panneaux insultants ont été plantés dans le jardin ! Enfin, la résistance de certains élus aux annonces du président a laissé une impression dévastatrice.

L'affaire Cahuzac restera le symbole de la rupture morale de ce quinquennat. Les multiples scandales touchant la droite qui ont éclaté par la suite ont contribué à cette idée si banale d'une classe politique amoralisée et décrédibilisée. On m'a souvent dit que la lutte contre la corruption ne suffisait pas à faire un programme politique. On entend aussi parfois que les électeurs s'en moquent puisqu'ils réélisent régulièrement les plus corrompus des élus, voire ceux qui ont été condamnés à plusieurs reprises. Mais, chaque année, les Français sont plus nombreux à considérer que les élus sont tous corrompus. Un élu local a souvent du mal à convaincre qu'il n'attribue pas un logement en priorité à ses amis, à sa clientèle électorale, voire à sa famille.

Les ministères demeurent aux yeux des Français des palais lointains et hérités de la monarchie. Cette distance n'est pas nouvelle : elle est le triste résultat de tous les classements internationaux, qui montrent que la France n'a pas à se réjouir de son niveau de corruption. L'affaire Cahuzac avait pourtant une résonance nouvelle. La gauche dans son ensemble avait réussi à convaincre de sa probité. L'époque Jospin, malgré les affaires de la MNEF, avait été placée sous le sceau de cet « austère qui se marre ».

Nous avons fait campagne contre le système Sarkozy, la confusion des genres, les prébendes, les affaires multiples dans lesquelles on essaie d'entraver la bonne marche de la justice. La présidence normale, avant d'être un style, était une manière de rappeler que les élus sont là pour servir les Français et non pour se servir eux-mêmes. En fermant les yeux et en étant complaisante avec l'un des siens, la majorité a signé l'acte de décès de cette normalité.

Après avoir assumé une telle position, aucun discours ne vaut excuse ni réparation.

L'impasse européenne

« On va être attaqués par les marchés, tu ne te rends pas compte, il peut y avoir une rupture énorme dans la majorité. » C'est le Premier ministre qui s'adresse ainsi à moi. En cette rentrée 2012, Jean-Marc Ayrault me presse d'intervenir et de prendre position en faveur du TSCG, le traité européen sur la stabilité, la coordination et la gouvernance.

J'ai l'impression d'être prise au piège. Je suis résolument européenne, depuis toujours. C'est l'une des sources de mon engagement politique. Mais c'est précisément pour cette raison que je ne comprends pas la stratégie européenne de François Hollande. Pourquoi diable ne pas avoir engagé une épreuve de force avec Angela Merkel ? Je crois que c'est une faute majeure. Parce qu'en optant, sans pour autant l'assumer pleinement, pour une stratégie de la continuité, nous laissons penser qu'en Europe comme en France il n'y a qu'une seule politique possible. C'est désastreux. On voudrait saper les fondements de la légitimité populaire de la nouvelle majorité qu'on ne s'y prendrait pas autrement. L'effet d'entraînement de l'élection donnait pourtant au président

l'opportunité de faire entendre sa voix en Europe. Il avait été très clair là-dessus pendant la campagne : « Nous devons renégocier le traité. » Il a pourtant choisi de ne pas le faire.

À plusieurs reprises, me pressant de me prononcer pour le traité, le Premier ministre déroule un scénario catastrophe : la position de la France, si elle venait à varier, serait interprétée comme un désengagement eurosceptique ; les marchés réagiraient négativement ; la crise économique s'approfondirait et une crise politique s'ouvrirait. « Cécile, tu ne te rends pas compte. » Mais lui non plus ! La question politique posée par le TSCG est celle de notre rapport à l'austérité. Je ne le sais pas encore, mais se noue dans ces semaines de tension autour du TSCG le drame du quinquennat. C'est une scène inaugurale qui dit beaucoup de la méthode Hollande : ne pas brusquer les marchés est préférable en toute circonstance. Peu importe si on revient sur les engagements de la campagne.

J'imagine que le raisonnement est le suivant : on ne redresse pas l'économie contre les marchés. Or, sans redressement de l'économie, la situation sociale ne s'améliorera pas. Et nous serons sanctionnés par la défaite. En somme, pour tenir la promesse sociale, il faut renoncer à la promesse de réorientation européenne. Fatale erreur. C'est l'inverse qui est vrai : sans renoncer à l'obsession des 3 % de déficit, sans engager à l'échelle du continent une politique de relance écologique, sans tourner le dos à l'austérité dont même le FMI reconnaît que sa brutale application en Grèce a posé plus de problèmes qu'elle n'en a résolu, nous nous condamnons à l'impuissance. On ne perd à coup sûr que les batailles qu'on ne mène pas : dès les premiers instants, la question européenne est mal engagée par notre absence de volonté. J'aurais dû le dire avec force. L'impératif de solidarité l'emporte alors à mes yeux sur tout le reste.

Je suis l'invitée du 20-Heures de France 2, ce 24 septembre 2012, en pleine tempête sur le vote du TSCG. Le conseil fédéral de mon parti vient de voter à 70 % une motion prônant le non au TSCG. Les parlementaires écolos sont, eux aussi, hostiles à ce traité que François Hollande avait promis de renégocier lors de la campagne présidentielle et qui sera finalement soumis tel quel au

vote des députés et des sénateurs. Le piège se referme sur moi.

Dany nous avait pourtant prévenus. C'était durant la campagne présidentielle, une de ces réunions pléthoriques pour trancher une décision très politique. Le mouvement devait arrêter sa position sur le Mécanisme européen de stabilité (MES). Deux votes d'envergure européenne allaient se dérouler, séparés par la présidentielle. En avril 2012, le Parlement devait se prononcer sur la mise en place du MES et en septembre il devrait ratifier ou non le TSCG, ce traité surnommé Merkozy par toute la gauche. Eva Joly avait lancé depuis Athènes un appel européen à en finir avec l'austérité. Le Parti socialiste pourfendait le traité Merkozy et François Hollande promettait qu'il le renégocierait. Jean-Luc Mélenchon enflammait tous ses meetings en fustigeant les « deux traités cachés ». J'entends encore Dany hurler : « Hollande vous ment, il ne va jamais le renégocier. Dans six mois, vous serez au gouvernement et vous devrez ratifier ce traité. »

Je ne partageais pas son pessimisme. Sur l'Europe, il y a toujours eu entre Dany et moi une ligne de partage. Il préférait défendre l'Europe telle qu'elle était, alors que je voulais me battre pour une Europe telle que nous aimerions qu'elle soit. Je mettais notre divergence sur le compte de cette différence d'appréciation. Mais je ne pensais pas que les faits allaient si vite lui donner raison. Il a fallu attendre quelques heures après l'entrée en fonction de François Hollande. Je me revois à l'Hôtel de Ville, écoutant le nouveau président présenter ses vœux aux Parisiens. Il n'y avait pas une ambiance de Mai 81, mais le parfum du changement flottait dans l'air.

Le soir même, il allait s'envoler vers Berlin. Tout le monde attendait qu'il engage le bras de fer avec Angela Merkel. Dans le milieu politique, il se murmurait même qu'il avait choisi Jean-Marc Ayrault comme Premier ministre pour sa fine connaissance de l'Allemagne. Nous allions enfin tourner le dos au Merkozy pour faire le choix d'une main de fer dans un gant de velours. La France avait changé de camp. L'Europe nous attendait.

Tout aussi libéral et rigide qu'il est, l'Italien Mario Monti comptait sur la France pour inverser la tendance. Le très conservateur Mariano Rajoy voyait dans l'élection de François Hollande la

possibilité de desserrer l'étau qui étreignait l'Espagne. Quant à la Grèce et au Portugal, ils étaient prêts à suivre n'importe quel sauveur pour éviter la ruine. Cette bataille ne pouvait pas être menée par les seules fameuses « cigales » de l'Europe, ces pays que les marchés financiers et les éditorialistes libéraux avaient accablés de tous les torts, eux qui n'avaient fait que suivre la doctrine en vogue les années précédentes.

Mes amis verts européens partageaient cet espoir. C'est pourtant dans leurs yeux que, pour la première fois, j'ai mesuré la déception à l'égard de François Hollande. Dès l'été 2012, une déprime généralisée s'abat sur tous les pro-européens qui avaient cru en lui. L'élève de Jacques Delors n'en avait donc pas retenu la leçon. À l'heure où l'avenir de l'Europe se jouait, la France faisait le choix de ne pas s'en mêler. Ou plutôt elle choisissait de rassurer les marchés plutôt que de prendre la tête d'une bataille européenne contre l'austérité. Lorsque les plus réalos des Verts allemands m'ont confié leur déception, j'ai compris que nous avions pris le mauvais chemin. Sur le plateau du 20-Heures, je suis coincée : le silence n'est plus possible. Ma position est intenable. Je ne peux pas dire que je suis en désaccord avec mes amis écolos qui vont voter contre, car je suis en fait d'accord avec eux. Mais je n'ai pas le droit de dire que j'approuve leur position. Je louvoie. Je refuse de dire ce que je pense du traité, me justifiant maladroitement : « Un ministre n'a pas à exprimer sa position personnelle. » Et à propos des parlementaires écolos qui s'apprêtent à voter contre, je déclare : « Ils ont raison de débattre. » Et je réaffirme que « ma place est au sein de ce gouvernement ». Bref, c'est une interview étrange. Quelques jours avant, j'avais employé le terme de « muselière » aux journées d'été. Il m'était venu spontanément. C'était mon sentiment profond, mon instinct. Une sensation d'enfermement sans issue possible. Quelques minutes avant que David Pujadas ne me pose sa première question, j'en mesure tout le sens. La muselière est là.

Le devoir de solidarité est-il supérieur au devoir de vérité ? Sujet de bac philo gouvernemental. Pour l'heure, je penche pour la solidarité. Mais je garde un souvenir cuisant de cet exercice de

langue de bois. Je me promets que je ne vivrai plus jamais ça. Je comprends que ma vie de ministre va être compliquée. Très compliquée. Je suis pourtant loin de penser que moins de deux ans plus tard, tirant les conséquences du renoncement de François Hollande, je quitterai cette fonction, devenue impossible.

Avoir renoncé dès le départ à renégocier ce traité fut l'erreur absolue de ce quinquennat.

L'Europe restera le rendez-vous manqué, la première faute du retour de la gauche au pouvoir.

François Hollande aurait dû assumer la confrontation européenne. Non pas pour faire exploser l'Europe, mais au contraire pour la rendre à nouveau populaire auprès des Français. J'ai fait sur l'Europe le même chemin qu'eux : j'ai voté oui à Maastricht en 1992, et non au Traité constitutionnel européen en 2005. Le fait que le choix de 2005 n'ait pas été respecté – puisque le traité a finalement été voté par les parlementaires – a pesé dans le désarroi de notre peuple envers l'Europe. Et dans le désamour de la politique.

Pourquoi François Hollande a-t-il dès le départ tourné le dos à sa promesse ? Pourquoi a-t-il décidé de ne pas réorienter l'Europe ? Je n'ai pas vraiment de réponse. Je n'ai pas souvenir d'avoir eu cette discussion au moment où le choix fut pris. Je plaide coupable : c'était le début, je me consacrais à mon ministère, j'étais obsédée par les décrets à prendre, les lois à préparer. Je n'ai pas mené cette bataille.

Au fond, je n'ai pas vraiment cru qu'on partait si vite sur le mauvais chemin, et qu'on ne reviendrait jamais en arrière. J'ai pensé que le débat aurait lieu. Mais nous nous sommes ralliés de fait au choix d'Angela Merkel d'imposer à l'Europe une vision très particulière. Nous allons donc subir l'Europe au lieu de la construire.

Alors, faute de mieux, comme nombre de mes amis ministres, je me livre pendant des mois à cet exercice étrange : dénoncer l'austérité en Europe alors que mon gouvernement y a consenti de fait, et appeler à la réorientation européenne alors que notre majorité ne réoriente pas la politique conduite en France.

L'austérité n'est pas une fatalité

Ce sont des confidences qui m'ont alertée. François Lamy, ministre délégué à la Ville, m'avertit très vite : « Je n'ai jamais vu ça ni sous Mitterrand ni en 97. On dirait vraiment qu'il n'y a plus un rond dans les caisses. » J'étais ministre depuis quelques semaines. Un président de conseil général socialiste vient me voir. Il me raconte qu'il a fait installer en 2010 à l'entrée du siège du conseil général un compteur qui calculait l'argent que l'État lui devait. La semaine passée, il s'est rendu à Bercy et a fait le point sur les dotations aux collectivités locales. En rentrant, il a donné la consigne de retirer le compteur.

Ce n'est pas apparu comme une évidence dès le début, mais cela s'est plutôt imposé comme une réalité discrète, à petits pas. Les premières semaines, chacun s'attelait à sa feuille de route : tenir les soixante engagements de François Hollande. Je voulais y prendre ma part à toute vitesse avec l'encadrement des loyers. Mais, petit à petit, un engagement est venu supplanter tous les autres : il faut tenir les 3 %.

Pour moi, c'était un chiffre absurde, une réalité abstraite, une contrainte qui enfermerait lourdement les politiques de toute l'Europe.

Nous avons vu Nicolas Sarkozy brandir ces 3 % de déficit pour ne pas s'y conformer dès les premières semaines de son quinquennat. Nous avons aussi vu les dégâts considérables causés par ces politiques axées uniquement sur la réduction des déficits, en Amérique latine d'abord, puis ces dernières années en Europe. La relance souhaitée par Nicolas Sarkozy n'avait d'ailleurs pas eu que des effets néfastes dans le secteur de la construction, permettant de soutenir une demande bien mal en point.

Dès l'été 2012, le « sur-gel » devient le mot à la mode ; « La situation est pire que prévu, les marchés vont nous attaquer » est le nouveau mantra, justifiant qu'on ne tienne pas nos promesses et qu'on entre dans un cycle infernal. Je suis une écologiste, je suis sensible à la dette, mon discours n'a jamais été « dépenser, dépenser, dépenser, augmenter la dette ». Mais la nécessité de faire des

économies devient l'unique discours politique et cela me gêne. François Hollande choisit comme cap politique un discours uniquement budgétaire.

Les premières années du quinquennat se résument à une série de chiffre : les 3 % de déficit, les 20 milliards d'allègement de charges du Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), puis les 50 milliards d'économies. L'alpha et l'oméga de toutes les discussions c'est : « Combien d'économies tu fais ? Combien tu fais rentrer pour faire baisser la dette ? »

Une forme de tétanie saisit les ministres. Ils veulent prendre leur part à l'effort demandé, mais souhaitent aussi financer quelques politiques nouvelles. Je comprends très vite que je n'obtiendrai pas gain de cause sur tout. Je décide d'emblée de me battre en priorité sur l'hébergement d'urgence. Si on réduit toutes les dépenses, les pauvres en feront les premiers les frais. J'obtiendrai gain de cause. Et je trouverai chez Jean-Marc Ayrault un allié de poids en la matière. Pourtant, petit à petit, nous réduisons la voilure des engagements, et chacun rechigne à mettre en place de nouvelles politiques.

C'est dans mon autre délégation que je mesurerai le plus lourdement la réalité de l'austérité française. François Hollande avait fait un beau et courageux pari en créant ce ministère de l'Égalité des territoires. C'est un enjeu difficile à cerner pour le grand public mais passionnant. Partout dans le monde, la métropolisation se développe. Les richesses et les gens se concentrent dans les grandes villes, souvent près des littoraux. Cette réalité, la géographe de formation que je suis la connaît de longue date. La nouveauté est que cela produit des fractures au sein même de la société, cela divise les classes sociales. Loin d'opposer les habitants et les plus pauvres entre eux, ma mission est de réconcilier. Le retour de la puissance publique est le meilleur outil. J'y crois, je m'y attelle. Je cherche à réinstaller les services publics dans les zones délaissées. Le chantier est vaste. Mais je comprends très vite que je n'en aurai pas les moyens.

À chaque déplacement, je proclame notre volonté d'œuvrer pour l'égalité des territoires. Et, partout, les élus me montrent l'école qui réduit son nombre de classes, la caserne qui ferme et les

services de l'État qui disparaissent du paysage. Je comprends alors que je vais devoir me contenter du ministère de la parole dans un pays qui souffre déjà tellement du discrédit des politiques. Je mènerai alors une tâche discrète mais insuffisante.

François Lamy fera voter une réforme courageuse de la politique de la ville, mais, faute de moyens, nous ne donnerons pas aux associations la possibilité d'être le fer de lance d'une nouvelle étape, celle de la participation citoyenne. Je regrouperai des outils différents au sein d'un Commissariat général à l'égalité des territoires. Mais, à chaque étape, il nous manquera l'impulsion de l'investissement public.

Le chemin que nous suivons est de pire en pire. Le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi marquera un virage. Nous passons brutalement d'une volonté de réduire les dépenses à des économies affectées à de nouvelles dépenses. En annonçant que 20 milliards d'euros seraient consacrés aux entreprises, on ne se contentait plus de dire qu'il fallait répartir les efforts. On faisait le choix de concentrer les efforts sur certains et les bénéfices sur d'autres. On s'éloignait de plus en plus des attentes des Français, des engagements pris lors de la campagne présidentielle, dans une course sans fin.

François Hollande et toute la gauche avaient promis de revenir sur la TVA sociale de Nicolas Sarkozy : aucun mot n'avait été trop fort pour dénoncer cette mesure profondément injuste. Et puis, à l'automne 2012, survient le reniement : on va augmenter la TVA, la mesure n'est plus injuste mais juste – comprenez qui pourra ! On va instaurer une TVA sociale pour alléger le coût du travail. L'État va financer 20 milliards d'euros d'allègements de charges pour les entreprises, sans contrepartie.

Pour nous présenter ce Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi et officiellement pour en débattre et en discuter, les ministres sont tous convoqués à Matignon.

J'entre dans la salle, j'aperçois mon chevalet avec mon nom et, à ma place sur la table, je trouve une chemise en papier. Je l'ouvre : elle contient le dossier de presse et le communiqué pour les

journalistes, qui détaillent les mesures. J'y lis : « réunion des ministres ». Je comprends que tout est déjà ficelé, et cela m'énerve. Je prends alors mon stylo et griffonne : « Réunion d'information des ministres. Et encore, ils ont bien de la chance. » Mon voisin n'en revient pas. C'est pourtant la vérité. La politique qu'on nous demande d'approuver s'éloigne de la pensée de la gauche.

D'ailleurs, même parmi les forts soutiens du gouvernement, certains font part de leurs sérieux doutes : « Il ne faut pas faire cela. Sans contreparties, il y aura des effets pervers. Il faudra les corriger, donc il faut que ce ne soit que temporaire. »

Je suis loin d'être convaincue par la démarche, je vois les iniquités, mais je ne m'exprime pas publiquement contre. Une partie de la gauche dénoncera des cadeaux aux patrons.

Avec le recul, je mesure l'erreur que nous avons commise. Nous aurions dû mettre un coup d'arrêt dès ce moment-là. Je ne partage ni l'esprit ni l'objectif d'une telle politique, mais je laisse faire. Si nous avions été assez nombreux à nous y opposer alors, nous aurions peut-être pu signifier que nous prenions là un virage trop brusque – et cette embardée risquait de nous mettre tous en péril.

*

Le renoncement devient la matrice du quinquennat, la discordance entre ce qu'on a promis en campagne et ce qu'on fait au pouvoir, la règle. Je n'y étais pas préparée. Je savais certes que ce ne serait pas une partie de plaisir. Je m'attendais à ce qu'il soit difficile d'obtenir des avancées en matière d'écologie – car c'est toujours compliqué d'aborder ce sujet avec les socialistes. Mais je n'imaginai pas qu'on s'inscrive à ce point à rebours des attentes en termes de lutte contre les inégalités.

Le seul objectif du président et du Premier ministre est de lutter contre la dette, les économies sont notre unique horizon. Mais sans aucune perspective. On augmente les impôts. Pourquoi ? Pour faire baisser la dette. On n'a jamais connu moins mobilisateur comme objectif. Et c'est de pire en pire. Car, évidemment, si augmenter les impôts sert à faire des chèques aux grandes entreprises,

c'est insupportable. Si c'était pour embaucher des infirmières, ce ne serait plus la même histoire. Je m'exprime publiquement sur le sujet en février 2013 dans *Le Journal du Dimanche*. Les discussions budgétaires reprennent et je vois bien que le niveau d'économies demandé sur le budget de l'État est intenable. Si on veut le tenir, il faut renoncer à des missions, geler les prestations sociales, supprimer les aides au logement, bloquer les petites retraites, baisser les indemnités chômage, etc. Le président me dit qu'on aura une discussion à ce sujet. J'attends en vain.

Ma position est simple : nous avons un devoir d'investissement. Je m'en ouvre à François Hollande à propos du logement : « On a un problème : notre discours est tellement insécurisant que même des gens en CDI, avec 30 000 euros d'apport personnel, n'osent pas acheter parce qu'ils ont peur de ce qui va se passer. »

Cette discussion, nous ne l'avons pas dans le cadre gouvernemental. Mais nous l'avons parfois entre ministres. Car une des erreurs de cette période fut l'absence totale de lien collectif. On organise des dîners pour pallier ce manque.

Le premier a lieu avec Kader Arif, Christiane Taubira et Benoît Hamon ; on se retrouve pour parler de l'immigration, de la diversité, des quartiers, des récépissés qu'on devait mettre en place et auxquels Manuel Valls a renoncé, etc. C'est un moment sympa qui nous fait du bien. Benoît Hamon pense qu'il faut en discuter avec Arnaud Montebourg. Je dîne avec celui-ci et Pascal Canfin, après le fiasco de Florange, au moment où on commence déjà à sentir que le cap est mauvais. Arnaud Montebourg fait du Arnaud Montebourg. Un vrai numéro. Il nous explique qu'il va quitter le gouvernement, dénoncer la rigueur, faire des listes européennes et évidemment se présenter en 2017 et qu'on n'aura d'autre choix que de le soutenir ! C'est sa soupape de liberté et de sécurité. Ça lui fait du bien, ça nous fait du bien aussi de se dire qu'il y aura une vie en dehors du gouvernement.

Le dimanche 7 avril 2013, la fameuse bande des quatre (Christiane Taubira, Benoît Hamon,

Arnaud Montebourg et moi) se retrouve chez Benoît Hamon ; nos conjoints sont présents, ainsi qu'un couple d'amis de notre hôte. On mange, on boit, on fait de la politique – on est heureux. Ce sont des moments vraiment agréables, et vraiment drôles. Ce soir-là, on décide de mener une offensive médiatique contre l'austérité en Europe : Arnaud Montebourg donne une interview dans *Le Monde*, Benoît Hamon dans *Le Parisien* et moi sur Mediapart. On essaie de réorienter le quinquennat, de pousser François Hollande à changer de cap.

Le 30 juin, on recommence, chez Arnaud Montebourg cette fois. Il nous fait son show, se marre, nous surnomme « la bande des ex » (Christiane Taubira a été candidate à la présidentielle, Arnaud Montebourg à la primaire, Benoît Hamon a dirigé le courant de gauche du PS et j'ai dirigé les Verts). On se promet d'aller plus loin. Nous projetons d'écrire une lettre au président sur l'Europe et de lui demander d'organiser une réunion du gouvernement sur le sujet. « On est les indestructibles », s'amuse Arnaud Montebourg. On envisage même de faire des meetings ensemble, si le président ne nous répond pas ou ne va pas assez loin sur l'Europe. Bref, on croit qu'il est possible de faire avancer les choses, d'influer sur la politique gouvernementale. Et on se fait le serment de monter au créneau dans les médias pour défendre la réforme pénale de Christiane Taubira.

Finalement, l'idée de notre lettre fuitera, et elle ne verra jamais le jour. Certains ont été trop craintifs. Et comme il n'y avait pas de place pour le débat politique, les petits combats et les stratégies individuelles ont pris le dessus. Tous ceux qui en privé clamaient « je vais démissionner » sont aujourd'hui encore ministres. Je ne leur en fais pas le reproche.

Dans cette bataille contre la rigueur, la crise au sein du gouvernement viendra de là où on ne l'attendait pas. Parce qu'elle n'était pas dans la bande de ceux qui menaient ce combat en public, parce qu'elle n'était pas du genre à demander de l'aide, parce que nous n'avons pas – moi la première – vu le coup venir et parce que nous avons tous compris que Jean-Marc Ayrault la virait parce qu'il n'avait pas pu s'en prendre à d'autres, nous n'avons pas et je n'ai pas relayé Delphine

Batho quand elle a déclaré en juillet 2013 que son budget, celui de l'Écologie, était mauvais. Pour avoir énoncé cette vérité, elle a été remerciée le jour même.

L'histoire de ce début de quinquennat est aussi celle de multiples affaiblissements individuels. Tu essaies, tu essaies encore, et comme cela ne marche pas, tu abandonnes.

Je voyais bien que parfois, quand j'évoquais en Conseil des ministres ou dans les réunions tel ou tel sujet, certains se lassaient : « Ça va encore être son couplet gauchiste. » Pourtant, je n'ai jamais été une gauchiste, je ne m'inscris pas dans cette mouvance, je suis réformiste. Mais je ne taisais pas mes désaccords, et c'était déjà trop pour certains.

Je mets du temps à comprendre que la situation, le cap choisi, ne changeront pas. Pendant longtemps, on croit qu'il y aura une deuxième phase du quinquennat, redistributive. Mais, peu à peu, force est d'admettre que ce n'est qu'un mirage, que le quinquennat sera linéaire, d'un seul tenant. Je ne me dis pas : « On va dans le mur », car je me bagarre, j'essaie de changer le cours des choses, j'exprime mon inquiétude dans les réunions, j'en parle au président et au Premier ministre. Au fil du temps, je me rends compte toutefois que je me bats contre des moulins à vent. Nous avons un désaccord de fond : ils croient à la politique qu'ils mènent. Le récit politique de ce quinquennat devient le récit de la lutte sans fin contre la dette. François Hollande contre la dette, c'est pire que Sisyphe et son rocher. Un discours d'affichage, non suivi d'effets. Comme si sa parole était prédictive. Et, par conséquent, on subit la double peine : les dégâts du discours sans les bénéfices visés par les politiques menées. On devait tenir les 3 % de déficit, on ne l'a pas fait. François Hollande passe son temps à fixer des objectifs qu'il ne parvient pas à tenir. L'effet est dévastateur. Ce sera évidemment le cas sur sa promesse d'inverser la courbe du chômage (encore une histoire de courbe, de chiffres) à la fin de l'année 2013.

C'est dans ce contexte dégradé que surviennent les vœux du président aux Français, le 31 décembre 2013. La presse y verra le tournant du quinquennat. En l'écoutant promettre un pacte de responsabilité aux entreprises après le CICE financé par un plan de 50 milliards d'économies,

en l'entendant dénoncer les abus de la Sécurité sociale, je suis estomaquée. Les mots choisis sont connotés et l'austérité s'amplifie. Deux ans après la mise en place de sa politique de rigueur, les effets craints et dénoncés adviennent. En Grèce, la mortalité infantile a augmenté de 40 % en trois ans. On n'a pas fait l'Europe pour ça. On me disait qu'il fallait donner des gages à la Commission européenne, qu'il ne fallait pas affoler les marchés. Mais à quel prix politique ! Fragilisation de la majorité, échec économique, insécurisation de la population, discours anxiogène et sans perspective.

Ces deux dernières années ont sonné la mort du politique et le règne de la technocratie, ce petit monde qui reste en poste quels que soient les gouvernants. Ces fonctionnaires qui passent du public au privé et vice versa en faisant parfois fi des conflits d'intérêts. Un fonctionnaire a le droit de partir vers le privé, mais ce doit être un aller sans retour. Je suis pour une interdiction stricte de ces allers-retours.

J'ai travaillé pendant deux ans avec des fonctionnaires efficaces et professionnels. Mais j'ai également découvert un monde que je ne connaissais pas, un petit monde qui a trop d'influence sur le pouvoir. Il y a un entre-soi. Ceux qui travaillent à ces niveaux-là gagnent 8 000 euros par mois dès l'âge de vingt-cinq ans, ils n'imaginent pas ce que c'est que de compter son argent, d'être à vingt euros près. Je me suis entendue dire à l'un d'entre eux qui m'expliquait que telle mesure était indolore, puisqu'il s'agissait d'une augmentation de quelques euros par mois : « Tu sais que parfois, deux euros, cela veut dire manger ou pas pendant toute une journée ? Tu comprends ? Manger ou ne pas manger ? »

Je n'ai jamais éprouvé de dédain à l'égard des grandes écoles et de la haute administration. Je n'ai pas eu non plus de complexe d'infériorité. Mais j'ai pu mesurer combien la sélection uniforme de nos élites amène parfois à un appauvrissement de la pensée. Jean-Pierre Chevènement, à qui je racontais cette expérience, m'avait parlé de son livre intitulé *L'Énarchie*¹. Des années plus tard, son diagnostic demeurait d'actualité.

Dénoncer les cadeaux aux patrons, ce n'est pas ma façon de faire, ce n'est pas ma tradition.

François Hollande n'a pas été élu pour faire la révolution bolivarienne, je le sais. Petit à petit, la réformiste que je suis mesure que les choix que nous faisons sont d'une immense gravité et représentent un péril pour la solidarité et l'unité de notre pays. La population ne s'y retrouve pas. En plus d'être impopulaire et contraire à nos engagements, cette politique se révèle inefficace économiquement.

Jusqu'au bout, j'ai la tentation de croire que nous parviendrons à la réorienter. Pourtant, nous ne sommes qu'au début de ses conséquences. Socialement, les premiers effets des mesures d'économies commencent à voir le jour. Sur l'injustice, la cristallisation a lieu en ce moment, les banques et la grande distribution reçoivent des chèques de centaines de millions d'euros.

Si on se met une seconde à la place de la caissière qui touche 800 euros par mois, et qui voit son patron recevoir 500 millions d'euros sans embaucher, mais, au contraire, en installant des caisses électroniques, on ne peut qu'être en colère.

Je suis sortie de ces deux années avec la certitude que l'austérité ne sera jamais la solution, que le courage en politique ne sera jamais de faire payer aux pauvres les cadeaux que l'on donne aux plus riches, qu'il n'y a aucun courage à piétiner les acquis sociaux. Le courage serait d'affronter la crise climatique, de réorienter l'Europe, de faire face aux vrais problèmes.

Pendant deux ans, j'ai vu l'affaiblissement du politique masqué par la surpuissance des signes extérieurs d'autorité : je décide tout seul, j'ai la mâchoire serrée, je me tiens droit comme un I.

Angela Merkel, elle, exerce ses mandats sans signes extérieurs d'autorité, mais alors qu'elle était hostile au SMIC, elle l'a mis en place, comme elle s'y était engagée dans son accord avec le SPD.

Je préférerais toujours la sobriété extérieure, le sens du collectif et le respect des promesses.

[1.](#) Jacques Mandrin (pseud.), *L'Énarchie ou les Mandarins de la société bourgeoise*, Paris, La Table ronde, 1981.

Le rendez-vous manqué de l'écologie

Les seuils de pollution explosaient, les enfants commençaient à être gênés. L'air était difficilement respirable, les nappes de pollution se voyaient de plus en plus dans ces journées de

la mi-mars 2014, et il ne se passait rien. Les écologistes alertaient et le gouvernement auquel j'appartenais ne réagissait pas. J'en parlais à mes collègues, au Premier ministre et au président de la République. Je le faisais discrètement, sans m'exprimer publiquement. Mais, en pleine campagne municipale, tous hésitaient à prendre la seule décision efficace dans ces cas-là : la mise en place de la circulation alternée.

À un de mes SMS alarmistes, François Hollande a répondu : « Fais-le. » Mais je n'étais pas ministre de l'Écologie, ce n'était pas dans mes compétences. Il le savait, évidemment. Il avait fait le choix de ne pas nommer un écologiste à l'Écologie.

Beaucoup autour de moi étaient sceptiques, mais sur le moment j'avais partagé ce choix. Je connaissais sa crainte : il ne voulait pas « donner » l'Énergie à une écolo. En apparence, il voulait prouver que les socialistes peuvent parler d'environnement et que les écologistes peuvent prendre en charge d'autres domaines. Je partageais cette vision. Surtout, j'étais sûre qu'un ministère de l'Écologie sans le poids nécessaire pour convertir les lieux de pouvoir serait un pur affichage. Je n'étais pas frustrée de ne pas être chargée de l'Écologie.

J'ai apporté sur les sujets dont je m'occupais une démarche profondément écolo. Je pense qu'on devrait pouvoir insuffler une telle méthode dans tous les ministères. Le jour où on y parviendra, l'écologie aura vraiment gagné.

En attendant, je reconnais que, pour les ministres de l'Environnement, la présence d'une écolo au gouvernement qui ne soit pas ministre de l'Écologie fut parfois embarrassante. Cela compliquait ma relation avec eux, d'autant que certains aimaient mettre du sel sur les plaies. Mon statut était particulier, même si je n'étais pas conviée aux réunions qui prenaient les arbitrages sur l'énergie, par exemple. J'ai toujours fait le choix très simple de soutenir le ou la ministre de l'Écologie quel(le) qu'il ou elle soit, quand j'étais au gouvernement, et même avant. Et ce pour la bonne et simple raison qu'il n'y a aucun ministre de l'Environnement qui, ne l'ayant pas été avant, n'ait pas été « contaminé » par la cause et n'en soit pas sorti convaincu.

J'ai donc été un soutien interne du ministre de l'Écologie. Je ne prenais pas les décisions, bien sûr, mais je donnais mon avis quand on me le demandait ou quand je sentais qu'il fallait peser. Je parlais de ces sujets avec le président de la République. Et, très vite, j'ai compris qu'il n'avait sans doute pas envie d'être convaincu. Beaucoup, au sein du pouvoir en place, n'avaient pas envie d'être convaincus.

François Hollande n'a jamais été écologiste. L'écologie ne fait pas vraiment partie de son périmètre intellectuel. Par formation, il est sensible aux questions fiscales, aux cycles économiques. Les préoccupations de l'environnement, des écosystèmes, de la biodiversité, du dérèglement climatique, lui sont étrangères. En productiviste classique, il est nourri par l'idée que seule la croissance vaut.

C'est, à mes yeux, depuis le début de ce quinquennat, le principal problème sur lequel bute sa politique. Il est incapable de penser un modèle redistributif sans croissance. Face à l'absence de croissance, soit on met en place l'austérité en attendant son retour – dès lors, on est contraint de renoncer à beaucoup de choses et on recule en permanence sur les droits sociaux –, soit on invente un modèle intense en emplois à bas niveau de croissance. C'est ici que nos propositions prennent tout leur sens.

Depuis toujours, nous disons que la croissance n'est pas tout. Nous formulons en conséquence des propositions de réformes des politiques publiques. Notre majorité socialiste et écologiste était donc armée intellectuellement et programmatiquement pour faire face à la situation, pour peu que ses leaders aient réellement la volonté de pousser la pensée sociale-démocrate à un aggiornamento écologiste. Malheureusement, si nombre de socialistes ont fait du chemin et se posent vraiment des questions sur le nouveau modèle social écologiste à inventer, François Hollande n'est pas de ceux-là. Je le sais depuis longtemps.

Lors de la primaire, il ne s'est engagé que tardivement dans la voie de l'écologie, et encore à reculons, malgré Fukushima et le doute généralisé sur le nucléaire. Martine Aubry, elle, s'est

prononcée en faveur de la sortie du nucléaire. François Hollande, lui, propose une solution moins radicale : le passage de 75 % à 50 % d'énergie nucléaire dans le mix énergétique français. Cela ne repose à ce moment-là sur aucune estimation technique ou scientifique. Il n'est pas fondamentalement convaincu, mais comprend juste, avec son instinct politique, qu'après la catastrophe de Fukushima, on ne peut plus défendre le nucléaire comme avant. Il sait qu'il doit faire un geste, d'autant qu'Angela Merkel engage à ce moment-là l'Allemagne dans la sortie du nucléaire.

J'ai souvent parlé avec lui de ces sujets. Aucun de mes arguments n'a cependant pris sur lui. J'en prends conscience peu à peu. Je comprends aussi que son tempérament est un frein. François Hollande ne veut pas se fâcher, il veut ménager tout le monde. Or, sur l'écologie, cela n'est pas possible. Sauf à ménager de fait toujours les mêmes lobbies forts, puissants, influents, dont les intérêts sont précisément contraires à ceux de la défense de l'environnement. Je sais que la partie est inégale.

Je le ressens dès les premières semaines. Lors du premier Conseil des ministres d'août 2012, consacré au livret A, il est décidé de rebaptiser le livret développement durable en livret épargne industrie. Je proteste et obtiens gain de cause, mais je comprends d'ores et déjà que les réflexes sont inversés. Je crois qu'on a atteint un sommet en la matière quand nous avons débattu du plan d'investissement d'avenir et des éco-conditionnalités. Il m'a alors été dit que l'armement pouvait aussi être considéré comme une dépense écolo puisque les missiles, moins lourds qu'avant, dépensaient moins d'énergie pour toucher leur cible. Cela n'est pas une blague ! L'auteur de cette réflexion se reconnaîtra – je précise que ce n'est pas le ministre de la Défense.

À un autre moment, alors qu'Arnaud Montebourg présente son plan d'avenir sur la filière automobile, qui comporte de nombreuses avancées, je soulève le problème du diesel, à commencer par son impact sur les maladies respiratoires. Le ministre du Redressement productif sursaute en m'entendant : ce que j'avance n'est pas faux, concède-t-il, mais il est impossible d'en parler

publiquement pour ne pas mettre en péril l'industrie française. Le fossé est immense entre le devoir patriotique de soutien à l'industrie automobile revendiqué en Conseil des ministres et la santé des Français.

En devenant ministre, je savais qu'il allait falloir continuer de discuter et de négocier en permanence – je n'avais pas de doute là-dessus –, mais j'avais sous-estimé l'ampleur de la difficulté. Sans doute aussi, et je suis un peu brutale en l'écrivant, parce que, dans le domaine de l'écologie, des choses avaient bougé lorsque la droite était au pouvoir grâce au Grenelle de l'environnement. Telle est la réalité. La société avait changé, les politiques avaient évolué, les responsables économiques n'étaient plus les mêmes.

Certes, Nicolas Sarkozy, dont les convictions sont changeantes, avait fini par trouver que « l'écologie ça comm[en]çait à bien faire » ; il pensait que cela n'était pas rentable électoralement. Mais j'étais plutôt optimiste. Les écologistes faisaient de bons scores dans le monde entier, nos idées progressaient. Pour moi, c'était la solution à la crise et je croyais que ce constat pouvait être partagé.

Au début, j'y ai cru. J'y ai même vraiment cru au moment de la première conférence environnementale. J'avais lu le projet de discours qui avait été fourni à François Hollande la veille au soir. Celui-ci était plat. Or, quand je l'écoute le vendredi 14 septembre 2012, je découvre qu'il l'a réécrit. Je me prends alors à rêver qu'il a fait le choix de faire de l'écologie un thème central de son mandat. C'est une très heureuse surprise. Je suis sincèrement touchée, je ne peux pas dire autre chose, ce serait mentir. J'écris dans un tweet : « Je pèse mes mots : ce discours du président de la République est historique et infiniment émouvant à entendre pour une écologiste. » Tout le monde est un peu étonné par mon attitude, voire consterné. Mais ce n'est pas du tout de la flagornerie ministérielle, je suis sincère. Par ailleurs, je viens de passer des jours entiers sur la loi SRU ; je suis alors très fatiguée, et sans doute plus sensible. Mais j'y crois. Après tout, Hollande n'était pas obligé de dire ce qu'il a dit. Je relis son discours, pensant que je me suis

peut-être trompée et un peu trop emballée. Mais non, ce discours est très bien, vraiment très bien.

À l'époque, Arnaud Montebourg s'est déjà lancé dans sa croisade pro-gaz de schiste ; mais je ne suis pas inquiète. Je suis certaine que ce sujet dépasse largement le cadre politique et qu'un retour en arrière provoquera une mobilisation massive. C'est en outre une ligne rouge pour moi. Si le gouvernement revient sur l'interdiction du gaz de schiste, j'irai manifester avec les opposants.

Mais je ne crois pas à un tel revirement.

Toutefois, les mois passant, j'assiste à l'enlisement, à l'enterrement des promesses. Le tout en catimini. Sur l'écologie, pas l'ombre d'une avancée. Comme si, en matière d'environnement, François Hollande en restait aux mots. Or, a fortiori en politique, ceux-ci doivent être suivis d'actes : les engagements, pour être tenus, doivent se traduire dans les faits.

Résultat, la France, qui accueillera en 2015 la conférence sur le climat, prend du retard par rapport aux autres pays. L'urgence est là, mais le pouvoir ne le comprend pas. La loi de transition énergétique, « une des plus importantes du quinquennat », avait déclaré le président de la République, traîne et le temps joue contre les engagements. Une fois de plus.

*

L'objectif d'une fermeture de la centrale de Fessenheim en 2017 est rappelé à plusieurs reprises, mais il ne figure pas dans le projet de loi sur la transition énergétique. Pour ce qui est du gaz de schiste, on assiste à une espèce de jeu de rôles. François Hollande, qui avait voté la loi l'interdisant quand il était député, ne se désavoue pas, certes. Mais parfois il déclare que « s'il y a

de nouvelles techniques », on reverra l'interdiction. Or, il n'y a pas de nouvelles techniques, pas de fracturation propre. Donc à chaque fois que je m'exprime publiquement sur le sujet, je dis et répète : « Il n'y a pas de nouvelles techniques. » Mais ceux qui sont favorables au gaz de schiste et le voient comme un eldorado à côté duquel on passe imaginent que le président laisse une porte ouverte. Ce sujet-là est visible et prompt à déclencher des manifestations.

À l'époque, il faut s'en souvenir, l'offensive est plus globale, dirigée contre les écologistes.

Dans un éditorial du *Monde* adressé au président, notre tête est même demandée ! La constante de ces deux premières années du quinquennat dans certains milieux est d'essayer de nous affaiblir. Parfois nous avons tendu le bâton pour nous faire battre. Mais, dans l'ensemble, il y a eu une réelle volonté de déstabiliser les écologistes présents au gouvernement. Je garde l'impression qu'on a fait barrage à certaines régressions.

Sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, par exemple, les écologistes ont été très utiles. Le désaccord avait été acté dans notre programme commun avec les socialistes. Je savais d'ores et déjà – et peut-être encore plus quand Jean-Marc Ayrault a été nommé Premier ministre – que ce serait une confrontation permanente. Nous avons toujours été hostiles à ce projet, qui était emblématique pour celui qui fut député-maire de Nantes jusqu'en mai 2012. Aussi, plutôt que de laisser de côté ce dossier local, le Premier ministre choisit dès les premiers mois de lui donner de l'ampleur et d'accélérer. L'offensive policière à l'automne 2012 envenime la situation. Pendant de très longues journées, les affrontements entre les opposants au projet d'aéroport et les forces de l'ordre se multiplient. C'est dur, brutal.

Je choisis d'abord de me taire et d'essayer de régler la question en coulisses. Puis, le 30 octobre 2012, invitée sur RTL, j'évoque un « désaccord ancien et acté » sur ce sujet avec Jean-Marc Ayrault. J'ajoute – et cette phrase a beaucoup énervé – : « Je ne crois pas que sur des sujets aussi compliqués la répression et le manque de dialogue – ce qui est la ligne d'action d'alors – soient la bonne méthode. » Comme je l'ai dit, la situation est très tendue sur le terrain. Il n'y a

plus de confiance, plus de dialogue avec le préfet. Quand j'en parle à François Hollande, il me dit : « Vois avec Jean-Marc. » Par deux fois, j'essaie d'aborder le fond du dossier avec lui, mais la dimension affective rend le dialogue impossible.

La situation a basculé avec la manifestation de réoccupation de la zone d'aménagement différé (ZAD) le 17 novembre 2012. 40 000 personnes sont présentes dans les champs où doit être construit l'aéroport. C'est un nombre important. Notre-Dame-des-Landes est en train de devenir autre chose qu'une simple mobilisation contre l'aéroport : un lieu de contestation de la politique du gouvernement, cette politique hémiplegique qui permet de trouver de l'argent pour un aéroport inutile, mais où, pour tout le reste, il faut faire des économies. Après cette manifestation s'engage la désescalade. Mon rôle est parfois de retisser les liens. Je discute avec mes collègues du gouvernement. Je reçois au ministère des membres de l'Acipa, l'association qui s'oppose à la construction de l'aéroport, lesquels seront ensuite reçus par un proche du président. J'essaie d'expliquer que les opposants sur place ne sont pas des excités, des fous, des Black Bloc venus de l'étranger. On a des mots assez durs avec Manuel Valls, avant un Conseil des ministres.

À l'époque, je montrais à mes collègues une photo de deux manifestants nus face aux CRS dans les bois de Notre-Dame-des-Landes et je leur disais : « C'est eux, les surarmés d'extrême gauche ? Arrêtez avec la guerre du bocage, allez voir la réalité. » Je ne suis jamais allée sur place en cachette. Je discutais avec les militants écolos qui dormaient là-bas et qui comprenaient ce que je faisais. Mais d'autres opposants n'étaient pas dans le même état d'esprit. Dans la ZAD, on a trouvé une fausse tombe avec l'inscription « ci-gît Cécile Duflot ».

C'est très dur d'être en permanence entre le marteau et l'enclume, même si je n'ai jamais douté de l'intérêt de ma position. On ne peut pas refaire l'histoire et on ne saura jamais si la présence des écologistes a permis de contribuer à l'abandon de ce projet. Je crois pourtant que, à notre petite échelle, nous avons été utiles. Nous avons permis l'apaisement et nous avons convaincu de nombreux hésitants. Rarement ai-je autant pris la mesure directe de la complémentarité entre un

mouvement social et la capacité de peser au sein des institutions.

Jean-Marc Ayrault, peu à peu, se détache de ce dossier. Tout le monde comprend que la situation est tellement tendue et bloquée que jamais on ne s'en sortira. Une procédure européenne est lancée, la position française est d'une extrême fragilité. La campagne municipale commence. Et, pour la première fois, nous présentons une liste au premier tour à Nantes.

Le 22 février 2014, alors qu'une nouvelle manifestation a lieu à Notre-Dame-des-Landes, je donne une interview au *Monde*. Les journalistes me demandent : « Si vous n'étiez pas ministre, seriez-vous allée manifester ? » Je réponds « oui ». C'est la stricte vérité. On est en pleine campagne électorale, cela donne de l'ampleur à ma déclaration. Le lendemain, le Premier ministre dit qu'« il faut choisir », donnant le sentiment d'un rappel à l'ordre. Puis tout se calme quand, au Salon de l'agriculture, il déclare qu'« on a besoin de tout le monde ». Fermez le ban.

Finalement, la question de l'aéroport est réglée dans l'entre-deux-tours des municipales, avec l'accord de Jean-Marc Ayrault à Nantes et à Rennes, où on fait 15 % : le projet est suspendu pendant la durée des procédures, soit entre sept et vingt ans, avec tous les recours possibles.

*

La fiscalité écologique restera l'une des lourdes incompréhensions de l'année 2013. Le sujet est connu. Avec son Pacte écologique, Nicolas Hulot l'a mise au cœur des revendications écologistes en 2007. Nicolas Sarkozy s'était engagé à la mettre en place et je me suis rendue à son bureau en lui promettant alors mon soutien dans ce dossier. À l'époque, la taxe carbone fut censurée par le Conseil constitutionnel. Pascal Durand, alors secrétaire national d'EELV, est convaincu que si nous voulons réussir la transition écologique, nous devons reprendre le combat. Un rapport de la Cour des comptes nous en donne rapidement l'occasion en prônant l'alignement de la fiscalité diesel sur celle de l'essence. Delphine Batho nous soutient et porte le même message. Sans succès. Après son limogeage, nous décidons de taper du poing sur la table. Le feu vert est alors donné à l'instauration d'une contribution climat-énergie, plus solide juridiquement et plus juste socialement

que feu la taxe carbone.

Philippe Martin, alors ministre de l'Écologie, Pascal Canfin et moi, nous passons une soirée entière à Matignon dans le bureau de Christophe Chantepy, directeur de cabinet du Premier ministre, pour ébaucher des pistes. La réunion est riche et productive. La contribution climat-énergie est née. Philippe Martin l'annoncera lors de nos journées d'été à Marseille en août 2013.

Une polémique naît ; elle dure deux jours puis se calme. Le texte est défendu par le président lors de la seconde conférence environnementale. Une bataille de plusieurs années est ainsi remportée. Elle sera pourtant loin d'être suffisante.

Les écologistes trouvent le verre à moitié vide en l'absence de hausse de la fiscalité sur le diesel. Les « Bonnets rouges » commencent à s'agiter en Bretagne et, très vite, je vois au Conseil des ministres l'écotaxe être pointée du doigt. J'interviens : « On ne va quand même pas faire porter la responsabilité à une disposition qui n'est pas encore appliquée. » François Hollande approuve mon raisonnement, mais les faits vont plus vite que la raison. Nous sommes pris en tenaille.

Inaudibles, nous devenons les premières victimes du ras-le-bol fiscal. Nous avons perdu la bataille de l'opinion. Face à la colère, le gouvernement décide très vite de transiger et sacrifie la taxe poids lourds. Le contrat passé avec Écomouv', la société en charge de la collecte, pose de sérieuses questions. J'accepte donc la « suspension » de l'écotaxe, qui ne doit pas, pour moi, être un abandon. Si on abandonne ce mécanisme, en effet, on enterre un nombre de projets, de travaux, considérable.

Dans cette équipe, il est dur de faire entendre la voix des défenseurs de l'environnement. Pascal Canfin sera un complice de tous les jours. Nous n'avons pas la même culture et n'avions pas toujours été d'accord avant d'entrer au gouvernement, notamment dans les batailles internes des écologistes. Mais, à chaque étape, je peux compter sur sa solidarité et son appui. Parfois, nous aurons même de bonnes surprises.

Ainsi Stéphane Le Foll, hollandais traditionnel, s'essaya à l'écologie au ministère de

l'Agriculture. Celui-ci obtint même quelques avancées, fort critiquées par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), mais dont nous nous réjouîmes, même si nous les trouvions insuffisantes. Il demeura en tout cas l'une des oreilles les plus attentives à nos problématiques au sein du gouvernement. Pendant l'été 2013, après le départ de Delphine Batho, nous dînâmes ensemble, Pascal Canfin, Stéphane Le Foll, Philippe Martin et moi. Nous tentâmes de réorienter la politique du gouvernement en signant tous les quatre un texte pour le séminaire France 2025 en rappelant que l'écologie était une des solutions d'avenir.

Mais, globalement, nous ne comptions pas beaucoup d'alliés en dehors des ministres de l'Écologie eux-mêmes – et, à cet égard, Delphine Batho et Philippe Martin ont toute ma reconnaissance. Je l'ai dit, leur place n'était pas simple et nos relations étaient compliquées. Ils ont chacun imprimé leur marque personnelle. Mais, à aucun moment, je n'ai douté de leurs convictions profondes. Ils n'étaient pas nés écologistes, mais l'étaient devenus dans la pratique, et chaque jour dans leur ministère semblait renforcer leur détermination.

Je connaissais Philippe Martin depuis quelques années. J'appréciais à la fois son sérieux et son humour. Sa capacité à ne rien lâcher sur le plan politique, sans jamais se prendre trop au sérieux. Il y eut des moments de tension entre nous, bien sûr, les administrations ou certains responsables politiques se mettant entre nous. Mais je lui ai toujours conservé mon amitié, et je sais que de son côté il préférait prendre ses distances plutôt que de provoquer un affrontement.

Je n'avais pas la même complicité avec Delphine Batho, mais j'ai pour elle un très grand respect. J'avais suivi son parcours pendant de nombreuses années. Elle m'avait intriguée et je l'avais toujours écoutée. Beaucoup de choses nous rapprochaient, à commencer par les attaques sexistes que nous subissions toutes les deux, comme toutes les femmes de moins de quarante ans du gouvernement. Nous avons aussi le même goût des batailles politiques. Nous en avons mené quelques-unes ensemble et avons évité celles qui auraient pu nous opposer. Mais notre rendez-vous a tout eu de l'occasion manquée.

La plus grande bataille que nous ayons conduite ensemble est celle de la rénovation thermique. Il y a là un gisement d'emplois et d'activités. Pourtant, aucune des politiques n'a été à la hauteur. Le défi est immense et les moyens sont réduits. Face à nous, les budgétaires ne voient là qu'un immense gâchis d'argent public hérité du Grenelle de l'environnement. Ils veulent d'abord supprimer les 500 millions d'euros réservés à cet usage dans le plan d'investissement d'avenir : on doit se coucher par terre pour conserver cet argent ! François Hollande nous donne raison parce qu'il y voit l'intérêt économique, l'activité multipliée, locale, non délocalisable. Mais il faut batailler sur chaque mesure du plan. Celui-ci n'est finalement pas à la hauteur des attentes de certains écologistes, qui y voient un manque d'exigence dans les normes environnementales. À l'inverse, les associations de lutte contre la précarité y voient une généralisation trop grande et un manque de moyens financiers pour les plus démunis.

C'est pourtant une de mes grandes fiertés : en quelques mois, notre plan de rénovation a trouvé un public et de nombreux travaux sont engagés. Là où Nathalie Kosciusko-Morizet avait eu de grands moyens qui ne s'étaient pas traduits par des réalisations concrètes, nous parvenons à mettre en place une politique utile et efficace.

Au fond, rigueur et écologie, austérité et environnement ne peuvent pas faire bon ménage. Ce sont des notions antinomiques. Delphine Batho avait raison : le budget du ministère de l'Écologie, en baisse continue depuis 2012, est un mauvais budget. Elle n'a fait que dire la vérité, et elle a été remerciée pour l'avoir exprimée publiquement. Le Premier ministre en faisait une épreuve d'autorité.

Ce mardi 2 juillet 2013, pendant des heures, j'envoyais des messages et échangeais avec le Premier ministre et le président. J'ai voulu les convaincre que renvoyer Delphine Batho ne serait pas perçu comme un simple recadrage d'équipe gouvernementale, mais comme une claque par tous ceux qui croient à l'écologie. Mes arguments n'ont pas porté. Hollande et Ayrault n'ont vu là que l'opportunité de montrer la solidité de l'équipe ; Delphine Batho n'a pas voulu reculer devant la

vérité qu'elle avait énoncée le matin même.

Pendant l'heure qui suit son limogeage, je pense démissionner. Je crains que cet épisode soit perçu comme un recul de trop pour l'écologie. Mais mes amis politiques sont tous d'avis contraire. Ils sont convaincus qu'il faut se battre pour infléchir les politiques publiques et obtenir la rectification du budget. Ils ont raison sur le papier, mais la suite de l'histoire va leur donner tort dans les faits. Nous n'obtiendrons ni l'honneur de la protestation ni des moyens supplémentaires pour l'écologie. J'en prends ma part de responsabilité. Cet échec ne tient pas aux qualités des ministres de l'Écologie mais bien à l'absence de volonté du président et du Premier ministre de faire de l'écologie un sujet central de leur quinquennat.

Dominique Voynet avait déclaré qu'elle était écologiste dans un gouvernement qui ne l'était pas. Quinze ans après, rien n'a changé.

Je crois que nous avons perdu deux années fondamentales. Depuis le 6 mai 2012, les socialistes attendent le retour de la croissance. Tout se déroule comme s'ils appartenaient à un vieux monde et qu'ils ne voulaient pas comprendre qu'il fallait en construire un nouveau. Ils campent sur des positions désuètes et croient encore au mirage d'un monde productiviste qui retrouvera son âge d'or avec la reprise économique et le retour de la croissance.

Pendant deux ans, François Hollande s'est consacré de manière unilatérale à cette tâche. Sa conviction réelle était que le basculement allait arriver. Dès lors, l'écologie était au mieux un gadget, au pire une contrainte supplémentaire qui pèse sur l'activité économique ou sur les entreprises.

J'ai cru que nous parviendrions à le faire changer d'avis. Ou simplement que l'absence de croissance et la prise de conscience du changement climatique à travers le monde hâteraient sa mue. Je me suis fourvoyée.

Quelle « firme » ?

Le mot m'a blessée. Lorsque Noël Mamère quitte Europe Écologie-Les Verts, il trouve, pour

justifier son choix, une formule qui fait mouche et qui cogne. Il dénonce la « firme » qui truste le parti. Il veut alors nous désigner comme coupables de tous les maux, moi et mes proches, dont Jean-Vincent Placé. Le terme était aussi injuste qu'efficace. Le talent de Noël a toujours été de trouver le mot qui frappe les esprits, qui se suffit à lui-même. L'expression la « firme » sera reprise partout. Elle est profondément illégitime au regard de mon parcours chez les écologistes. Il y a certes quelques personnes dont j'ai toujours été proche. Mais j'ai signé des motions avec des gens très différents, travaillé pendant dix ans avec des dirigeants qui étaient auparavant des adversaires, et même des concurrents au poste de secrétaire nationale. Noël sait tout cela, mais peu importe. Il veut cogner fort, il égratigne.

En cet automne 2013, nombre de militants écologistes partagent son point de vue ; ils sont comme les électeurs de François Hollande. Ils y ont cru et sont déçus. Et, à quelques semaines de notre congrès, l'occasion est belle de me prendre pour cible.

Mon successeur à la tête d'EELV, Pascal Durand, le sent bien, lui aussi. Les tensions internes se multiplient, sur fond de désarroi de plus en plus grand des militants. La politique menée par le gouvernement auquel j'appartiens les déroute de plus en plus et ils sont inquiets du peu de cas qu'il fait de l'écologie.

Une semaine avant la deuxième conférence environnementale, en septembre 2013, se tient un conseil fédéral ; Pascal Durand lance un appel à François Hollande pour qu'il verdisse sa politique. Pascal affirme qu'il jugera si un tournant est amorcé six jours plus tard, lors du discours du président. Sa déclaration apparaît comme un ultimatum, sans qu'il prononce jamais le mot. Une crispation de plus dans une situation interne de préparation de congrès déjà très tendue.

Nous vivons alors une des séquences noires dont nous avons le secret ; beaucoup critiquent Pascal. Celui-ci annonce finalement son départ du poste de secrétaire national quelques jours plus tard, non sans dénoncer le « nombrilisme » et la « cuisine interne » au sein du parti. Et confirme qu'il conduira la liste européenne en Île-de-France. Je ne lui ai pas demandé de partir. Mais ce job

est éreintant.

J'ai fini mon mandat de secrétaire nationale fatiguée et harassée. C'est le pire job qui existe en politique. Je crois que je l'ai bien fait, mais il fallait que je tourne la page. Il faut tout le temps chercher le point d'équilibre, et chacun a quelque chose à vous reprocher.

Je ne regrette pas le chemin qui a conduit les Verts de 2006, au moment où je deviens secrétaire nationale, à devenir l'EELV de 2012.

Je regrette peut-être des étapes, des manières de faire. Et aussi certains de mes silences. Je ne sais pas si j'ai eu raison de vouloir toujours me taire, de ne jamais répondre aux attaques.

Certaines formules désagréables de mes adversaires m'ont collé à la peau. Daniel Cohn-Bendit a été un maître en la matière. Une fois, j'ai craqué, je l'ai qualifié de « Schtroumpf grognon ».

L'expression est restée.

Nous avons toutefois su nous apprivoiser pour lancer Europe Écologie-Les Verts en 2009.

Cette campagne a été un succès extraordinaire, nous avons su nous dépasser et créer un groupe incroyable avec Dany, José, Eva, Pascal. Mais nous ne sommes pas parvenus à nous comprendre et à vraiment nous entendre. J'ai toujours regretté la mauvaise ambiance qui régnait. Je me souvenais de ce qui s'était passé avec Dominique en 1999. Je ne voulais pas que cela se reproduise. Dany ne m'a jamais comprise, et je ne l'ai jamais compris.

Une fois, j'ai vraiment été blessée et j'ai failli tout quitter à cause de lui. C'était en août 2010 aux journées d'été à Nantes. Il avait lancé la candidature d'Eva Joly, croyant ainsi me barrer la route présidentielle. Mais je ne voulais pas me présenter, je ne m'en sentais pas la carrure. Je l'avais précisé dans *Le Nouvel Observateur* avant l'ouverture de ce rendez-vous estival, justement pour faire baisser la pression et la tension. Et parce que c'était sincère. Et comme souvent, quand je dis les choses avec sincérité, certains y voient du calcul.

Pendant la journée, on est allés tous ensemble planter un arbre sur le site de Notre-Dame-des-Landes. Nous posons pour la photo juchés sur une charrette, tout se passe bien. Un débat est prévu

le soir même. Et quand je descends, les caméras se braquent sur moi et les journalistes m'interpellent : « Daniel Cohn-Bendit vient de nous dire que si vous refusiez la coprésidence d'EELV avec Yannick Jadot, il quitterait le mouvement. » J'ai vraiment failli partir. Je suis rentrée à l'hôtel, j'ai pris un bain bouillant et j'ai pleuré tout ce que je pouvais. J'ai fait mon sac, je ne supportais plus de subir toutes ces attaques. Je crois que l'objectif, volontaire ou non, était de me faire craquer.

Certains, dans l'entourage de Dany, ont compris qu'il allait trop loin. Il est venu me voir, on a parlé et il n'a pas quitté EELV. Eva Joly s'est présentée à la primaire des Verts. Elle a affronté Nicolas Hulot. Et la primaire a très mal tourné. J'ai vu les débats dégénérer et je n'ai rien pu faire pour l'empêcher. Je voyais la suite de l'histoire s'écrire de la pire des manières, ça me désolait. J'étais secrétaire nationale, je me suis astreinte à la neutralité. Eva a battu Nicolas, mais cette bataille a laissé des traces indélébiles. J'en garde, comme tous les écolos, un souvenir amer. J'en ai tiré la leçon qu'il ne faut organiser une primaire qu'entre des candidats qui ont la capacité, quoi qu'il advienne, de se rassembler le soir du vote. Sinon, ce processus est mortifère. Eva et Nicolas sont deux personnalités fortes et différentes. Les confronter aurait pu être une richesse. Ce fut un fiasco.

Nous avons payé pendant toute la présidentielle le mauvais climat de la primaire et le non-soutien de Nicolas à Eva. Je regrette notre rendez-vous manqué avec Nicolas. Il aurait incarné une ouverture après la création d'EELV. Je le connais bien et il l'a écrit lui-même : il n'aurait pas supporté la rudesse de la campagne présidentielle. Ce n'est pas un reproche. Bien au contraire, c'est une qualité. Il garde une sensibilité à part, qui fait du bien.

Le plus ironique, c'est que, pendant ces dix ans à la direction de mon parti, je n'ai jamais eu de plan de carrière ni d'ambition cachée. Plus d'une fois, j'ai passé mon tour, que ce fût aux régionales de 2004 ou aux européennes de 2009. J'étais contre le cumul et j'ai toujours mis en application mes principes. Pourtant, c'est lorsque j'ai quitté mes responsabilités qu'est venue se

coller à moi l'image de cet « arrivisme insoutenable », comme diront certains.

J'étais pourtant candidate à une élection nationale pour la première fois, après un engagement politique de plus d'une décennie.

J'avais choisi d'être candidate à Paris. Je n'ai pas cherché de point de chute. Pour moi, Paris, c'était naturel. Ma seconde ville en somme. J'étais parisienne avant l'heure. Une banlieusarde comme des millions d'autres qui étudient ou travaillent à Paris. Et trois de mes enfants sont nés dans le XI^e arrondissement.

En réalité, l'idée ne venait pas de moi, mais de militants parisiens. Pendant dix ans, je m'étais battue à Villeneuve-Saint-Georges. Je savais que la circonscription pouvait être gagnée, et ce fut d'ailleurs le cas. Mais il fallait que je parte. Le climat politique était devenu humainement et politiquement délétère. La bataille avec les instances locales du Parti communiste faisait rage, elle touchait ma famille et ma vie personnelle. Je ne pouvais pas me permettre de persister dans cette aventure. Alors, dans toute la France, des copains me proposent des points de chute. On m'annonce à Grenoble, là où nous gagnerons la mairie deux ans après. Mais, pour moi, cela n'a pas de sens. Je n'ai pas cette culture du parachutage et de l'implantation, pratiquée sans hésitation par de nombreux socialistes. Et puis ma vie est ici, avec mes enfants, mes amis. Je n'imagine alors pas un seul instant qu'on me demandera de justifier mes attaches dans cette ville de tous les brassages et de tous les passages.

Le Parti socialiste me propose d'ailleurs d'être candidate dans le X^e arrondissement de Paris, mais, là encore, je n'imagine pas forcer la main de mes amis. Ce sont les écologistes du XI^e et du XX^e qui ont proposé de m'accueillir. J'accepte, sans imaginer la tornade qui s'apprête à s'abattre sur moi.

Tout l'appareil socialiste se déchaîne. Et me voici ainsi cantonnée à ce rôle désespérant, mais inévitable, de la parachutée, arriviste et opportuniste. Je fais le dos rond. Je mène une campagne paisible, avec mes amis, sur le terrain. Je ne remercierai jamais assez Fabienne Giboudeaux,

candidate verte avant moi dans cette circonscription, qui ne me lâche pas d'une semelle et m'offre tout son soutien. L'ironie du sort voudra que je tisse une relation chaleureuse avec la socialiste Danièle Hoffman-Rispal, devenue ma suppléante, après avoir été ma concurrente. Je lui sais toujours gré de ne pas m'avoir tenu rigueur d'avoir dû me céder sa place de candidate.

Dès le soir du premier tour, je frôle l'élection avec 47 % des voix ; le score au deuxième tour est lui aussi impressionnant. Je ne m'attribue aucun mérite personnel. Ce résultat ne m'appartient pas, c'est celui de la gauche et des écologistes dans un des bastions de la gauche. Belleville et Ménilmontant n'appartiennent à personne, si ce n'est à l'histoire de la gauche.

À peine élue députée, je suis devenue ministre, une aubaine pour ceux qui me taxaient d'arrivisme.

Au gouvernement, je fais le lien avec mon parti. Je participe à presque toutes les réunions de coordination, le mardi matin, entre les ministres, les groupes parlementaires et le parti. Nous ne sommes pas conviés aux petits déjeuners de la « majorité » (en fait, du PS) à Matignon. Nous organisons nos propres réunions. Le décrochage entre le mouvement et la vie au gouvernement avait été source de difficultés pour Dominique Voynet, lorsqu'elle était ministre de l'Environnement de Lionel Jospin. Je ne voulais pas commettre la même erreur.

Je suis entrée au gouvernement parce que je dirigeais EELV, pas sur ma bonne mine et sur la base d'un accord politique entre le PS et EELV. On dit souvent que je suis une femme d'appareil, mais c'est logique, j'ai été chef de parti pendant de longues années. J'assume, c'est la fonction la plus institutionnelle qui soit. On a les mains dans le cambouis, on s'occupe des postes, des élus, des militants, de l'argent, bref, c'est tout sauf glamour.

On m'a souvent reproché, au gouvernement, de ne pas « tenir » mon parti, qu'on qualifiait d'« indiscipliné ». L'ironie de l'histoire veut que des membres du parti m'accusassent de trop chercher à le contrôler. J'avais fait le choix de séparer les rôles. Je restais convaincue que chacun devait avoir sa place. Lorsque Jean-Marc Ayrault et François Hollande me reprochaient

l'expression de tel ou telle écologiste, je leur tendais son numéro.

Un parti est un organisme vivant. On a souvent glosé sur le désordre des écologistes – c'est un privilège réservé aux petites formations. Les socialistes peuvent se diviser et se disputer sur la place publique, on ne leur reprochera jamais d'être bordéliques.

La « firme » si chère à Noël Mamère a explosé dans l'exercice du pouvoir. Elle s'est fracassée contre l'austérité, n'a pas résisté au non-respect des promesses électorales. J'ai refusé d'entrer dans un gouvernement qui mènerait une politique avec laquelle je serais, comme la majorité des adhérents écologistes, en désaccord.

Jean-Vincent Placé, qui appelait à sortir du gouvernement quand j'y appartenais, soutient aujourd'hui la politique menée par Manuel Valls. Nos chemins politiques divergent. Je vote en revanche souvent comme Noël Mamère.

La vie nous joue parfois des tours. Je suis une écologiste libre. Je n'ai plus aucune fonction dans le parti et je me porte très bien. Je suis députée et j'en suis très heureuse.

Il y a une vie politique en dehors de l'animation d'un parti et d'un gouvernement.

Maudits 14-Juillet

J'ai longtemps aimé le 14-Juillet. Cette journée me rappelle l'insouciance du temps de l'enfance, la famille, la joie d'être ensemble. Je me souviens des feux d'artifice dans le petit village d'Auroux, en Lozère, où je passais mes vacances. On se retrouvait tous, on regardait les explosions dans le ciel, et puis on dansait sous la halle sur de la musique des années 1980 autant que sur des bourrées.

Telle était notre manière de célébrer la fête nationale. Je n'ai jamais assisté ni même regardé à la télévision le défilé militaire. Cette tradition n'a jamais fait partie de ma culture familiale. Ma famille est pourtant française aussi loin que remonte l'arbre généalogique. Mes arrière-grands-pères ont tous été mobilisés lors de la guerre de 1914-1918, et certains en sont revenus grièvement blessés ; mes deux grands-pères ont fait la guerre de 1939-1945, et l'un d'entre eux notamment

garde des souvenirs douloureux de la campagne d'Italie. Il y avait sur le piano de ma grand-mère des vases sculptés dans des douilles d'obus par son père et nombre de photos d'aïeuls en uniforme traînaient dans des boîtes en cartons. Mon père avait une vision positive de l'armée ; il est revenu de son service militaire en Allemagne avec un point de vue différent.

J'ai été élevée dans le culte de la non-violence. L'armée était un monde qui ne nous était pas familier. Nous n'étions pas pour autant hostiles à l'armée, mais simplement distants. Je connaissais par cœur les paroles du *Déserteur* et la chanson commémorant les pioupious du 17e – « sous votre pantalon garance, vous êtes restés des citoyens » – ; mes parents m'ont appris les vertus de la conscience sur l'obéissance.

Et puis la vie m'a joué un tour. J'ai rencontré Xavier, artiste, photographe, militant aux opinions affirmées, pacifiste... et son père Guy, ancien parachutiste du 1er RCP, soldat français des guerres coloniales. J'aime beaucoup Guy. Il a fait la guerre d'Algérie, a été parachuté sur Diên Biên Phu, a passé de longs mois prisonnier en Indochine. Il garde de nombreuses séquelles de ses blessures, mais dégage une énergie incroyable. Il me raconte ses guerres. J'ai toujours aimé l'écouter me transmettre cette partie de l'histoire de France. Je suis allée à Pamiers le jour où il a été fait commandeur de la Légion d'honneur au milieu de ce régiment aux bérets rouges dont nombre des hommes étaient alors en Afghanistan.

Devenue ministre, j'assiste donc pour la première fois de ma vie au défilé du 14-Juillet sur les Champs-Élysées. Je suis assise, en cette première fête nationale du quinquennat de François Hollande, dans la tribune présidentielle, juste derrière le chef de l'État. Je ne suis pas seule. Je sais bien que Xavier ne serait jamais venu et je respecte son choix. J'ai donc proposé à mon beau-père de m'accompagner ; il était enthousiaste, moi aussi. Il occupera la chaise réservée à mon conjoint ; il se trouve donc placé – le protocole en a décidé ainsi – derrière Valérie Trierweiler. Ses amis militaires lui diront plus tard leur fierté de l'avoir vu à la tribune officielle ce jour-là. La veille, pendant le voyage qui nous conduit de Bordeaux à Paris, mon beau-père me raconte

ses 14-Juillet. « La première fois, j'ai défilé devant René Coty », s'amuse celui qui a descendu six fois les Champs-Élysées et qui sera cette fois-ci en tribune.

Je me plonge à plusieurs reprises dans le programme pour tenter de reconnaître les avions qui nous survolent. Je suis une néophyte et je ne m'en cache pas. Je ne suis toutefois pas antimilitariste. Je respecte les militaires, ces hommes et ces femmes qui sont prêts à risquer leur vie pour leur pays. Mais je sais aussi qu'exposer tout ces engins militaires, et notamment des chars, pour célébrer la fête nationale, constitue une exception dans le monde démocratique. Je connais l'histoire de ce défilé né après la guerre de 1870 et sais ce qu'il représente ; je comprends que certains y soient attachés, même si je ne partage pas leur ferveur.

J'ai appris à me méfier des discours grandiloquents qui exaltent la « France » en oubliant ses habitants. Mais je ne fais pas partie de ceux pour qui l'idée de nation n'a pas de sens : un pays, pour moi, c'est un peuple, ses traditions et son histoire. J'ai toujours cherché à respecter ceux qui les perpétuent, mais ma conviction est qu'il faut laisser de la place à ceux qui veulent les ignorer. L'internationalisme et le refus des frontières ont nourri aussi l'idéal européen. C'est en voyant les immigrés qu'on mesure le plus combien l'Histoire est faite de mélanges, de métissages. Chacun reprend à son compte un morceau de notre histoire. Cela n'empêche pas d'avoir un patrimoine commun. Libre à chacun de lui donner sens, de le mettre en mots et en sentiments. À l'Égalité des territoires, je pensais qu'il y avait finalement dans chaque territoire une parcelle d'identité. La France, c'est aussi cette géographie, son unité, sa diversité.

Je sais parfaitement que le 14-Juillet est une journée particulière dans notre culture nationale. Pour les écologistes, elle est presque devenue à risque, comme s'il y avait une fatalité. On le sait tous depuis 2011. Eva Joly venait de gagner la primaire. Candidate à la présidentielle, elle avait lancé le débat de manière fracassante en proposant de supprimer le défilé militaire du 14-Juillet et de le transformer en un défilé citoyen. Tout le monde lui était tombé dessus.

À l'époque, je ne m'exprime pas tout de suite sur la question. Je déclare quelque temps plus tard

que la position d'Eva Joly est évidemment respectable et qu'elle ne mérite pas l'opprobre. Mais ce qui me frappe, c'est qu'on ne peut même pas discuter de cette idée, alors qu'il n'y a rien d'évident à regarder défiler des chars pour célébrer une nation.

Je continue de penser, plusieurs années après, que la question soulevée par Eva était légitime.

La fête nationale peut tout à fait être célébrée autrement. Cette question peut être posée et débattue, sans que cela suscite de polémiques aussi virulentes. Le fait que les jeunes garçons et filles du service civique ont défilé le 14 juillet 2013 est d'ailleurs un signe d'évolution.

Mais, ce 14 juillet 2012, je me tais ; je regarde le défilé aux côtés de mon beau-père, et je passe un bon moment. La presse ne tarde pas à se moquer de moi. *Le Canard enchaîné* écrit que j'arborais « un sourire béat d'enfant à "Guignol", fasciné par le ballet des avions de combat et par les troupes défilant à ses pieds ». Cela m'irrite. Mais, au fond, au cours de mes premières semaines de ministre, tout ou presque me sera reproché. Mes paroles, mes tenues, mes actions, mes remises de décorations. À chaque semaine, sa polémique. Quoi que je fasse pendant cette période, rien ne va.

Le procès en illégitimité de la gauche bat son plein. Malgré toutes les erreurs qu'il a commises et tous nos désaccords, je m'insurge chaque fois contre cette idée que François Hollande a été « élu par hasard », qu'il a gagné « par effraction », et qu'au fond la gauche est structurellement illégitime à accéder au pouvoir.

Moi, je quintuple cette imposture, cette illégitimité : je suis une femme, j'ai trente-huit ans, je suis une écologiste, j'ai un poste important au gouvernement. Qui plus est, je ne m'occupe pas directement de l'écologie, mais du logement, un sujet aux enjeux financiers très importants. Alors, tout est retenu contre moi : le jean foncé que je portais au premier Conseil des ministres, les propos pourtant inoffensifs et banals que j'ai tenus à la radio sur le cannabis, la robe à fleurs que j'avais mise lors d'une séance à l'Assemblée nationale.

Je n'étais décidément pas une ministre comme les autres. Ou plutôt, pour mes détracteurs, je

n'aurais jamais dû être ministre. C'est d'ailleurs un député de droite, ancien ministre lui-même, qui me l'a déclaré avec une grande franchise lors d'une séance de questions au gouvernement à l'Assemblée nationale : « Mais ne croyez pas que vous êtes ministre parce que vous êtes au banc. »

Propos ahurissant, quand j'y repense, car, par définition, si je siégeais au banc des ministres, c'est bien parce que j'étais ministre !

Je suis une femme, pas spécialement mince ; aussi, quand il fait chaud, je mets des robes.

Comme beaucoup de femmes. Mais, à l'Assemblée encore, je déchaîne les foudres quelques jours seulement après la fête nationale en me présentant dans l'hémicycle vêtue d'une robe à fleurs. Je venais de l'acheter et je l'avais mise ce matin-là sans me poser de questions. Dès que je prends la parole, je sens l'hostilité. J'entends les vociférations des uns et des autres. Un député de droite ira jusqu'à hurler : « Allez, vas-y, enlève les boutons ! » Claude Bartolone, qui, comme moi, a parfaitement entendu, a eu peur que je craque. J'étais estomaquée par le niveau de sexisme et de vulgarité. Mais je me suis tue.

Je tiens notamment grâce aux témoignages réconfortants que je reçois. Christine Bard, historienne qui s'est penchée sur l'histoire du pantalon, m'a rapporté les déclarations de Chirac, alors Premier ministre, sur Alice Saunier-Seité qui venait en pantalon au Conseil des ministres : « Elle dégrade la fonction et l'image de la France. »

Depuis, il y a eu Matteo Renzi. L'icône de la modernité en politique, président du Conseil des ministres d'Italie, reçoit la presse en jean délavé, chemise ouverte et sans cravate !

À toutes les attaques dont je suis l'objet, je ne réponds pas. Je n'en mesure pas la gravité. Je n'imagine pas que cela restera, que cela me collera comme un sparadrap dont je n'arriverais pas à me débarrasser.

Marie-Arlette Carloti et Michèle Delaunay s'étaient proposées de répondre aux questions au gouvernement en portant chacune à tour de rôle ma robe à fleurs bleue. Je n'ai pas osé, j'ai refusé.

Je pensais que j'avais une responsabilité. Ministre de l'Égalité des territoires et du Logement, je voulais me consacrer à mon travail, à la loi sur l'encadrement des loyers, je ne voulais pas m'amuser à répondre aux attaques que je subissais. J'ai eu tort. J'ai fait une erreur d'analyse. Quels que soient les gages de silence que je donnais, on inventait toujours une nouvelle histoire. J'ai pensé qu'en me cachant, en n'étant qu'une fille sérieuse qui travaillait, la situation se calmerait. Les faits m'ont donné tort.

À l'époque, je laisse couler. Je me consacre à mon travail de ministre, me concentrant sur la loi sur le foncier public qui s'apprête à passer en commission, la tête dans mes dossiers et préoccupée par le cours du quinquennat qui me satisfait de moins en moins.

Une nouvelle année s'achève et je vois poindre mon deuxième 14-Juillet ministériel. Mon beau-père vient de se faire opérer : il ne peut pas m'accompagner à son grand regret, et au mien.

Quand j'arrive, ce dimanche 14 juillet 2013 au matin, à la tribune officielle, place de la Concorde, je suis soulagée de voir que ma place a été décalée en raison des nombreuses personnalités qui entourent cette fois le président de la République. Je ne serai pas dans le champ des caméras et cette nouvelle me réjouit. Ceux qui ont choisi le service civique défilent et cela me fait également plaisir. Bref, je passe un agréable moment, c'est du moins ce que je ressens sur le coup.

La cérémonie se termine, je descends de la tribune. Je prends mon téléphone. Un SMS m'alerte. Je regarde moi-même le compte Twitter de Xavier et je comprends. Il a écrit ce qu'il pensait :

« Fier que la chaise à mon nom reste vide au défilé de bottes des Champs-Élysées # 14 juillet. »

J'étais habituée aux polémiques, j'avais vécu des tempêtes. Mais, à cet instant, je vois la terre s'ouvrir sous mes pieds. Je n'ai rien vu venir. Intuitivement, je me dis que la jurisprudence du tweet de Valérie Trierweiler va jouer en notre faveur. Instinctivement, je me dis qu'il n'y aura pas de drame politique. Mais c'est une blessure personnelle, une blessure à double tranchant. Si je pensais qu'assister à ce défilé était insupportable, je ne serais pas venue. Je peux objectivement

estimer que le défilé militaire doit évoluer, contester les raisons de sa création, et en même temps considérer que ce combat n'est pas prioritaire. D'un autre côté, je ne peux que me demander de quel droit obliger au silence quelqu'un dont je connais les opinions politiques, dont le premier engagement a été à la Fédération anarchiste, et qui a été un militant politique avant moi. Je suis écartelée entre deux positions. J'ai déjà demandé à Xavier de se taire, mais en ai-je vraiment le droit ? Est-on et doit-on être comptable de ce qu'exprime quelqu'un qui vous est proche ? Doit-on penser la même chose dans un couple ?

J'ai été élevée par une mère militante écolo anti-nucléaire et un père pro-nucléaire, lesquels sont mariés depuis trente-deux ans. J'ai toujours pensé qu'on pouvait avoir des désaccords au sein d'un couple. Je n'accepte pas d'être sommée d'expliquer les positions de mes proches, pas même de mon conjoint. Mais je devine l'utilisation politique que va faire la droite du tweet de Xavier. J'ai toujours défendu une césure très forte entre vie personnelle et vie politique. Je n'ai jamais accepté de poser avec mes enfants. Je n'ai jamais fait de photos, de reportages avec ma famille. Beaucoup de bêtises ont été écrites sur ma vie personnelle, d'autant plus que Xavier porte le nom qu'il porte.

Pour que certains cessent de dire que je venais toujours seule, Xavier avait justement accepté quelques semaines plus tôt de m'accompagner à un dîner officiel à l'Élysée. Je vois bien la nasse dans laquelle je suis tombée. Qu'on me demande des comptes à moi sur ce que je dis, pense, fais, je l'assume et l'assumerai toujours. Mais mon conjoint, mon frère, ma sœur, mes parents, mes enfants ont le droit de penser ce qu'ils veulent, je n'ai pas de compte à rendre en leurs noms, ni eux pour moi.

La plus poignante réponse à cette triste affaire, je l'aurai en découvrant sans doute la plus belle lettre que j'aie reçue en qualité de ministre. Et d'ailleurs, si celui qui l'a écrite lit ce livre, qu'il me pardonne de ne pas lui avoir répondu. Je n'ai jamais réussi à rédiger une réponse qui soit à la hauteur de sa missive. Il me disait que lorsqu'il se battait en « portant au bras les trois couleurs »,

c'était pour défendre les valeurs de ce pays, parmi lesquelles figure la liberté d'expression. Il me confiait qu'il préférerait toujours la franchise à la fausse condescendance et l'hypocrisie mesquine à l'égard de l'armée qu'il sentait chez certains dirigeants.

La lettre de ce militaire d'active m'a bouleversée.

Ce 14-Juillet, je sais bien la difficulté dans laquelle je me trouve. J'étais touchée, vraiment touchée par ce déchirement personnel et politique. J'aurais préféré et même rêvé que cela n'arrive jamais. Je me suis astreinte à ne rien dire du tout, jusqu'à aujourd'hui, sur le sujet.

Quand, le mardi suivant, à l'Assemblée, un député UMP posera une question sur l'affaire, c'est le Premier ministre lui-même qui lui répondra. Ce geste de Jean-Marc Ayrault, les mots qu'il utilise, cela m'émeut. Mes yeux se mouillent, mais je ne pleure pas. Je ne remercierai jamais assez le Premier ministre d'avoir agi de la sorte. Depuis, il m'a confié que beaucoup lui avaient déconseillé de s'exprimer à ce sujet, mais il ne les a pas écoutés.

Le président, lui, m'avait juste dit le jour même : « Il faut régler le problème. » Je l'avais compris de moi-même. J'aurais tellement aimé que les choses se passent différemment ce jour-là. Car ce que pense Xavier du 14-Juillet n'a rien de délictueux ; et, que je sache, être anti-militariste n'est pas un délit.

Je suis aujourd'hui membre de la commission de la défense nationale. Je rendrai toujours des comptes sur ce que je dis ou fais. J'ai sur les questions de défense les positions d'une écologiste : je suis favorable à une défense européenne. Je pense que la question de la dissuasion nucléaire se pose et doit se poser, à l'échelle mondiale, mais que la France a une responsabilité pour engager le désarmement et ne l'assume pas pleinement. Mais ce sont mes opinions, mes positions politiques. Je n'exigerai jamais d'un proche, quels que soient ses liens de sang ou de cœur avec moi, qu'il les partage.

L'autre tweet de Xavier, en octobre 2013, à propos de Manuel Valls, est la suite de cette affaire, une suite nourrie de ses convictions, mais aussi née de l'agacement suscité par la polémique autour

du premier. Je lui avais évidemment demandé d'arrêter de tweeter. Mais je savais bien au fond de moi que cette requête n'était pas complètement légitime.

Cette histoire figure sans doute parmi les moments les plus douloureux de ces deux années ; elle recouvre aussi, comme dans n'importe quel couple, des entremêlements personnels. Mais cela ne regarde que nous. La vie privée et la vie politique doivent rester étanches.

Vous savez maintenant pourquoi mes 14-Juillet ministériels resteront des souvenirs que je voudrais effacer avec l'ardoise magique des enfants.

Je rêve d'un 14-Juillet tranquille, d'une fête nationale où j'irai regarder le feu d'artifice en famille, sans me faire remarquer, sans faire parler de moi. Sans tweet, sans déclarations, sans obligations. En profitant juste de ce moment de ferveur nationale de ce pays que j'aime tant.

La rupture avec Manuel Valls

Cet instant restera une brisure politique.

Ce mardi 24 septembre 2013, je suis à la maison, les enfants finissent de se préparer et, comme souvent, j'écoute France Inter. La matinale est consacrée à la question des Roms, et Manuel Valls est en duplex depuis Bordeaux.

Les mots que j'entends dans la bouche du ministre de l'Intérieur resteront gravés dans ma mémoire. Je suis stupéfaite. Je n'en reviens pas. Les phrases prononcées sont littéralement incroyables : « Il y a évidemment des solutions d'intégration, mais elles ne concernent que quelques familles. C'est illusoire de penser qu'on règle le problème des populations roms à travers uniquement l'insertion. »

Je vais de sidération en sidération quand, à la question de savoir si seulement une minorité de Roms ont un projet de vie et veulent s'intégrer en France, Manuel Valls répond : « Oui, il faut dire la vérité aux Français. [...] Ces populations ont des modes de vie extrêmement différents des nôtres, et qui sont évidemment en confrontation. Il faut bien tenir compte de cela. Cela veut bien dire que les Roms ont vocation à revenir en Roumanie ou en Bulgarie. »

Ce n'est pas borderline, c'est juste inadmissible de dire des choses pareilles. Me revient alors en mémoire le discours prononcé à l'été 2010 à Grenoble par Nicolas Sarkozy, qui avait provoqué la stupeur et l'indignation de toute la gauche, à l'époque dans l'opposition.

Le pouvoir aurait détruit toutes les digues. Je ne pouvais m'y résigner.

Jamais je n'aurais imaginé qu'un de mes collègues ministres puisse soutenir qu'un peuple a plus ou moins vocation à s'intégrer en fonction de son origine. Je fais part de ma colère à mes proches.

Je choisis de ne pas tout de suite exploser en public. Après tout, rien ne dit que la position du ministre de l'Intérieur est celle du gouvernement, de Jean-Marc Ayrault et de François Hollande.

En fin de matinée, je suis au congrès de l'Union sociale pour l'habitat (USH) à Lille avec Martine Aubry. Nous assumons notre différence avec calme, nous pensons que le président de la République ou le Premier ministre vont intervenir pour une mise au point. Les heures passent et rien ne se produit. Même absence de réaction le lendemain, en Conseil des ministres, alors que, les fois précédentes, le chef de l'État avait fermé le ban d'une petite phrase. À la fin de la réunion, je vais donc voir François Hollande et lui déclare : « Je ne supporte pas ces propos, je ne peux pas laisser dire cela. » Il me répond par son classique : « On va organiser une réunion. » Je rétorque que ce n'est pas une réunion qui réglera le problème. Quelqu'un d'autre arrive et je m'en vais.

Je bous intérieurement. Je ne sais pas exactement ce que je dois faire. La crise dure longtemps.

Beaucoup viennent me dire : « Ce n'est plus possible », mais personne ne veut aller plus loin.

Arnaud Montebourg dénonce les propos du ministre de l'Intérieur le mercredi matin, puis dîne avec lui le soir et revient sur ses déclarations le lendemain matin.

Le jeudi 26 septembre, je suis en réunion à Matignon lorsque je découvre dans la presse que François Hollande, dans l'avion qui le ramène de New York, a approuvé la sortie de Manuel Valls.

Le seuil a été franchi. Je sais alors que je ne peux plus me taire : pareilles positions heurtent de plein fouet le cœur de mes valeurs.

Je prends le train pour Angers avec deux ministres, Alain Vidalies et Philippe Martin. Nous nous rendons à la journée parlementaire des écologistes. Je m'emporte devant eux pendant tout le voyage, et leur explique : « Je vous le dis comme ça, ça va m'empêcher d'exploser en public. » En fait, je ne peux pas me taire. Je n'y arrive pas. Je m'étais posé beaucoup de questions quant au rôle des ministres, aux contraintes qui seraient les miennes, mais jamais je n'avais imaginé me retrouver dans cette situation. Ce n'est pas une blague spontanée sur les Auvergnats : ce sont des propos réfléchis tenus à la radio.

L'apathie collective que je constate autour de moi me sidère. Si un ministre de droite avait tenu de tels propos trois ans plus tôt, cela aurait provoqué un déferlement de critiques de la gauche. Et là, c'est le silence. Je ne peux plus me taire.

Je monte à la tribune et j'expose – ou plutôt j'explose – ma colère. Mon ton est calme, mais je dis ce que je me suis efforcée de taire depuis deux jours : « On ne peut pas considérer et on ne peut pas dire qu'il y a des catégories de population dont l'origine justifierait qu'elles ne puissent pas s'intégrer. Et deuxièmement, que leurs pratiques et leur mode de vie sont un dérangement pour leurs voisins. Parce que, quand on dit ça, on est au-delà de ce qui met en danger le pacte républicain. »

J'en appelle à François Hollande : « Quand tous nous avons participé à des meetings contre le recours aux tests ADN pour justifier le regroupement familial ; quand tous nous avons dit que le discours de Grenoble était un scandale absolu, nous ne pouvons tenter de, ou envisager de tenter de, ou laisser penser que nous pourrions utiliser les mêmes méthodes. Et ça, ce n'est pas la responsabilité des ministres. C'est la responsabilité du président de la République. »

On me reprochera beaucoup – Alain Duhamel qualifiera mon attitude d'attentat à la Ve République – d'avoir mis en cause le chef de l'État alors que j'étais ministre. Mais j'assume. À la fin des fins, c'est lui qui a été élu, lui qui doit être le garant du pacte républicain. Des millions de Français, et pas seulement de gauche, mais du centre et même de droite, l'ont élu pour mettre fin

à la dérive de Nicolas Sarkozy.

En descendant de la tribune, cette fin d'après-midi-là, je sais que j'ai une chance sur deux d'être virée, parce que je suis allée très loin. Tant pis. Ou tant mieux d'une certaine manière, car tout le monde comprendra la raison de mon limogeage. Le président et ses conseillers sont très fâchés ; ils s'énervent parce qu'ils estiment que j'ai abîmé son retour à Florange, qui devait être une séquence de communication parfaite. Au moment où je me suis exprimée, j'avais complètement oublié qu'il retournait voir les ouvriers d'Arcelor Mittal. Je n'ai évidemment pas voulu gâcher ce retour. Mais je prenais la parole en public pour la première fois depuis la déclaration de Manuel Valls et j'ai saisi l'opportunité.

Quant au Premier ministre, il est l'invité du pot de clôture de notre journée parlementaire. J'ai prononcé mon discours depuis à peine une heure quand il arrive. Un instant, nous avons cru qu'il ferait demi-tour face à l'ampleur de la polémique. Les journalistes pensent que je vais être virée du gouvernement. Je descends les marches qui séparent le bâtiment de la porte pour aller accueillir Jean-Marc Ayrault à sa voiture. Personne ne sait ce qu'il va dire. Il sort, me prend le bras, et me dit en souriant « merci pour le comité d'accueil », et nous remontons ensemble les marches face aux caméras. Il est très chaleureux avec moi. Très chaleureux. Je ne sais pas si Jean-Marc écrira un jour ses mémoires et s'il dira comment il a vécu cet épisode, mais personne ne pouvait objectivement dire que les propos de Manuel étaient tolérables. D'ailleurs, personne n'a tenté de le justifier.

Dans la période qui suit mon discours, personne ne me dit rien. Je n'ai pas de contact avec François Hollande. Manuel Valls déclare, le dimanche suivant, sur BFM, que mes propos sont « inacceptables », mais il ne m'en parle pas directement.

Je préviens le Premier ministre que je vais écrire au président. Ils craignent une lettre de démission. Mais non. J'écris pendant le week-end une longue missive pour lui expliquer que cette prise de position restera un traumatisme du quinquennat. Je lui fais porter cette lettre manuscrite le

lundi. On se voit peu de temps après. François Hollande est énervé contre moi, à cause de Florange, à cause de la polémique. Sur le fond, je suis bien incapable de dire ce qu'il pense. Je lui explique que je me suis retenue. Je lui répète que, sur la question de l'hébergement des Roms, on travaille depuis plus d'un an avec plusieurs associations. J'estime avoir été réglo : j'ai vraiment essayé de trouver des solutions.

Je crois qu'à l'époque le président comme le Premier ministre ont compris que mon indignation était profonde, ni calculée, ni négociable. J'ai reçu beaucoup de messages de soutien. Nombre de hauts fonctionnaires m'ont glissé discrètement « merci » ; ils considéraient que j'avais pris un risque politique en réagissant comme je l'avais fait.

Aujourd'hui, en me rappelant tout cela, je ne peux m'empêcher d'être stupéfaite. S'opposer à l'idée que des populations peuvent ne pas avoir vocation à s'intégrer de par leur origine serait donc risqué. Je n'ai rien fait d'extraordinaire. J'ai juste dit, comme d'autres, que de tels propos étaient inadmissibles.

Cette histoire peut sembler anecdotique, mais elle est au cœur de tout. Benoît Hamon ou Henri Emmanuelli ont dénoncé avec force les propos de Manuel Valls. Je les avais remerciés, car je trouvais effarant qu'une telle digue saute et que tant de gens commentent cela comme une énième bisbille entre le ministre de l'Intérieur et moi.

Si le président de la République avait repris publiquement la déclaration du ministre de l'Intérieur, s'il avait affirmé lui aussi que les Roms n'avaient pas « vocation à s'intégrer », j'aurais démissionné.

Cet épisode a marqué un véritable tournant. Une faille s'est creusée entre eux et moi. Je l'écris très calmement. Des milliers, voire des millions de gens ne se sont pas exprimés, n'ont pas manifesté, mais je suis sûre qu'ils ne voulaient pas de ça en élisant François Hollande. Ils souhaitaient au contraire que ce type de discours cesse. Et ils avaient raison.

J'assume tout ce que j'ai dit et fait dans cette période. Mon seul regret est de ne pas m'être

exprimée à la radio dès le mercredi matin, pour mettre les pieds dans le plat avant le Conseil des ministres.

Il faut dire que le quinquennat avait mal commencé sur la question des roms. Déjà, en août 2012, un orage avait explosé dans un ciel bleu. Les évacuations de camps de roms se multiplient. Je suis alertée par nos réseaux, qui sont choqués. Il n'y a jamais eu de discussions, jamais eu de décisions, et tout à coup, des Roms sont chassés manu militari des lieux où ils se sont implantés. J'appelle le Premier ministre, son directeur de cabinet.

Je me prépare à faire une visite dans un village d'insertion pour montrer qu'une autre politique est possible concernant les Roms – visite qui n'aura finalement pas lieu –, et projette d'écrire une tribune dans *Libération*. Le Premier ministre l'apprend et m'appelle. Il est en voiture, à la montagne : « Tu ne peux pas faire ça. Tu appartiens à un gouvernement », plaide-t-il. Je lui réponds, très en colère : « J'ai accepté d'entrer dans un gouvernement, et j'en accepte les règles, mais je n'ai pas accepté de participer au gouvernement de Brice Hortefeux ! » Et je lui réaffirme mon intention de faire paraître ce texte. Je ne cite pas Manuel Valls. En vérité, je ne comprends pas pourquoi celui-ci agit ainsi, deux mois après le retour de la gauche au pouvoir. Certains me disent : « Il veut montrer de l'autorité », ce à quoi je réponds : « Défier des pauvres qui habitent dans des bidonvilles, ce n'est quand même pas très glorieux. »

Je finis par alerter le président de la République, qui me répond : « Jean-Marc va faire une réunion. »

Cette réunion aura lieu fin août à Matignon, l'idée étant de préparer une circulaire qui n'autoriserait les expulsions de camps de Roms que si une solution de relogement a été trouvée auparavant. Un bras de fer s'engage. L'ambiance est polaire. Mais une solidarité se crée entre certains ministres et moi, notamment George Pau-Langevin, préoccupée par la scolarisation des enfants, et Marie-Arlette Carlotti, qui n'oublie pas la pauvreté de ces populations. Nous unissons nos forces et obtenons la circulaire du 26 août 2012. Elle permettra d'appuyer les solutions de

relogement. Mais cet épisode me laisse une profonde amertume.

Je ne décolère pas contre ce qui a été une stratégie de com' d'un été. Le ministre de l'Intérieur est partout, il éteint les incendies, se montre sur les plages et expulse des Roms. J'ai des échanges avec François Hollande à propos de cette agitation médiatique. Je me moque : « Un chat est coincé dans mon platane. Est-ce que j'ai le droit d'appeler le ministre de l'Intérieur pour qu'il le fasse descendre ? » Et il me répond : « À mon avis, c'est possible. »

Manuel Valls s'agite dans tous les sens et démantèle des camps de Roms. Bien sûr, je ne suis pas pour garder les bidonvilles, mais je suis pour trouver des solutions. C'est un sujet brûlant, qui concerne 17 000 personnes en France. Et vu ce qu'en avait fait Nicolas Sarkozy, étant donné les réprimandes de l'Europe, compte tenu de la sensibilité du sujet, l'exploiter est une faute politique. Tout le monde est un peu anesthésié, fatigué de la campagne, et puis un peu surpris. Souvent des gens me disent qu'ils sont d'accord, m'envoient des mots de soutien, mais ne s'expriment pas publiquement.

Je découvre aussi, en fréquentant ces niveaux de pouvoir, la soumission au chef. Beaucoup de villes de droite ou de gauche font des choses très positives comme des villages d'insertion qui fonctionnent très bien. Les maires de ces villes ont donc réglé la question, mais ne souhaitent toutefois pas qu'on y fasse un déplacement ministériel. Ils ne veulent pas faire de bruit. Je suis donc dans une situation désagréable où je ne peux pas parler de ce qui marche. Ce qu'il faut faire des bidonvilles, quels qu'en soient les habitants, est une question de logement, et relève donc de ma responsabilité ministérielle.

Avec la circulaire, la tension baisse d'un cran. Elle aide ceux qui cherchent à resoudre humainement le problème rom. Des préfets et des départements font un travail magnifique.

Je n'ai jamais minoré la situation. Je ne suis pas utopiste. J'ai été une élue de banlieue ; j'y ai côtoyé des gens du voyage, des Roms, beaucoup de sans-papiers ; je n'ignore rien de la prostitution ni du trafic de drogue. J'ai été cambriolée six fois. Je ne suis pas angéliste ou tombée

dans un champ de ouate. Mais je sais quelles sont les solutions pérennes et celles qui relèvent de la communication et de l'agitation médiatique.

C'est pourquoi je m'attelle à une « mission bidonville ». Mon objectif est de travailler sur la résorption de tous les bidonvilles, de manière organisée, avec des moyens, comme on l'a fait dans les années 1960. Il faut démanteler les camps à condition de proposer des solutions d'hébergement. Je suis patiente. Je sais que cela ne pourra se faire qu'après les municipales, qui approchent. La circulaire fixe un cadre précis. Et même si le ministère de l'Intérieur a parfois essayé de la remettre en cause, le président de la République et le Premier ministre ont toujours été d'une grande rectitude quant à son respect.

*

J'évite les affrontements avec le ministre de l'Intérieur, mais nous avons régulièrement des désaccords. Car il choisit dès son arrivée place Beauvau de clore des sujets sans qu'il y ait eu discussion. C'est par exemple le cas du récépissé que devaient produire les policiers à chaque contrôle d'identité. Manuel Valls enterre l'idée, qui avait pourtant été évoquée lors de la campagne présidentielle. J'y étais favorable sur le principe. Après avoir reçu le collectif qui portait cette revendication, j'ai même été complètement convaincue de son utilité, y compris pour les policiers. François Lamy, ministre délégué à la Ville, était très en pointe sur cette question. J'ai essayé de convaincre le président de la République en prenant comme exemples les pays où cette mesure était appliquée et où cela marchait – parfois même, sa généralisation était demandée par les forces de l'ordre. Mais il trouvait cela « trop compliqué » et avait décidé de renoncer.

Je savais en devenant ministre que sur ces questions ce serait compliqué, mais jamais je n'avais anticipé que ce serait impossible. François Hollande avait fait plus de 80 % des voix dans certains quartiers populaires ; on ne pouvait pas leur tourner le dos.

D'autres réformes étaient possibles, n'émanant pas seulement de la politique de la ville. Depuis trente ans, la gauche envisage par exemple d'accorder le droit de vote aux résidents étrangers.

C'était une promesse de François Mitterrand. François Hollande avait repris cet engagement en 2012. Mais il l'a enterré en arrivant au pouvoir. Nous serons plusieurs à revenir sur le sujet régulièrement. En vain. Le président répétera sans cesse : « On n'a pas les voix pour le faire adopter. » Mais essayons, au moins ! Donnons-nous les moyens de gagner ces voix et soumettons le projet de loi au vote des députés et des sénateurs !

Je serai toujours du côté de la gauche qui tient à ses valeurs. J'ai toujours défendu Christiane Taubira. Elle incarne, à mes yeux, la gauche que j'aime, celle qui est fière de ses combats et de ce qu'elle représente. J'étais à ses côtés lorsqu'elle a subi d'ignobles attaques racistes. J'étais aussi à ses côtés quand, à l'été 2013, la bataille pour la réforme pénale qu'elle proposait a éclaté dans les médias.

Au mois d'août – c'est souvent l'été que cela se passe –, *Le Monde* publie une lettre du ministre de l'Intérieur au président de la République dans laquelle il s'alarme de la réforme de la garde des Sceaux et met notamment en cause sa volonté de supprimer les peines planchers. Tel était pourtant l'engagement de François Hollande. Cela fait des semaines que Christiane Taubira ferraille pour défendre une alternative à la prison et une autre idée de la justice. Mais ce n'est pas la vision de Manuel Valls. J'appelle Christiane, je la soutiens et lui propose de venir à nos journées d'été quelques jours plus tard : « Tu verras qu'il y a des gens qui te soutiennent. » Je veux ainsi montrer qu'elle incarne la gauche et que les écolos sont avec elle.

Trois jours avant ce rendez-vous, le gouvernement fait sa rentrée en planchant sur la France en 2025. Chacun a réfléchi. Au cours du séminaire, il y a d'ailleurs un moment drôle quand le président nous tance parce qu'un journal a publié certaines contributions ministérielles, dont celles de Manuel Valls, de Pierre Moscovici, et la mienne. Je dis en souriant : « On peut tout penser, mais pas que je me suis coordonnée avec eux. » Tout le monde rit. Puis chacun expose sa vision de la France dans douze ans. Laurent Fabius parle des défis de l'Afrique, notamment migratoires. Manuel Valls affirme que la question du regroupement familial se posera. Tout le monde est un peu

consterné, mais fait comme si de rien n'était. Surtout ne pas divulguer ces propos, comme s'il y avait là un tabou. Bien évidemment, dans l'après-midi, ça fuite. Je n'ai pas fait sortir l'information, mais je ne l'ai pas démentie quand on m'a interrogée. Elle était réelle, et d'ailleurs, le lendemain matin, mardi 20 août, à la radio, le ministre de l'Intérieur lui-même la répétera. J'exprimerai publiquement mon désaccord et mon attachement au droit fondamental au regroupement familial. Et le mercredi suivant, en Conseil des ministres, le président de la République fermera le ban à toute remise en cause de ce droit.

Dans ce contexte, Christiane Taubira est l'invitée d'honneur des journées d'été d'EELV le jeudi 22 août. Cela restera un grand moment. Avant de monter à la tribune, on se raconte toutes les deux des blagues. On fait ensuite un très beau meeting. Elle reçoit chez nous un accueil de star.

Christiane Taubira sera également ovationnée quelques jours plus tard à La Rochelle par les militants socialistes. Martine Aubry vient l'embrasser et l'écouter. Je n'étais pas là, mais la belle image m'a marquée. Certains diront que nous avons monté l'opération toutes les trois. Il n'en est rien. Je ne savais pas que Martine choisirait d'aller écouter Christiane. On a simplement la même sensibilité instinctive. Je pense que Martine a ressenti l'importance de soutenir Christiane à ce moment-là. Ce geste disait quelque chose de ce qu'était ou n'était pas la gauche.

Au fond, sur toutes ces questions, c'est toujours la même histoire : la tétanie face au FN. Or, cette attitude n'a pas fait reculer le FN, mais l'a fait monter. C'est un désaccord fondamental entre les socialistes et moi : il faut affronter l'extrême droite et offrir un autre horizon. Vraiment. Je ne supporterai jamais qu'on renonce à nos convictions sous prétexte que ça risquerait de faire progresser le FN. C'est en allant sur son terrain qu'on fait prospérer l'extrême droite, pas en affirmant nos idées, en tenant nos promesses. D'ailleurs, cela s'est déjà produit entre 2007 et 2012. En reprenant ses idées, Nicolas Sarkozy a fait le jeu de Marine Le Pen. Ne reproduisons pas les mêmes erreurs à gauche.

Quand le ministre de l'Intérieur ne parle que des Roms, les trois quarts de la population

française qui n'en ont jamais vu se disent qu'il doit y avoir un problème. Or, les Roms ne sont pas un problème pour la France, c'est un mensonge éhonté que de le soutenir. Il faut simplement résoudre le problème que pose leur installation dans certains lieux et ne pas l'amplifier.

Les déclarations discriminantes ne seront jamais la solution pour moi.

Ce sinistre mardi matin, quand j'entends Manuel Valls s'exprimer, c'est une rupture morale, la gauche trahit ses valeurs. Je ne me dis pas alors que je ne pourrai pas être dans un gouvernement dirigé par Manuel Valls, mais, au fond de moi, je le sais déjà. J'ai toujours pensé que compte tenu de la situation politique, vu la ligne menée, il me serait très difficile d'entrer à nouveau dans un gouvernement. Je n'ai jamais voulu en faire une question personnelle. Ce n'est pas Manuel Valls personnellement qui me pose problème, c'est ce qu'il dit, c'est ce qu'il fait. Je pense qu'il a commis des erreurs. Ce n'est pas une question de personne. C'est uniquement politique – parce que je suis une femme de gauche.

Or, de cette gauche qui n'en a plus que le nom, je n'en veux pas. Avec ce ministre-là, je ne pourrai pas travailler. Dans la ligne qu'il incarne, je ne me reconnaîtrai jamais. Elle est contraire à ce que je pense, contraire aux valeurs dans lesquelles j'ai été élevée, contraire à ce que je suis, contraire à ce que je fais.

*

Après notre affrontement sur la question rom, j'ai invité Manuel Valls à déjeuner au ministère du Logement. On a discuté en tête-à-tête pendant deux heures. Il n'est pas revenu sur le fond de ses propos, il savait que notre désaccord était profond. Il m'a juste dit : « Il ne faut jamais faire de matinale en duplex, ce n'est pas une bonne idée. » Je ne saurai jamais s'il exprimait là une véritable conviction ou s'il était dans un opportunisme de communication, pensant faire plaisir à l'opinion publique. Ou, plus exactement, je préfère ne pas croire à sa sincérité. C'est plus rassurant. Il cherche à apaiser nos relations ; j'y vois une instruction présidentielle : « Ne plus faire de vagues. » Notre déjeuner est très politique, très poli. Manuel Valls, je ne le connais pas

depuis longtemps. Je n'ai pas de passé avec lui, contrairement aux socialistes. J'ai un désaccord politique majeur et je peux le lui dire en face.

Manuel Valls est sérieux, obsédé par la politique depuis de très longues années. Il a un vrai plan de carrière, il veut réussir. Il a le mérite de la cohérence : le discours qu'il porte aujourd'hui comme Premier ministre est le même depuis des années. La vérité, c'est que je n'ai aucune idée de ce qu'il pense sincèrement.

Ce que je lui reproche fondamentalement pendant ces deux années, c'est d'avoir d'une certaine manière pris en otage le gouvernement. Il s'avancit sur des sujets en défendant son seul point de vue personnel, qui n'était pas celui de l'équipe gouvernementale. Si on exprimait son désaccord, on était aussitôt accusé de provoquer un couac.

La place occupée par Manuel Valls révèle que François Hollande laisse parfois faire. Il regarde comment cela va retomber, qui va gagner, qui va être le plus malin. Mais sur les Roms, sur l'immigration, sur les valeurs de la gauche, il ne s'agissait pas de malice, d'habileté politique ou de capacité médiatique, mais de questions de fond, d'une certaine idée de la République et de la France.

Je ne connais pas assez Manuel Valls et Nicolas Sarkozy pour savoir s'ils se ressemblent. Mais je sais que celui qui fut le premier ministre de l'Intérieur de François Hollande utilise des recettes similaires. Il déploie les mêmes techniques : saturation de l'espace médiatique, transgression. La figure est facile : le mec de gauche qui tient des discours de droite, c'est un peu l'écolo qui défend le nucléaire !

C'est ce que j'appelle la triangulation des Bermudes. À force de reprendre les arguments et les mots de la droite, de trouver moderne de briser les tabous, et donc de défendre la fin des trente-cinq heures, de dénoncer les impôts, de s'en prendre aux Roms, de prôner la déchéance de la nationalité pour certains condamnés, de taper sur les grévistes, quelle est la différence avec la droite ? Une carte d'adhésion dans un parti différent ? Le fait de proclamer toutes les trois phrases

« je suis de gauche » ? Formellement, factuellement, quels sujets les opposent ?

À force de trianguler, ils ont fait disparaître la gauche.

L'absente...

Sans elle, le quinquennat est bancal. François Hollande n'a pas voulu que Martine Aubry soit numéro un ; elle n'a pas voulu être numéro deux. C'est leur histoire depuis trente ans. Nous le payons cher depuis mai 2012. Barack Obama a su appeler à ses côtés Hillary Clinton, qui s'était présentée contre lui ; François Hollande, lui, ne gouverne pas avec Martine Aubry. Depuis le début, elle manque. À la gauche, à son camp, à ceux qui ont voté pour elle à la primaire, à ses amis et à moi aussi, évidemment.

Dans la vie en général, et en politique en particulier, j'ai toujours assumé mes amitiés. Et même si parfois au cours de ces deux premières années du quinquennat il était bien vu de s'éloigner de Martine Aubry ou de la critiquer, je n'ai jamais cédé.

Je ne connaissais pas Martine Aubry avant qu'elle devienne première secrétaire du PS. Je l'ai rencontrée pour la première fois au Terminus Nord, un café en face de la gare du même nom, à la fin de l'année 2008, après le congrès de Reims. Je l'ai tout de suite appréciée. Elle a un côté un peu brut de décoffrage, qui m'a plu. Et puis la situation était vraiment dure, son parti se déchirait. Je compatissais. Étant donné ce que j'ai vécu chez les Verts, je ne me suis jamais moquée des autres quand les tensions internes régnaient chez eux.

Il y a vite eu entre nous une complicité de chef de parti compliquée à gérer. Et puis, sur certains sujets, nous nous découvrons une culture commune. Son père a appartenu à la même association que mes parents, « La Vie nouvelle ». Nous partageons une culture catholique de gauche. Et, pour moi, elle est celle qui a fait les trente-cinq heures. J'ai donc une image positive d'elle a priori.

Puis, au fil des années, une vraie relation humaine s'est nouée. Avec ses hauts et ses bas. Nous ne nous sommes jamais vraiment engueulées, mais nous avons été cash de temps en temps. C'est dans notre nature.

Je me souviens de plein de coups de fil marrants. Elle m'appelait, énervée, au sujet d'une élection partielle : « Mais qu'est-ce qu'il fait, ton candidat ? Il ne nous soutient pas, c'est inadmissible. » Je répondais que je n'étais pas au courant et que j'allais m'informer. Quelques minutes plus tard, je la rappelais : « C'est bien de demander à récupérer notre logo, mais si ton candidat était au moins capable de dire bonjour à notre candidat, s'il lui parlait, ça arrangerait les choses. Quand même. » Et elle, à son tour : « Ah, bon, je vais voir ce qu'il en est. » Et elle reconnaissait que c'était chez eux que l'affaire avait mal commencé. Et on rigolait, actant qu'on ne pouvait plus rien faire.

Notre amitié m'a été reprochée plusieurs fois par mes amis lillois. Ils avaient des désaccords avec elle et ne comprenaient pas toujours pourquoi je la défendais.

Notre relation depuis 2009 n'est pas seulement le récit d'une amitié, le parcours de deux copines qui papotent fringues, enfants, bouffe. C'est une histoire politique, le récit de deux dirigeantes de parti qui ont choisi de s'unir pour faire gagner la gauche. Dès qu'elle est arrivée à la tête du PS, Martine Aubry a décidé qu'il fallait qu'on travaille ensemble et qu'on scelle un accord entre nos deux formations.

L'accord entre les Verts et les socialistes a un long passé et un lourd passif. En 2007, nous avons ainsi refusé de faire alliance avec le PS, alors dirigé par François Hollande. La raison était simple : le texte proposé ne nous respectait pas. L'accord programmatique se résumait à de vagues engagements et ignorait toute volonté de transformation. Quant à l'accord électoral, il se contentait de reconduire les sortants, avec trois sièges supplémentaires pour différents chefs de tente.

Cette année-là, les écologistes avaient fait un très mauvais score à la présidentielle ; Ségolène Royal avait fait un magnifique premier tour, mais la gauche avait perdu au second tour. Pour gagner en 2012, il faudrait agir différemment.

Quand, avec Martine Aubry, nous préparons les élections régionales de 2010, j'ai en tête cette méthode qui a échoué. Quelques mois avant les élections, il paraît impossible que la gauche

parvienne à rééditer l'exploit de 2004 et conserve toutes ses régions. Mais, finalement, la gauche se maintient grâce à des fusions rose et vert au second tour. Nous remportons ensemble les élections cantonales, puis préparons l'accord programmatique et législatif pour 2012.

L'unité ne se fait pas en piétinant le partenaire ni en l'invectivant. Le rassemblement n'est pas pour les écologistes une dilution ni pour les socialistes un sacrifice. Si nous parvenons chacun de notre côté à rassembler des électors différents, alors nous sommes en situation de garantir la victoire au second tour.

Sans Martine Aubry, nous n'aurions pas obtenu ce résultat. Elle avait la volonté stratégique de bâtir cette alliance et elle appelait de ses vœux la transition écologique. Elle croit avant tout à la redistribution par la croissance, tout comme François Hollande. Mais, en partant de la même matrice, elle a su se poser de vraies questions. Elle voulait sortir du nucléaire.

Cette mutation n'était pas seulement tactique : elle a puisé dans sa pratique municipale à Lille. Elle a défendu des positions courageuses sur les questions d'environnement. C'est pour cela que de nombreux écolos ont voté pour elle à la primaire. On a du mal à le croire, mais, à l'époque, il y avait un autre socialiste qui « draguait » aussi les Verts : Arnaud Montebourg. Aujourd'hui, cela semble cocasse, mais son livre sur le capitalisme coopératif avait marqué.

J'avais choisi de ne pas choisir. J'étais secrétaire nationale d'EELV, donc je m'étais astreinte à la neutralité. Je n'avais pas pris position dans la primaire de mon parti, je ne l'ai pas fait dans celle du PS. Mais on peut difficilement cacher ses affinités. Certains de mes amis proches ont soutenu Martine Aubry. Le soir du 16 octobre 2011, quand j'ai vu Martine arriver avec François Hollande, vainqueur de la primaire, sur la terrasse de Solferino, lui prendre la main et saluer les militants, s'inclinant devant son rival, je l'ai trouvée forte.

Notre primaire était passée depuis des mois, on avait notre candidate, mais nous pataugions dans le drame le plus total. Nous avons été incapables d'organiser la réconciliation entre Eva Joly et Nicolas Hulot. J'admirais la capacité de rassemblement de François Hollande et de Martine

Aubry. Pendant la campagne, elle a été extrêmement loyale ; moi qui ai vécu la désignation écolo, j'étais un peu bluffée. Les critiques pouvaient donc s'effacer, le désir de victoire pouvait être plus fort et lever toutes les appréhensions – une primaire pouvait bien se finir. Cela me rassurait.

Quand François Hollande devient candidat du PS, nous n'avons pas encore finalisé l'alliance avec les socialistes. Il faudra revoir les conditions de notre accord. Martine Aubry me donne la clé tout de suite : « Il faut que François soit d'accord. Je suis là pour le Parti, mais on ne peut pas le faire contre le candidat. » Des amis du vainqueur débarquent donc dans l'équipe de négociation socialiste. Puis monte une petite musique autour de François Hollande sur le thème « il vaudrait mieux qu'il n'y ait pas d'accord », « ça va nous embarrasser ». Je ne suis pas sûre que ce soient de vrais amis qui lui ont prodigué de tels conseils ; en tout cas, ils ne voulaient pas vraiment qu'il gagne. Car je ne vois pas en quoi une crise avec nous quelques jours après sa désignation aurait été une bonne entrée en campagne et un gage de réussite pour la suite ! Puis on commence à entendre des hollandais dire à leur champion : « Il faut que tu t'affirmes », « Tape sur les écolos et ça effacera ton image de mou ». Je trouve ces idées curieuses, parce que je n'ai jamais pensé que nous taper dessus était une démonstration de force. Mais je ne fais pas partie de ceux qui conseillent François Hollande.

Les discussions aboutissent entre nos deux équipes. Le 15 novembre 2011 arrive le grand jour. Le candidat a validé le texte ; il est signé à Solferino par Martine Aubry, puisqu'il s'agit d'un accord entre nos deux partis. Ce n'est ni le programme d'EELV ni celui du PS. Nous actons d'ailleurs que nous ne sommes pas d'accord sur l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes et sur l'EPR de Flamanville. Nous précisons les mesures à prendre si la gauche gagne la présidentielle sur le nucléaire, les institutions, etc. C'est un compromis. Je suis une femme de compromis, et je l'assume.

Le Bureau national du PS se tient comme tous les mardis en fin d'après-midi. Je suis au conseil régional. Une dépêche AFP arrive : le directeur des relations institutionnelles d'Areva s'indigne

d'une phrase de l'accord sur la « reconversion à emploi constant de la filière de retraitement et de fabrication du MOX ». Les lobbies sont déjà à l'œuvre. La phrase figurait dans le texte accepté par François Hollande et signé par Martine Aubry. Je n'imagine pas qu'elle puisse être retirée pour satisfaire l'industrie nucléaire. Le ton monte tout au long de la journée du mercredi 16 novembre sans que je m'en mêle directement. On apprend alors que le candidat socialiste sera l'invité du 20-Heures de TF1. Je décide immédiatement d'aller au 20-Heures de France 2. Autour de moi, tous me le déconseillent. Pour moi, c'est simple : si François Hollande affirme que la phrase est retirée, il n'y a plus d'accord. Si c'est son choix, il vaut mieux réagir en direct, souligner qu'il n'a pas tenu sa parole. France 2 accepte. J'envoie un SMS à François Hollande : « Pour ton information, je serai au 20-Heures de France 2... Je parlerai après toi. » Je n'ai jamais peur, je n'ai rien à perdre. Je suis entrée en politique parce que j'y crois. Sinon, je n'aurais pas choisi ce chemin escarpé. Donc je vais à la télé. Je suis dans la rédaction, je regarde le candidat socialiste avant de rejoindre le plateau. Je l'écoute en me disant que si jamais il affirme que ce paragraphe ne l'engage pas, il faudra que je l'affronte devant des millions de gens. Heureusement, il tient parole.

Si Martine Aubry avait été candidate, l'accord avec les écologistes aurait été absolument identique, avec peut-être un député écolo de plus. Ce fut la seule exigence de François Hollande : mettre un de ses proches à la place d'un des nôtres. Mais, sur le fond, le texte ne changeait pas. On m'a beaucoup reproché cette alliance, ou plutôt la manière dont elle s'est scellée, le fait de la signer alors qu'on avait une candidate. J'ai néanmoins la conviction qu'elle était nécessaire et qu'il fallait la signer à ce moment-là. Je suis aussi consciente des limites de l'exercice. On a dit qu'il avait affaibli notre candidate, je ne le crois pas, mais je reconnais que la période fut compliquée.

J'ai espéré jusqu'au bout que nous obtiendrions davantage. Je voulais la fin de Notre-Dame-des-Landes. J'espérais pouvoir arrêter le chantier de Flamanville. Mais je mesurais à chaque

instant la distance qui me séparait des socialistes, autour desquels le lobby nucléaire s'agitait. Je n'ignorais pas le poids des considérations locales. Et je savais aussi que la défaite de Martine Aubry, étant donné sa position sur le nucléaire, était de fait devenue une victoire pour nos adversaires. Une fois le compromis abouti, il me faudrait le défendre. « Gouverner, c'est choisir », affirmait Pierre Mendès France. Je crois que gouverner, c'est aussi assumer ses choix et ses responsabilités. Je les ai assumés devant mon parti. Je les ai défendus devant l'opinion. Personne ne nous aurait pardonné de prendre le risque de gâcher la victoire en favorisant la division. L'accord entre les écologistes et les socialistes est un choix politique assumé de part et d'autre. Une stratégie qui avait déjà porté ses fruits aux élections régionales. Mais voilà, souvent, les plus forts pensent qu'ils pourront gagner tout seuls. Ils ont tendance à considérer que les petits doivent se plier et qu'ils peuvent alors oublier leurs engagements, ne plus les appliquer. Pour la première fois depuis longtemps, Martine Aubry n'a pas eu cette attitude avec les écologistes ; elle nous a considérés comme des partenaires. Je ne réécris pas l'histoire, je ne dis pas que tout a été facile. Il y a eu des moments de tension entre nous, car elle sait défendre ses intérêts autant que sa famille politique, et moi aussi. Mais personne n'a gagné et personne n'a perdu. Ou, plutôt, nous avons tous gagné, créant les conditions de la victoire à la présidentielle et aux législatives. Sans l'accord PS-EELV qui nous a permis de faire élire 17 députés écologistes, le PS n'aurait jamais obtenu la majorité absolue à l'Assemblée. Il n'y aurait jamais eu 293 députés socialistes sans cette stratégie. Que cela plaise ou non, voilà la vérité.

Martine et moi n'étions pas seulement deux « copines », mais d'abord deux partenaires politiques qui cherchaient un compromis. Même si j'ai pour elle de l'affection. Sans la politique, nous ne nous serions jamais rencontrées. Je l'écris en souriant, mais si nous avions été des hommes, personne n'aurait raconté que c'était un accord de « potes », de « copains ». Quand François Hollande et Jean-Michel Baylet signent des textes ensemble, quand Jean-Christophe Cambadélis et Jean-Michel Baylet présentent des listes communes, personne ne s'amuse à dire :

« Tiens, ils sont allés faire les soldes ensemble, puis ils se sont dit qu'ils allaient partager les postes. »

On nous prête beaucoup à toutes les deux, depuis 2012. Certains voient notre patte partout ; ils n'ont de cesse de nous accuser de complot dans chaque aléa de la majorité. Cela nous amuse, car c'est le plus souvent complètement faux. Mais Martine et moi avons des réflexes politiques de gauche similaires. J'ai appris qu'en politique il valait toujours mieux qu'on vous pense fort que faible. Pendant les deux années où j'ai été ministre, Martine Aubry a su me soutenir aux bons moments. On a beaucoup ri de tout ce qu'on était censées avoir organisé toutes les deux. Peut-être que si elle avait été « dans le dispositif », comme disent les politiques, on aurait effectivement fait ensemble toutes ces actions qu'on nous prêtait. Mais elle était loin. Trop loin.

C'est une des leçons que je retiens de la primaire : on ne peut réussir qu'en associant tous les acteurs et, en premier lieu, les finalistes de cette compétition interne. Je peux d'autant plus l'écrire que les écologistes ont été incapables de le faire. Nous l'avons payé pendant toute la campagne présidentielle – c'est évidemment une des raisons de notre défaite électorale.

Les socialistes, et Martine Aubry la première, ont su afficher leur unité pendant la campagne ; François Hollande a gagné en rassemblant son parti puis son camp. Mais il a tourné le dos à cette belle unité le 6 mai au soir. Il a exercé son pouvoir en éloignant Martine Aubry. Il n'a pas tendu la main à Jean-Luc Mélenchon ni au Parti communiste. La majorité du 6 mai allait de François Bayrou à Jean-Luc Mélenchon, mais aucun des deux ne siègera avec nous au gouvernement. Dès les premiers mois de la présidence Hollande, le Front de gauche prend ses distances. Et quelques mois plus tard, à force d'être ignoré, le leader centriste choisit de retourner dans l'opposition, alors que le président appliquait une politique proche de celle qu'il appelait de ses vœux.

Peu à peu, le socle du pouvoir s'est réduit. Aujourd'hui, les écologistes ont quitté le gouvernement. Et des pans entiers du Parti socialiste ont déserté les allées du pouvoir. J'avais averti très tôt le chef de l'État : la gauche ne se satisfait pas d'un exercice solitaire du pouvoir, une

majorité large ne peut se résumer à quelques compagnons de route, si longue soit la traversée. Je n'ai pas été écoutée.

J'ai cru en François Hollande

J'ai froissé le bulletin « Nicolas Sarkozy » dans la poche de ma veste. Puis j'ai glissé le bulletin « François Hollande » dans l'enveloppe et suis sortie de l'isoloir.

Ce dimanche 6 mai 2012, je craignais encore que la gauche ne l'emporte pas, même si, au fond de moi, je me disais que cette fois serait la bonne.

Depuis que j'ai dix-huit ans, je n'ai jamais manqué un scrutin. Je n'imagine pas m'abstenir. Il y a une liturgie familiale du vote et du dépouillement. Petite, à chaque scrutin, mes parents m'expliquaient que dans certains pays ce droit n'existait pas, que les femmes n'en avaient bénéficié que tardivement, et, le soir, nous assistions au dépouillement. L'émotion enfantine est restée quand j'ai à mon tour accompli le rituel. J'ai voté pour la première fois en 1992, lors du référendum sur Maastricht. Je n'ai donc jamais contribué à élire un président de gauche, comme si mon camp était condamné à perdre l'élection présidentielle. Mais, cette fois-ci, le mauvais sort va être conjuré, la gauche va gagner. Je n'oublierai jamais cette journée, la joie pure de voir le visage de François Hollande se dessiner sur l'écran de télévision. Le soir, après m'être rendue à la Chocolaterie, je suis allée fêter la victoire place de la Bastille. Quand François Hollande arrive, je descends de la scène et je rejoins le public pour l'écouter.

Il avait gagné, il était président de la République. J'étais heureuse, comme tout le peuple de gauche. Et l'histoire était belle. Elle me faisait sourire aussi. Car, cinq ans plus tôt, j'avais cru en son destin. Et j'étais bien la seule ! Je me souviens parfaitement du meeting de Ségolène Royal au stade Charléty le 1er mai 2007. La star, c'était elle, la candidate transformée en icône. Mais quand le visage de François Hollande, au milieu des têtes socialistes, était apparu sur les écrans géants, il y avait eu un tonnerre d'applaudissements. J'avais déclaré en sortant : « Hollande sera président. » Mes amis avaient hurlé de rire. Et pendant des années, tous se moquaient de moi :

« Alors, il n'est toujours pas président, Hollande ? »

J'y ai cru. J'ai cru en lui, en sa capacité de rassemblement. J'ai cru en nous. J'ai cru que, étant donné son caractère, François Hollande allait vouloir que son quinquennat réussisse, que la majorité fonctionne. Il fallait jouer le jeu et osciller entre fermeté et souplesse pour que cela marche. J'étais prête à faire des compromis, prête pour le rapport de force, prête à y mettre toute mon énergie. Et je l'ai fait, j'ai vraiment agi avec une immense sincérité.

Je m'attendais certes à ce que ce quinquennat soit compliqué, à ce que les deux premières années notamment soient dures, à ce que ce ne soit pas la fête. Mais j'étais certaine que la société française connaîtrait enfin l'apaisement, et que la page sarkozyste serait vraiment tournée. C'est pour cela que je me suis sentie si mal à l'été 2012, quand le gouvernement a mis en scène des expulsions de camps de Roms. Je ne m'attendais pas à ce que le quinquennat prenne ce chemin.

*

Je connais François Hollande depuis longtemps. Je l'ai rencontré pour la première fois en 2003, lors de discussions entre le PS et les Verts. Il est alors premier secrétaire, à la tête d'une délégation de dix personnes. Je suis une des dix écolos. Je suis installée en bout de table ; je prends des notes. À l'époque je suis déléguée des Verts à la réforme participative interne et à l'organisation. Je garde un souvenir flou de ces réunions où tout le monde parlait. Elles étaient longues, rien ne s'en dégageait, il était question de faire des listes d'union pour les élections régionales qui s'annonçaient.

La première fois que je m'entretiens vraiment avec François Hollande, fin 2006, je viens d'être élue secrétaire nationale des Verts. Je refuse d'aller au siège du PS, rue de Solferino. Nous nous voyons donc dans un café, place du Châtelet, à Paris. Me rencontrer fait partie pour lui des obligations liées à sa fonction, mais il n'y accorde visiblement pas beaucoup d'intérêt. Quelques mois plus tard, nous refusons l'accord électoral avec le PS, pour lequel il était si sûr de lui.

François Hollande assiste ensuite, fin août 2007, à nos journées d'été. La période est très difficile

pour lui. Il va quitter la direction du PS et entamer sa traversée du désert. Et son discours unitaire me marquera.

À cette époque, nous discutons régulièrement. Je le vois aussi au congrès de Reims, où le PS se déchire. On parle de Tarnac, cette affaire montée de toutes pièces contre un groupe d'extrême gauche. On le soutiendra tous les deux. J'ai toujours été très « ballastée » sur la question des libertés publiques, des droits de l'homme. Et dans cette affaire qui concernait un groupe installé en Corrèze, François Hollande aussi était un défenseur intransigeant des libertés publiques.

Je lui reconnais alors la capacité à faire une synthèse, ce qui est pour moi une qualité. Il incarne le compromis, le non-entêtement, le contact avec les gens. Et j'apprécie son sens de l'humour. Je n'ai jamais beaucoup apprécié les gens qui se prennent au sérieux.

Quand il n'est plus premier secrétaire, je continue à le voir, même si je travaille avec Martine Aubry. Je ne prends pas parti dans la primaire socialiste et, comme je l'ai déjà raconté, je retrouve le candidat Hollande pour finaliser l'accord EELV-PS. Pendant la campagne présidentielle, je suis plutôt obnubilée par les écologistes ; notre campagne est très périlleuse et cela m'occupe beaucoup. Je me souviens d'une phrase du discours du Bourget : « Il n'y a jamais qu'une seule politique possible. » Elle me rassure. De temps en temps, nous nous parlons. Je regarde le meeting de Vincennes à la télé en direct, je suis confiante. Les sondages le donnent tous vainqueur.

Dès le soir du premier tour, Eva appelle à voter pour lui. Et quelques jours plus tard, elle et moi nous rendons au meeting de Limoges. Nous allons voir François dans sa loge, avant son discours. Il est très sympa avec Eva, il plaisante avec nous. J'ai un souvenir émouvant de ce soir-là. Deux choses me touchent particulièrement : la ferveur des gens lorsqu'ils entonnent *Le Chant des partisans* ; et le fait que, quand nous entrons dans la salle, Eva soit applaudie à tout rompre par le public, qui se lève même pour lui rendre hommage. Cela fait chaud au cœur après notre campagne difficile. Sur le fond, c'est le meeting où François Hollande parle de l'égalité des territoires. J'y suis d'autant plus sensible que j'ai toujours pensé que le meilleur moyen de répondre au FN n'était

pas d'emprunter ses thèmes de prédilection, mais, précisément, de mettre en place l'égalité des territoires. Il faut montrer à cette France qui a peur, qui se sent délaissée, qui se lamente contre les boutiques vides, qui n'en peut plus de voir les services publics fermer, qu'elle n'est pas abandonnée, mais qu'elle compte. On ne l'a pas assez fait.

Entre les deux tours de la présidentielle, Eva Joly et moi avons un autre rendez-vous avec François Hollande et Martine Aubry, à l'Assemblée nationale cette fois. Il ne cesse de répéter que, « tant que le résultat de l'élection n'est pas connu, on se sait jamais ce qui peut se passer » ; mais, en même temps, ce jour-là, il commence à se projeter dans l'après. On discute de la mise en œuvre de l'accord entre nos deux partis. Il déclare qu'il respectera les engagements présidentiels et qu'il veut que la majorité vive. Eva parle de la lutte contre les paradis fiscaux. Ils ont aussi des échanges plus personnels sur ce qu'est une campagne. C'est un moment à la fois serein et intense. Puis Martine et moi sortons et laissons les deux candidats seuls.

*

Au début de sa présidence, François Hollande est égal à lui-même. Puis il se transforme, il devient plus dur, plus cassant. L'exercice du pouvoir est abrasif. Ou, plutôt, sa manière solitaire de l'exercer l'est. Et puis, à ce poste, on voit les médiocrités, les mauvais côtés des uns et des autres, ceux qui viennent vous demander des services, ceux que vous aidez et qui vous plantent.

Ma déception sera progressive. C'est ma nature. J'ai parfois tort, mais je cherche le bon côté des gens, les petites choses bien qu'ils font. Et quand très vite des ministres ou des députés sont très sévères contre le président, je pense qu'on tient tous un bout de l'histoire, je me demande ce qu'il faut faire pour que ça change, comment il faut s'organiser, ce qu'il faut dire, etc.

Et puis je m'entends bien avec François Hollande. Il y a peut-être une forme de confraternité intuitive entre les anciens chefs de parti. C'est un rôle tellement particulier, qui ne ressemble à aucun autre, qui crée des liens. Quand, secrétaire nationale d'EELV, je suis allée voir le président de la République Nicolas Sarkozy, il m'a dit : « Vous faites la chose la plus difficile. » Je lui ai

répondu : « Non, c'est sûrement plus difficile d'être président de la République. – Ah non, il n'y a rien de plus difficile que chef de parti. »

Mais certains de ses choix m'interrogent. Très vite, par exemple, la question des nominations me pose problème. Le discours officiel est qu'il ne faut pas faire de chasse aux sorcières. Donc on laisse en poste des gens dont je sens pourtant que l'objectif n'est vraiment pas de nous aider.

Comme ils comprennent qu'ils ne seront pas mutés, ils se croient tout permis. Des fonctionnaires s'autorisent même à critiquer le pouvoir, à vitupérer cette « gauche qui n'est pas à la hauteur », voire à nous mettre des bâtons dans les roues.

Le vrai moment de rupture survient quand François Hollande se tait après les déclarations de Manuel Valls sur les Roms. Mais le fait qu'il ne menait pas une politique écologiste, le cap économique choisi, et plus généralement le manque de courage me laissaient déjà dépitée.

Pourquoi le projet de directive européenne préparé par Michel Barnier était plus courageux que la loi bancaire que le gouvernement a fait voter, lui dont l'ennemi devait être la finance ?

Dans la dernière période, à partir de l'hiver 2013-2014, je ne comprenais plus François Hollande. Son discours sur l'inversion de la courbe du chômage m'avait ébranlée. Je n'y croyais guère. Mais, en même temps, je lui laissais le bénéfice du doute, je me remettais en cause. Et, finalement, force a été de constater que le chômage n'a pas baissé.

Il y a un mystère François Hollande. N'est-il pas lucide, et alors certains choix s'expliqueraient, ou est-il lucide, mais alors pourquoi agit-il ainsi ? Parfois, je ne le comprenais pas, je ne comprenais pas ses choix. Pourquoi l'absence de signes aux habitants des quartiers populaires, qui étaient dans une telle demande ? Pourquoi l'abandon de la bataille européenne ? Pourquoi persévérer dans la politique d'austérité qui échoue et désespère les électeurs de gauche ? Croit-il vraiment en cette politique ? En ce cas, pourquoi en avoir promis une autre lors de la campagne présidentielle ? Et pourquoi, après le verdict des élections municipales, faire le choix de continuer dans une voie dont les électeurs de gauche ne veulent pas ?

Nous sommes dans une démocratie représentative – nous sommes donc censés représenter les électeurs. On peut certes s’adapter aux situations, mais, là, on ne s’est pas adapté, on a empanné. On a pris le vent à l’envers et opéré un virage brusque, complètement incompréhensible. Le président est parti dans une direction et il ne peut pas en changer, ou plutôt il refuse d’en changer, même si elle est mauvaise, même s’il s’est trompé.

Je connaissais François Hollande depuis longtemps. Je l’ai observé pendant deux ans, essayant de le comprendre. Il est têtu, mais pas seulement. Il a pu être gentil. Il peut l’être. Avec moi, il l’était. Il a fait des choses à mon égard, pas nécessairement visibles, mais authentiquement sympathiques. Il était capable de mettre plus en avant ses ministres que ne le faisait Jean-Marc Ayrault, parfois. Je préfère penser que c’était par gentillesse que par intérêt. Il reconnaissait quand j’avais été accrocheuse et que quelque chose qu’il m’avait demandé aboutissait. Il n’est pas mou, mais parfois, il est hésitant. Il sait décider, mais il préfère quand la décision vient toute seule ou quand tout le monde l’accepte. C’est bien plus confortable. Je me souviens d’un débat sans fin sur la TVA à 5 % sur le logement social. Je me suis approchée de lui, lui ai montré ma main et lui ai dit : « Là, c’est la case “oui”, là c’est la case “non”. Tu coches et ensuite je fais. Maintenant. Car cela dure depuis six mois. » Il m’a dit oui et on l’a fait. Sa principale qualité est son calme. Il a des ressources de contrôle de lui-même impressionnantes, et cela reste à mes yeux une qualité primordiale à son niveau de responsabilité. Son principal défaut est de ne pas dire ce qu’il pense. Mon intuition politique était fort éloignée de celle de ses communicants. Je ne crois pas que son principal problème se résume à une absence d’autorité ou à un manque de présidentialité. Le temps d’une campagne, il a su incarner avec talent un espoir. Je le dis avec d’autant plus d’aise qu’il n’était pas mon candidat. Or, depuis son élection, il n’a pas su répondre à cette aspiration et n’a pas trouvé non plus une autre incarnation. Faute d’avoir voulu être un président de gauche, il n’a jamais trouvé ni sa base sociale, ni ses soutiens.

À force d’avoir voulu être le président de tous, il n’a su être le président de personne. Cela

n'est pas une question de tempérament, c'est la conséquence d'une succession de choix souvent inattendus et, parfois, incohérents entre eux.

Pendant des mois, j'ai fait le pari qu'il en serait autrement. En vain. Il a fait le choix délibéré de penser que sa pratique solitaire du pouvoir produirait les résultats qu'il escomptait. Cette pensée magique, je ne pouvais y souscrire ; ces choix, je ne pouvais les partager.

J'avais cru au François Hollande de 2012 ; je ne me retrouve plus dans le président de la République de 2014.

Il reste trois ans pour tracer un autre chemin, pour écrire une nouvelle page de l'histoire de la gauche, qui ne soit pas celle du diptyque « promesses électorales/renoncement dans l'exercice du pouvoir ». Ces deux dernières années, j'ai eu la démonstration que nous sommes au bout du système présidentiel, qui permet à un homme de diriger seul pendant cinq ans, sans tenir compte de l'avis de son peuple.

Aujourd'hui, la crispation est extrême, la personnalisation suscite de l'agacement. Il faut passer à la VIe République et redonner du poids au Parlement. Je pense qu'on ne reviendra jamais sur l'élection au suffrage universel du chef de l'État. Mais on doit en finir avec ce Parlement qui doit se soumettre ou se démettre, obéir aux décisions du président, lequel n'a de compte à rendre à personne en revanche. Ce système ne fonctionne plus, il crée de la frustration et des tensions.

À nous, parlementaires socialistes, écologistes, radicaux et communistes, de réorienter le quinquennat.

Et maintenant ?

Ma mère était écologiste à une époque où cela signifiait d'abord être à contre-courant, attentif à des questions qui ne préoccupaient guère le plus grand nombre. Le marketing ne tentait pas encore de surfer sur une tendance de fond en la réduisant à un argument de vente. Cela n'avait rien d'une mode. Lutter contre l'épuisement des ressources naturelles, préserver l'environnement, être vigilant sur le risque nucléaire : j'ai grandi avec ces convictions maternelles.

Avant d'être une politique, l'écologie fut donc pour moi un mode de vie, une sagesse nécessaire. Cardinale, elle ne résume cependant pas mes convictions : j'ai milité à la Jeunesse ouvrière chrétienne parce que la foi, fondatrice dans ma construction, ne faisait sens que mise en actes dans un engagement social. J'ai été bénévole et écrivain public en prison parce que la condition humaine m'intéresse jusque dans les lieux de privation de liberté. C'est par l'action et parce que mon esprit commençait à tirer des leçons de l'expérience que la politique est venue me trouver peu à peu.

Je me suis engagée tardivement en politique parce que je tenais les partis pour vieux et usés. Je ne peux affirmer sans mentir que j'avais tort. Pourtant, j'ai dirigé les Verts pendant dix ans. Exercice épuisant mais formateur, parce que d'une exigence folle. Je viens de passer près de deux années de ma vie à occuper des fonctions ministérielles. Ce livre porte le témoignage de cette période intense, achevée dans la déception, mais pas dans le découragement.

En partant du ministère, j'ai déclaré, de façon un peu trop grandiloquente, sans doute : « Je me mets à la disposition de la gauche, de la France. » Alors, comment être utile ?

D'abord en remplissant avec application mes fonctions de parlementaire. Je crois à la démocratie et suis persuadée que le Parlement n'est pas qu'une simple chambre d'enregistrement des volontés du pouvoir gouvernemental. Je compte donc prendre ma part dans la réflexion et le travail qui permettront de revaloriser le Parlement. Il est absolument nécessaire de rééquilibrer les pouvoirs. Je défends comme nombre de mes amis écologistes l'idée d'une VI^e République, qui soit moins marquée par le présidentielisme. Mais nous pouvons d'ores et déjà faire advenir une nouvelle pratique de nos institutions. L'heure est à l'invention et à la libération des intelligences pour gagner en lucidité et non à la discipline aveugle de la docilité.

Au-delà, nous devons construire une alternative, esquisser un nouveau chemin, inventer de nouvelles solutions. J'y participerai à la place qui sera la mienne. Elle n'est pas écrite. J'ai reçu un jour un SMS d'Eva Joly, au moment où elle m'a encouragée à être candidate aux régionales :

« Quand l'affaire Elf a atterri sur mon bureau, je n'avais rien décidé ni prévu, mais j'étais là, c'était à moi de le faire. » Je sais juste que je crois en la politique et que j'ai envie de contribuer à faire bouger les choses.

J'ai recouvré ma liberté ; pour la première fois depuis plus de onze ans, je ne suis pas responsable d'un collectif, mais l'envie de faire de la politique ne m'a pas quittée pour autant.

Renoncer n'est pas dans ma nature.

Les défis sont immenses. Le résultat des élections européennes est plus qu'un avertissement, davantage qu'une semonce. Notre pays souffre, et sa souffrance peut l'exposer à de funestes aventures. La cote d'alerte est dépassée.

Je suis de ceux qui pensent qu'il n'y a pas qu'une seule politique possible. Ce fut d'ailleurs pour moi la plus importante des promesses du Bourget. Nous avons l'obligation de tourner la page.

Ce n'est pas la première fois que la gauche s'est heurtée à la question des marges de manœuvre.

En 1981, elle a espéré une véritable rupture avec le capitalisme et a ouvert une « parenthèse » sans fin. En 1997, l'attente était moins grande, mais la désillusion fut de nouveau au rendez-vous. Elle se résuma à cette phrase de Lionel Jospin : « L'État ne peut pas tout. » Cet aveu d'impuissance fut bien plus lourd qu'un constat social-démocrate. Au cours des deux dernières années, cette question s'est posée avec encore plus d'acuité : qu'est-il possible de faire par temps de crise avec des finances publiques en souffrance ?

Aujourd'hui, pour des millions de Français, la gauche et la droite se confondent, car la première s'est trahie. Lui redonner ses lettres de noblesse est notre défi. Je ne crois pas que nous y répondrons en ayant honte de nos repères et encore moins en adoptant ceux de nos adversaires.

Mais nous avons l'obligation de prendre conscience du fait que notre monde se transforme et que les attentes ne sont plus les mêmes.

Je persiste à penser qu'une des difficultés majeures que nous rencontrons demeure l'incapacité à imaginer des solutions adaptées pour le faible niveau de croissance. Beaucoup s'obstinent à penser

que le couple production/croissance nous sortira de la crise si nous savons le relancer. Pourtant, le productivisme bute sur une impasse physique : la crise de l'épuisement des ressources naturelles est réelle. Il faut y faire face.

On voit bien que les solutions s'amenuisent : le modèle social-démocrate sait redistribuer quand il y a 3 % de croissance par an, mais quand celle-ci est nulle, que se passe-t-il ? Nous devons travailler à de nouvelles solutions politiques. Le gouvernement actuel, comme le précédent, ne cesse de fonder son projet ou sa vision sur l'attente espérée et presque mythifiée d'un retour de la croissance, d'une reprise, d'un retournement. Mois après mois, année après année, notre classe politique rêve de retrouver la période faste des Trente Glorieuses. Le défi du xxie siècle est sans doute inverse. Il nous faut nous défaire de ces grands totems et chercher à trouver les conditions d'une prospérité tranquille, d'un moyen pour chacun de vivre convenablement et pour notre société de continuer à s'améliorer, sans attendre sempiternellement une croissance qui ne viendra pas. Les écologistes ont raison de penser un modèle intense en emploi à bas niveau de croissance, un autre modèle de société.

Le paysage politique s'est dessiné, de fait, dans une situation de pré-crise, et il a cahin-caha survécu à la crise. Mais le diagnostic qu'on en fait est erroné ; en disant : « Que va-t-on faire face à la crise ? », en espérant revenir à un âge d'or idéalisé, nos dirigeants se sont trompés. Au bout de trente ans, on est obligé de reconnaître que l'on n'est pas confronté à « des crises », mais à « la crise » d'un modèle et qu'il faut le dépasser et en inventer un nouveau.

Notre continent a connu une révolution agraire, une révolution industrielle ; il est capable d'engager la révolution écologique. Mais, pour cela, il faut mobiliser l'ensemble des acteurs et avoir les dirigeants politiques qui portent ce projet. C'est le seul moyen de répondre à la crise climatique et à celle de la biodiversité. On ne mobilisera jamais aucun peuple, aucun pays, autour de la dette et de la réduction des déficits publics. Cela peut être un moyen, en aucun cas un objectif. Or, ces deux dernières années, c'est le seul horizon qu'on ait tracé, le seul but qu'on ait

fixé à la politique menée. Et l'échec est au rendez-vous.

Dans cette période trouble, notre société manque de vision, de grand projet. L'écologie politique reste pour moi la seule idée neuve depuis 1945. Loin d'être une utopie de minoritaires ou de marginaux, je crois au contraire qu'elle peut être le grand dessein de notre société. J'ai constaté combien les questions qu'elle posait se trouvent en réalité au cœur des décisions du pouvoir. Voilà l'ambition de l'écologie. Elle n'est pas l'affaire d'un ministère, et encore moins d'une ou de quelques personnes. Elle concerne tout le monde.

C'est dans cette aventure que je souhaite pleinement m'engager. Elle ne sera pas un chemin solitaire. Alors que, en Europe et aux quatre coins de notre planète, des millions de citoyens sont en train d'essayer d'inventer un autre monde, nous ne pouvons accepter en France de prendre encore du retard. « Le changement, c'est maintenant », disait le slogan. C'est maintenant ou jamais.

Remerciements

Ce livre que j'ai mûri jour après jour ne serait pas sous vos yeux sans Cécile Amar, qui, en me proposant de tenir la plume, m'a libérée de l'angoisse de l'écran vide. Merci à elle.

Merci aux deux Stéphane pour leurs patientes et attentives relectures et pour tout ce qu'ils m'apportent.

Merci à Frédéric et à Mathilde, qui m'ont accompagnée heure après heure jusqu'aux derniers instants d'un cabinet à nul autre pareil. Ma gratitude à chacune et à chacun de ses membres est infinie, et ils le savent déjà.

Merci à Pierre, Julien, Catherine, Mathias, Dounia, David, Anne-Katrin, Amélie, François, Corinne, Gérard, Géraldine, Manuel, Thierry... et bien d'autres, avec qui j'ai travaillé à un moment particulier de ma vie et qui m'ont permis de devenir celle que je suis.

Merci à Pascal, très bon ministre et surtout compagnon indéfectible de ces jours intranquilles.

Merci à celles et ceux parmi mes anciens collègues ministres avec qui j'ai partagé des moments intenses, et merci aux inconnus qui m'ont fait parvenir des mots d'encouragement et de soutien. Ils

furent très précieux.

Merci aux militants écologistes, qui, depuis tant d'années, défrichent et pavent le chemin.

Merci enfin à la Haute-Lande, à la Lozère et au Vercors.

Document Outline

- [Couverture](#)
- [Page de titre](#)
- [Page de Copyright](#)
- [Du même auteur](#)
- [Table des matières](#)
- [Pourquoi j'ai quitté le gouvernement](#)
- [Pourquoi j'avais accepté d'y entrer](#)
- [La bataille du logement](#)
- [La rupture morale du quinquennat](#)
- [L'impasse européenne](#)
- [L'austérité n'est pas une fatalité](#)
- [Le rendez-vous manqué de l'écologie](#)
- [Quelle «€firme€»€?](#)
- [Maudits 14-Juillet](#)
- [La rupture avec Manuel Valls](#)
- [L'absente...](#)
- [J'ai cru en François Hollande](#)
- [Et maintenant€?](#)
- [Remerciements](#)